

**LA RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET DES RESSOURCES HUMAINES
DANS LES COMMUNAUTÉS DE LANGUE
OFFICIELLE EN SITUATION MINORITAIRE**

BILAN ET PROSPECTIVES

Daniel Bourgeois



institut de recherche
BEAUBASSIN
research institute

Le 21 septembre 2011

L'auteur tient à remercier les ministères des Ressources humaines et du développement des compétences, Industrie Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada du soutien financier pour réaliser cette recherche. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues des ministères ou du gouvernement fédéral.

Table des matières

<i>Résumé</i>	<i>p. 2</i>
<i>Introduction</i>	<i>p. 5</i>
<i>Survol historique et conceptuel</i>	<i>p. 6</i>
<i>Les différences socioéconomiques entre minoritaires et majoritaires</i>	<i>p. 12</i>
<i>La vitalité des CLOSM</i>	<i>p. 18</i>
<i>La conceptualisation de la recherche</i>	<i>p. 21</i>
<i>L'économie du savoir</i>	<i>p. 29</i>
<i>La mobilité (immigration et migration)</i>	<i>p. 31</i>
<i>Le développement des ressources naturelles et des régions rurales</i>	<i>p. 35</i>
<i>L'alphabétisme et la formation postsecondaire et continue</i>	<i>p. 37</i>
<i>La complétude institutionnelle minoritaire en développement économique</i>	<i>p. 39</i>
<i>Les mesures positives en développement économique et des ressources humaines</i>	<i>p. 42</i>
<i>La structuration de la recherche</i>	<i>p. 44</i>
<i>Résultats de l'atelier</i>	<i>p. 46</i>
<i>Analyse</i>	<i>p. 52</i>
<i>Conclusion</i>	<i>p. 54</i>
<i>Bibliographie</i>	<i>p. 56</i>
<i>Annexe A : Méthodologie</i>	<i>p. 66</i>
<i>Notes</i>	<i>p. 69</i>

Résumé

Ce document de réflexion devait permettre aux participants du Symposium de recherche sur les langues officielles 2011 et de l'atelier pré-symposium, de répondre à une question stratégique fondamentale :

Quels sont les défis prioritaires en ce qui concerne la recherche en développement économique communautaire et en développement des ressources humaines (DÉC/RH) dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) et comment peut-on les résoudre?

Le Symposium et l'atelier visaient trois objectifs. D'abord, faire le point sur l'état actuel de la recherche sur les langues officielles et en discuter d'un point de vue général et sectoriel. Ensuite, établir une approche permettant la mise en commun des données tirées de la recherche sur les langues officielles au Canada, contribuer à la création de synergies entre les représentants du milieu universitaire, de la communauté et du secteur public et encourager les chercheurs à adopter des approches concertées qui faciliteront l'élaboration de programmes de recherche. Enfin, poursuivre les travaux d'élaboration des propositions destinées à effectuer un suivi de la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne*.

Pour produire ce rapport, nous avons consulté la recherche pertinente menée depuis 2006 dans les milieux universitaires, gouvernementaux et communautaires et sondé 82 répondants de ces milieux par téléphone ou courriel. Nous avons présenté le bilan et les prospectives selon dix thèmes principaux. Dans chaque cas, nous avons présenté le thème, la recherche menée depuis 2006, les résultats de nos entretiens et quelques questions fondamentales, appliquées et thématiques pour alimenter la réflexion.

1) Les différences socioéconomiques entre minoritaires et majoritaires : *Doit-on prioriser les CLOSM ou les clientèles les plus vulnérables ou les plus prometteuses ?*

2) La vitalité des CLOSM : *Quels sont le rôle et l'importance de l'économie sociale et du capital social par rapport au développement économique et des ressources humaines et à la vitalité des CLOSM?*

3) La conceptualisation de la recherche : *Doit-on élaborer une stratégie à long terme de la recherche sur le DÉC/RH dans les CLOSM ou est-ce préférable de donner carte blanche aux chercheurs et aux intervenants? Pourquoi?*

4) L'économie du savoir : *Quel rôle les partenaires non-économiques (par ex : les écoles, les organismes bénévoles) peuvent-ils jouer dans le développement de l'économie du savoir dans les CLOSM?*

5) La mobilité (immigration et migration) : *Quels sont les défis et les opportunités économiques dans les CLOSM issus du vieillissement de la population, de l'exode des jeunes, de la migration intra- et inter-provinciale et de l'immigration? Ces défis et opportunités sont-ils particuliers aux CLOSM?*

6) Le développement des ressources naturelles et des régions rurales : *Doit-on prioriser des recherches génériques (par exemple : les profils communautaires) ou des recherches spécifiques aux divers milieux (par exemple : la création de petites et moyennes entreprises francophones de valeur ajoutée dans l'industrie forestière dans le nord de l'Ontario)?*

7) L'alphabétisme et la formation postsecondaire et continue : *Quelle importance doit-on accorder à l'amélioration des niveaux d'alphabétisme au sein d'une stratégie de DÉC/RH dans les CLOSM? Doit-on cibler l'élimination de l'analphabétisme ou l'augmentation des taux d'alphabétisme et des autres compétences essentielles en général?*

8) La complétude institutionnelle minoritaire en développement économique : *Les CLOSM ont-elles besoin d'institutions propres pour assurer leur DÉC/RH? Le cas échéant, lesquelles? Comment assurer que les institutions des CLOSM et des gouvernements collaborent efficacement ?*

9) Les mesures positives en développement économique et des ressources humaines : *Comment les CLOSM et les institutions fédérales peuvent-elles déterminer les mesures positives les plus efficaces en ce qui concerne le DÉC/RH et la vitalité sociolinguistique des CLOSM ?*

10) La structuration de la recherche : *Comment peut-on mieux intégrer et partager les recherches fondamentales et appliquées menées sur le DÉC/RH par les divers partenaires communautaires, gouvernementaux et universitaires?*

Dans la plupart des cas, nous avons posé une question additionnelle : En quoi la réponse à la question initiale influe-t-elle les priorités de recherche dans le futur? En effet, l'atelier et le Symposium devaient cerner les défis prioritaires en recherche en matière du DÉC/RH dans les CLOSM.

L'atelier sur le DÉC/RH du 30 août a réuni 63 participants des communautés, du gouvernement fédéral et du milieu de la recherche. Ils ont identifié cinq défis principaux et des solutions afférentes. Nous présentons ces défis selon une séquence chronologique plutôt que prioritaire.

1) Bien conceptualiser la recherche sur le DÉC/RH dans les CLOSM

Il faut établir le lien entre le DÉC/RH et la vitalité des CLOSM, y compris la « minorisation » des langues dans le monde des affaires. Il faut définir clairement des concepts tels une entreprise « minoritaire » et une économie « minoritaire » afin de déterminer les interventions les plus probantes. Il faut élaborer un modèle explicatif pour lier les diverses variables et données de façon logique. Il faut élaborer une vision commune du DÉC/RH dans les CLOSM afin de déterminer des objectifs mesurables et des indicateurs valides pour savoir quelles données sont pertinentes. Il faut cerner les particularités des CLOSM vulnérables et déterminer s'il y a des différences entre les CLOSM rurales, urbaines et suburbaines et, le cas échéant, expliquer ces différences.

L'atelier a proposé deux solutions : (1) une recension internationale des écrits conceptuels et (2) un atelier de deux jours (nourri par des documents de réflexion préparatoires) regroupant des chercheurs canadiens et d'ailleurs, ainsi que des représentants gouvernementaux et minoritaires.

2) Cerner les particularités économiques de chaque CLOSM

Il faut aller au-delà des profils socioéconomiques régionaux et génériques. Il faut creuser dans les banques de données pour mener des analyses détaillées et multivariées afin de déterminer les défis et les opportunités économiques (niches) particulières à chaque CLOSM. Si certaines réalités s'avèrent communes (par ex : la succession d'entreprises, la mise en valeur du terroir), les CLOSM en question devraient collaborer ou partager leurs pratiques exemplaires.

On propose trois solutions. D'abord, un programme de deux ans qui produira des profils économiques historiques et des analyses détaillées et multivariées de chaque CLOSM, ainsi que des analyses d'écart (*gap analysis*) et stratégiques (niches) selon les avantages comparatifs de chaque CLOSM. Ensuite, une recension des pratiques exemplaires par rapport aux thèmes communs (par ex : la succession d'entreprises, l'approche LEED de l'OCDE). Enfin, tout en tenant compte des particularités des CLOSM du Canada, la mise en chantier de projets pilotes et de transfert des leçons des pratiques identifiées.

3) Établir une collaboration tripartite en matière de recherche

Les chercheurs et les intervenants communautaires et gouvernementaux (fédéral, provincial/territorial et municipal/régional) doivent conjointement élaborer et mener un programme de recherche à long terme. Ils doivent déterminer la liste prioritaire des projets de recherche et les ressources nécessaires et respectives. Il faut prioriser les recherches appliquées, notamment les recherches-actions, sauf l'effort de conceptualisation initial. Les trois acteurs doivent pouvoir interpréter les données de recherche selon leur perspective respective. Il faut assurer un accès réciproque aux données et résultats de recherches respectives. Il faut assurer un transfert efficace des connaissances (résultats des recherches) pour alimenter et améliorer les interventions sur le terrain. Il faut améliorer la capacité des intervenants des CLOSM, moins nantis que les chercheurs et les gouvernements, à mener et interpréter la recherche.

On propose quatre solutions. D'abord, transformer le Comité de recherche interministériel en DÉC en comité tripartite, comme on le fait en éducation. Ensuite, élaborer un programme intégré de recherches fondamentales et appliquées. Troisièmement, mettre sur pied des outils numériques pour faciliter les échanges – par exemple, une banque virtuelle, des veilles de nouveautés avec un résumé vulgarisé, etc. Enfin, mettre sur pied une Chaire de recherche sur le DÉC/RH dans les CLOSM pendant sept ans (ou un ARUC) et un effort soutenu de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

4) Montrer la valeur des investissements fédéraux en DÉC/RH dans les CLOSM

En cette période d'incertitude économique et de compressions budgétaires imminentes, il faut prouver au gouvernement fédéral, en tant que principal bailleur de fonds au DÉC/RH dans les CLOSM, que ses investissements ont une grande valeur. D'une part, il s'agit d'un défi politique : il faut démontrer la valeur du bilinguisme telle que stipulée dans la Feuille de route. D'autre part, il s'agit d'un défi économique : en démontrant une ristourne supérieure sur l'investissement fédéral, le gouvernement du Canada pourrait investir davantage dans le DÉC/RH des CLOSM.

Une solution est proposée : mener des recherches appliquées sur les mesures positives et les autres interventions fédérales en matière de DÉC/RH dans les CLOSM depuis les dix dernières années. Par exemple, on pourrait mener une évaluation des programmes et des actions du gouvernement fédéral afin de déterminer leurs résultats et les mettre en valeur.

5) Bien comprendre les enjeux de la migration et de l'immigration

La mobilité des travailleurs préoccupe les intervenants et les chercheurs. L'immigration et les migrations internes sont des sources de DÉC/DRH – par exemple, lorsque des étrangers mènent leurs études postsecondaires dans des institutions des CLOSM et souhaitent y demeurer après leur diplomation – mais ils posent également des défis en ce qui concerne le DÉC/RH des CLOSM – par exemple, lorsque des immigrants arrivent dans une CLOSM avec un faible taux d'alphabétisme et des habiletés et des diplômes non reconnus. On souhaite des recherches détaillées sur cette problématique – par exemple : comment maximiser l'impact positif et minimiser l'impact négatif de la migration et de l'immigration?

On ne propose pas de solution définitive et catégorique. Chacune des CLOSM devra répondre à cette question à sa façon. Cela dépend des réalités dans chaque CLOSM. Certaines sont dotées d'une institution postsecondaire. Certaines n'accueillent aucun immigrant. Certaines vivent une croissance démographique alors que d'autres subissent un exode, notamment de la jeune génération.

Introduction

Ce document de réflexion devait permettre aux participants du Symposium de recherche sur les langues officielles 2011 et de l'atelier pré-symposium, de répondre à une question stratégique fondamentale :

Quels sont les défis prioritaires en ce qui concerne la recherche en développement économique communautaire et en développement des ressources humaines (DÉC/RH) dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) et comment peut-on les résoudre?

Le Symposium 2011 fait suite à celui intitulé *Les enjeux de recherche sur les langues officielles*, qui eut lieu en janvier 2008 à Ottawa. Les résultats de l'Enquête post-censitaire sur la vitalité des minorités de langue officielle et la publication des données du recensement de 2006 sur les langues, la migration et la mobilité offraient alors une occasion unique de mettre en lumière des statistiques inédites sur les caractéristiques, les comportements et les perceptions des membres des communautés de langues officielles en situation minoritaire (CLOSM). Ce symposium représentait aussi un moyen de construire des ponts entre les CLOSM, les gouvernements fédéral, provincial et territorial et les chercheurs en vue de produire et d'utiliser des connaissances sur la dualité linguistique et les langues officielles au pays. Enfin, le Symposium 2008 voulait initier une discussion sur l'importance et la pertinence de la recherche sur les langues officielles au Canada et l'établissement de liens entre les connaissances et l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes touchant les CLOSM et la dualité linguistique.

Le Symposium 2011 visait trois objectifs. D'abord, faire le point sur l'état actuel de la recherche sur les langues officielles et en discuter d'un point de vue général et sectoriel. Ensuite, établir une approche permettant la mise en commun des données tirées de la recherche sur les langues officielles au Canada, contribuer à la création de synergies entre les représentants du milieu universitaire, de la communauté et du secteur public et encourager les chercheurs à adopter des approches concertées qui faciliteront l'élaboration de programmes de recherche. Enfin, poursuivre les travaux d'élaboration des propositions destinées à effectuer un suivi de la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne*.

La *Feuille de route* confirme le développement économique communautaire et des ressources humaines (DÉC/RH) comme secteur prioritaire. Elle précise que Ressources Humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) continuera d'appuyer le DÉC/RH en tenant compte de la diversité des réalités régionales et du fait que l'économie est axée sur le savoir, l'immigration et l'adaptation. Puisque ces domaines tombent sous de multiples responsabilités, RHDC a mis sur pied le Comité de recherche interministériel sur le développement économique des CLOSM. Ce comité coordonne la recherche à ce sujet afin d'aider le gouvernement du Canada à mieux le comprendre et à mieux orienter ses actions.

La réflexion des participants n'était pas une fin en soi. Elle devait mener à un programme de recherche à long terme permettant l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des éléments probants qui répondront efficacement aux besoins des CLOSM dans le but de contribuer à leur développement économique et à leur vitalité sociolinguistique en lien avec les résultats visés dans la *Feuille de route*.

Pour produire ce document de réflexion, nous avons consulté la recherche pertinente menée depuis 2006 dans les milieux universitaires, gouvernementaux et communautaires¹ et sondé 82 répondants de ces milieux par téléphone ou courriel en juin et juillet 2011². Ce document présente le bilan et les perspectives selon dix thèmes principaux. Dans chaque cas, il présente le thème, la recherche menée depuis 2006, les résultats de nos entretiens et quelques questions pour alimenter la réflexion. Ce rapport présente aussi un résumé des délibérations qui eurent lieu lors de l'atelier. Ce document présente d'abord un survol historique et conceptuel du DÉC/RH dans les CLOSM.

Survol historique et conceptuel

En 1969, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme publiait son rapport sur le monde du travail et l'économie en ce qui a trait aux deux langues officielles au Canada. Auparavant, peu de recherches avaient porté sur le lien entre la langue et l'économie et les différences économiques entre les francophones et les anglophones au Canada³. Le rapport de la Commission avait indiqué que les francophones, tant au Québec qu'ailleurs au Canada, présentaient des données socioéconomiques plus faibles que les anglophones en ce qui concerne le revenu, le niveau de scolarité, l'échelle salariale et l'entrepreneuriat. La Commission déplorait cette situation car elle menaçait la survie de la langue et de la culture françaises au Canada et, par conséquent, l'unité canadienne.

Selon la Commission, l'épanouissement des deux cultures et des deux langues officielles au Canada dépend de leur position au sein du monde du travail et de l'économie en général. Elle proposa donc 57 recommandations devant accomplir trois buts génériques. D'abord, établir un partage équitable dans la direction économique du pays. Ensuite, assurer que les francophones puissent travailler en français. Enfin, assurer la distribution équitable des fruits des technologies modernes. Ces trois buts génériques, 57 recommandations et autres arguments de la Commission se résument en 13 objectifs principaux :

- 1- Assurer la participation des deux sociétés linguistiques à tous les niveaux de la fonction publique fédérale;
- 2- Assurer que les fonctionnaires fédéraux puissent travailler dans leur langue maternelle;
- 3- Offrir une formation linguistique aux fonctionnaires fédéraux;
- 4- Assurer un bilinguisme efficace au ministère de la Défense nationale;
- 5- Établir des unités de travail de langue française au sein de la fonction publique fédérale;
- 6- Établir le français en tant que langue principale de travail au Québec;
- 7- Établir le français comme une des langues de travail au Nouveau-Brunswick et en Ontario;
- 8- Assurer le bilinguisme au sein des quartiers généraux nationaux des compagnies privées;
- 9- Établir un partage équitable dans la direction économique du pays;
- 10- Assurer que les francophones puissent travailler en français;
- 11- Assurer la distribution équitable des fruits des technologies modernes;
- 12- Assurer l'autodétermination institutionnelle des deux sociétés en matières économiques;
- 13- Réduire l'écart entre la minorité et la majorité par rapport au revenu, au niveau de scolarité, à l'échelle salariale et à l'entrepreneuriat.

On en déduit une première question fondamentale : *Quel est le bilan des actions gouvernementales et communautaires en matière de développement économique dans les CLOSM depuis 1969?*

À notre connaissance, personne n'a mené une telle recherche, mais plusieurs recherches offrent des réponses partielles. Malgré certaines lacunes identifiées par le Commissariat aux langues officielles, les quatre premiers objectifs sont plutôt atteints. Le gouvernement fédéral a mis en œuvre le 5^{ème} objectif en 1971, mais il a abandonné l'initiative peu après. Le 6^{ème} objectif est atteint en grande partie grâce à la *Charte de la langue française* de 1977. Le 7^{ème} objectif est plutôt atteint au Nouveau-Brunswick mais pas en Ontario. Aucun gouvernement fédéral ne s'est affairé au 8^{ème} objectif et on ne sait vraiment pas si le 9^{ème} objectif est atteint. Le recensement de 2006 indique un progrès important en ce qui concerne le 10^{ème} objectif, mais ce progrès varie d'une région à l'autre du pays. Des recherches indiquent que les francophones en milieu minoritaire tirent moins profit de l'économie du savoir. D'autres suggèrent que les institutions économiques minoritaires s'avèrent des couteaux à double tranchant. Enfin, les données du

recensement montrent que les écarts économiques identifiés dans les années 1960 ont disparu. Il existe toujours des différences, mais celles-ci sont minimales et elles s'expliquent davantage par la géographie.

Hormis le bilan des actions gouvernementales et communautaires depuis 1969 – les trois buts et les 13 objectifs sont-ils atteints? – une seconde question fondamentale se dresse : *Que reste-t-il à faire?* Cette seconde question prend une allure particulière en fonction des recherches portant sur le 13^{ème} objectif : *Si les francophones ont obtenu l'égalité réelle en matière de revenu, de scolarité, de salaire et d'esprit entrepreneurial, méritent-ils toujours des mesures positives économiques du gouvernement fédéral?*

La réponse à ces questions – Que reste-t-il à faire? Doit-on toujours prendre des mesures positives? – dépend en grande partie de la conceptualisation du développement économique communautaire (DÉC) en situation minoritaire. Au risque de simplifier une chose complexe, si on le conçoit comme un système de production, d'échange et de consommation de produits et de services devant améliorer le revenu, la scolarité, le salaire et l'esprit entrepreneurial des membres d'une communauté minoritaire, les progrès permettent de plaider pour la mise en œuvre d'interventions gouvernementales et communautaires, quitte à les ranimer si l'inégalité revient. Par contre, si on conçoit le DÉC en situation minoritaire comme un processus d'épanouissement communautaire, en parallèle avec des processus de développement dans d'autres secteurs, y compris les processus d'autodétermination démocratique, chacun s'appuyant mutuellement dans le but commun d'assurer la survie et l'épanouissement du groupe ainsi que de sa langue et sa culture, les données nous permettent de plaider pour des mesures positives additionnelles.

En fait, si les données individuelles agrégées montrent que l'égalité réelle est atteinte entre les deux communautés linguistiques, les données détaillées montrent que plusieurs CLOSM ont des rendements inférieurs et des défis particuliers. Plusieurs CLOSM dépendent d'une économie rurale basée sur les ressources naturelles aux prises avec les aléas d'un marché mondial en décroissance ou en stagnation depuis une décennie, alors que d'autres CLOSM en milieu urbain ou suburbain connaissent un essor économique. L'urbanisation minoritaire risque donc de polariser le rendement économique : urbain = prospérité / rural = disparité. Aussi les jeunes s'urbanisent-ils de plus en plus, ce qui risque d'accroître la polarisation au détriment des CLOSM rurales. Les Acadiens de la Péninsule acadienne qui déménagent à Dieppe contribuent à la prospérité économique de cette communauté urbaine francophone du sud-est du Nouveau-Brunswick mais aussi à la disparité de leurs communautés rurales francophones d'origine. Paradoxalement, l'urbanisation est un des principaux facteurs expliquant l'égalité réelle et l'assimilation.

L'Anglophonie du Québec illustre bien ce défi. Depuis longtemps, les anglophones de Montréal affichent un rendement économique supérieur aux francophones de la métropole, alors que les anglophones des autres régions présentent des données économiques (de plus en plus) inférieures à celles de leurs concitoyens francophones. Toutefois, une bonne partie des anglophones de Montréal, notamment les nouveaux arrivants, affichent un rendement inférieur à leurs concitoyens urbains des deux langues. Par ailleurs, la minorité anglophone du Québec fait face à un défi exceptionnel : alors que la langue anglaise n'est pas menacée sur le plan économique, la vitalité (économique) communautaire est en danger.

La réponse aux deux questions fondamentales dépend donc non seulement de la conceptualisation du DÉC en situation minoritaire, mais également des communautés en situation minoritaire. Si plusieurs CLOSM se ressemblent, chacune présente des données linguistiques et économiques particulières. Toute intervention gouvernementale et communautaire en matière de développement économique et des ressources humaines, le cas échéant, devrait donc tenir compte de ces particularités communautaires.

On connaît le profil socioéconomique et la vitalité de plusieurs CLOSM depuis une décennie grâce aux efforts de plusieurs intervenants, entre autres : Patrimoine Canadien, Industrie Canada, le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE-Canada), le Community Economic Development

and Employability Corporation (CEDEC), le Commissariat aux langues officielles et Statistique Canada, notamment par l'entremise des données du recensement et de l'Enquête post-censitaire de 2006 sur la vitalité des CLOSM. De plus, il existe plusieurs banques de données qui permettent de tracer le profil économique de toutes les CLOSM du Canada. Il resterait encore quelques données à cueillir, mais l'essentiel existe. Le défi serait plutôt d'intégrer la panoplie de données en une banque de données commune et de rendre cette banque intégrée accessible aux chercheurs pour fins d'analyse.

La recherche en matière de développement économique et des ressources humaines dans les CLOSM a donc bien évolué depuis 1969. Il reste toutefois des écarts importants dans la recherche. En particulier, nous ignorons quelles données sont absentes et lesquelles sont probantes. On a répondu à plusieurs questions importantes, mais d'autres restent sans réponse. De plus, on ne sait pas comment tisser le lien entre ces réponses. La problématique centrale demeure floue. Il manque un modèle logique qui permet de décrire et d'expliquer le lien entre les questions et les réponses afin de voir comment les interventions en DÉC/RH peuvent améliorer le rendement (recherche appliquée) et, surtout, comment ils peuvent contribuer à la vitalité des CLOSM (recherche fondamentale). Ces recherches exigent une bonne conceptualisation du développement économique et de la communauté minoritaire. Nous y reviendrons.

Rappelons enfin les faits saillants des recherches et des interventions en la matière avant 2006. Malgré certains plaidoyers politiques⁴ et plusieurs actions pratiques dans les années 1980⁵, le développement économique a acquis ses lettres de noblesse en tant que secteur de développement des CLOSM en 1999 avec la mise sur pied de RDÉE-Canada et du CEDEC et du Fonds d'appui en DÉC/RH.

En 2003, le Gouvernement du Canada lançait son premier plan d'action sur les langues officielles⁶ en partie parce que, selon le Premier ministre, l'anglais et le français donnaient un avantage économique comparatif : nos deux langues officielles augmentent la compétitivité du Canada sur le plan international et signifient « pour les travailleurs un accès accru aux marchés et aux emplois, ainsi qu'une plus grande mobilité. » Le plan visait trois objectifs économiques : accroître la capacité des CLOSM de participer à l'économie du savoir, offrir des stages dans des entreprises et un accès amélioré à la formation en ligne et permettre aux CLOSM de tirer parti des programmes de développement économique existants.

Dans le premier cas, le Plan se fonde sur ce postulat : « les CLOSM lient souvent leur développement économique à leur capacité de faire appel aux technologies de pointe. » Par conséquent, le plan prévoit un investissement de 13 millions de dollars dans le cadre du programme Franccommunautés virtuelles pour la mise en chantier de 200 nouveaux projets devant permettre aux personnes, aux associations et aux collectivités d'échanger des renseignements sur Internet et de partager leurs expériences en développement économique et communautaire. Ensuite, le plan d'action demande à Développement des ressources humaines Canada, à Industrie Canada et aux agences de développement régional de s'intéresser particulièrement aux jeunes des CLOSM lorsqu'ils organiseront, au coût de 7,28 millions de dollars, 800 stages de formation en gestion d'entreprises, en génie, en administration des affaires, en technologie de l'information ou comme assistants de recherche dans les collèges et universités. Le plan prévoit aussi 10 millions de dollars pour appuyer des projets pilotes en vue de fournir l'infrastructure technologique nécessaire à la prestation de services, par exemple l'accès à la formation en ligne (téléapprentissage et téléformation) et à la bibliothèque et à l'information en santé. Enfin, le troisième objectif se fonde sur le postulat suivant : « Les programmes conçus en fonction de la majorité ne se pliant pas toujours aux circonstances particulières, une approche adaptée est proposée, favorisant l'utilisation maximale des programmes actuels conçus pour tous les Canadiens plutôt que la création d'une structure parallèle. » Par conséquent, le plan prévoyait investir 8 millions de dollars pour assurer l'offre de services d'information et de consultation dans les CLOSM afin qu'elles demeurent bien au courant des mesures auxquelles elles pourraient être admissibles et accéder plus facilement aux

programmes et services gouvernementaux qui répondent le mieux à leurs besoins afin d'accompagner les communautés dans leurs efforts de participation à l'économie du savoir.

Lors d'une table ronde nationale tenue en décembre 2003 sur les perspectives de recherche découlant du Plan d'action 2003-2008⁷, un chercheur a identifié deux problématiques de nature économique. D'une part, il s'est demandé si les recherches en économie pouvaient valider les avantages internationaux du bilinguisme évoqués dans le Plan d'action⁸ : il faudrait « vérifier les hypothèses qui font des pays ayant deux langues officielles (1) plus compétitifs et (2) plus influents et qui font en sorte que le bilinguisme donne (3) un accès accru aux marchés, (4) un accès accru aux emplois et (5) une mobilité ouvrière accrue. » La Commissaire aux langues officielles, ayant noté plus tôt « que le corpus de connaissances est restreint » en ce qui concerne le développement économique dans les CLOSM, avait aussi suggéré une recherche permettant de « démontrer que le bilinguisme constitue un atout, particulièrement pour la prospérité économique tant individuelle que collective. »⁹ D'autre part, le chercheur a suggéré d'étudier « si, comment et pourquoi les institutions sous-étatiques permettant la gouverne minoritaire (conseils municipaux et scolaires, corporations hospitalières, commissions d'aménagement et de développement économique, etc.) contribuent au développement des communautés minoritaires. »¹⁰

Le Symposium sur les enjeux de recherche sur les langues officielles, qui eut lieu en 2008, améliora le sort du développement économique comme sujet de recherche en y consacrant un atelier particulier¹¹. L'atelier était animé par une présentation d'un chercheur. Cette présentation a affirmé que les recherches en la matière sont rares et peu probantes eu égard les politiques publiques afférentes et que ces lacunes sont principalement dues aux défis conceptuels, méthodologiques et sectoriels.

D'abord, il n'existe aucun consensus sur la définition des concepts clé. Il fallait s'attarder aux concepts et aux définitions parce qu'il est difficile de mesurer des résultats dans l'abstrait. Ainsi posait-il quelques questions pour illustrer ce défi conceptuel. Qu'est-ce qu'une communauté minoritaire; la définit-on selon la géographie ou l'intérêt? Existe-t-il une économie « francophone » ou « minoritaire »? Quel est le lien entre l'économie et la langue et la culture? Quelle est la différence entre le développement économique régional et communautaire? Selon lui, la conceptualisation et la définition du sujet produiront différentes perceptions des défis et, par conséquent, différentes politiques publiques pour les résoudre.

Il a ensuite identifié trois défis méthodologiques. Premièrement, puisque les enquêtes de Statistique Canada n'incluent pas toujours des questions sur la langue, on manque une excellente occasion de mener des recherches sur le développement économique dans les CLOSM. Deuxièmement, lorsque ces données sont cueillies, elles coûtent cher et ne sont pas rendues publiques avant plusieurs mois, voire des années. Or, le temps presse pour les CLOSM vulnérables et aux prises avec une économie en rapide évolution. Enfin, trois milieux distincts – gouvernements, communautés, universités – œuvrent dans ce domaine et cueillent et analysent leurs propres données sans les partager.

Enfin, il a identifié deux défis propres à ce secteur. D'une part, s'il existe une économie « minoritaire », la distingue-t-on selon la langue du propriétaire, la langue de travail ou la langue de la communauté? La distinction mènerait à des interventions différentes. D'autre part, puisque plusieurs CLOSM dépendent de ressources naturelles (forêts, mines, pêche) qui sont de plus en plus vulnérables aux aléas des marchés mondiaux, comment les CLOSM peuvent-elles développer des niches locales au sein de ces secteurs par l'entremise d'un virage vers l'économie du savoir? Pour réussir un tel virage, il faut bien identifier les avantages concurrentiels locaux à la base des niches ou des grappes. Or, les grappes fondées sur des avantages de coûts, notamment des salaires inférieurs, sont précaires, alors que celles fondées sur la valeur ajoutée, basée sur l'expertise et le savoir local, y compris dans les secteurs à base de ressources, offrent plus d'espoir. Or, la masse critique d'une minorité pose des défis à la rentabilité d'entreprises.

Hormis ces trois défis critiques, il a ajouté que la capacité de la recherche en milieu minoritaire est peu développée, y compris en développement économique et des ressources humaines dans les CLOSM. Peu d'économistes et d'analystes de politiques publiques consacrent leurs recherches aux CLOSM et à ces matières. Et ceux/celles qui le font n'obtiennent pas toujours des fonds adéquats pour les études détaillées et approfondies qui seraient nécessaires pour accroître les connaissances en ces matières.

Il a aussi proposé des solutions aux trois types de défis. D'abord, l'établissement d'un partenariat entre l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML) et Statistiques Canada afin de rendre l'accès gratuit aux données de recherche, notamment par l'entremise des Centres de recherche de données (CRD). Ensuite, l'établissement d'un programme de recherche-action auquel participeraient les ministères, les chercheurs et les communautés et qui assurerait la réciprocité entre les recherches pertinentes aux politiques (*policy-relevant research*) et les politiques fondées sur la recherche (*research-based policies*). Ce programme tripartite porterait, entre autres, sur (1) la valeur ajoutée des ressources naturelles en milieu rural, (2) la transition vers l'économie du savoir, (3) l'économie sociale et le capital social, (4) la recherche et l'innovation en milieu rural, (5) l'entrepreneuriat chez les adolescents, (6) l'alphabétisation et la diplomation du secondaire chez les 55 ans et plus et (7) la localisation d'emplois et de bureaux fédéraux dans les CLOSM. Enfin, il a souhaité une analyse longitudinale depuis 1971 de la situation économique des CLOSM (déterminés et mesurés au niveau des subdivisions de recensement).

L'atelier rapporta cinq messages ou défis clé. D'abord, il fallait assurer la pertinence de la recherche en la matière en posant des questions et surtout en faisant des liens entre la recherche et l'évaluation des impacts des politiques fédérales et entre la langue, la culture et le développement économique. Ensuite, il fallait comprendre le contexte de la recherche en la matière : les CLOSM s'affairent au développement économique depuis longtemps, mais la recherche y est moins riche que dans d'autres secteurs et les structures y sont très rares. Il fallait faire un rattrapage rapide sur les définitions et les problématiques qui ne se retrouvent pas dans la littérature économique habituelle. Aussi les méthodes traditionnelles ne conviennent-elles plus; il fallait prioriser les recherches qui servent à améliorer l'action et qui sont conçues en fonction des besoins des communautés et en partenariat avec elles. En troisième lieu, il fallait créer un espace pour la recherche en la matière : puisque le développement économique est vital et que les recherches sont disparates et rares, il fallait créer un intérêt et regrouper les intéressés pour faire avancer le travail, créer des synergies et augmenter la capacité. Ensuite, il fallait assurer l'accès aux données, assurer que Statistique Canada pose des questions sur les langues lors de ses enquêtes de nature économique et permettre aux CLOSM de s'approprier les données. Enfin, il fallait transférer les savoirs : sans minimiser l'importance de la recherche fondamentale, il fallait accorder la priorité aux recherches qui donnent des résultats utiles, en engageant les communautés et les gouvernements dès le départ, afin d'élaborer des politiques basées sur la recherche, et intégrer les résultats à l'action.

La plénière du Symposium souleva également des stratégies génériques qui pourraient s'appliquer aux recherches en développement économique et des ressources humaines. Pour financer la recherche, on peut établir des chaires de recherche, rétablir le programme pour le financement de la recherche sur les minorités des langues officielles appuyé par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada et Patrimoine canadien et appuyer des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC). Pour partager les résultats, on pourrait former des tables sectorielles et thématiques et établir un portail pour diffuser la recherche vulgarisée. Enfin, pour améliorer la recherche, on pourrait ajouter des questions linguistiques dans les grandes enquêtes publiques de Statistique Canada et en produire des analyses.

Par ailleurs, la plénière souleva (sans les préciser) plusieurs sujets de recherche potentiels :

- Le développement rural
- La demande d'habiletés langagières dans le secteur privé
- L'impact économique des lois sur les langues, surtout au Québec

- L'identification des moteurs économiques qui favorisent le développement des CLOSM
- L'impact économique du décrochage scolaire
- Les déterminants de la vitalité des communautés (par ex : les emplois)
- La promotion et l'utilisation du français dans le secteur privé

Enfin, la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013*¹² identifie le développement économique comme un des cinq secteurs prioritaires et réitère l'importance de tirer profit des avantages économiques de la dualité linguistique, notamment l'accès des entreprises canadiennes aux marchés internationaux, d'appuyer les industries canadiennes de la langue et d'appuyer la pleine participation des CLOSM à l'économie du savoir et leur développement économique grâce au Fonds d'habilitation. La Feuille de route ajoute deux initiatives. D'abord, une Initiative de développement économique pour favoriser l'acquisition de nouvelles compétences en affaires par les membres des CLOSM et contribuer à leur développement économique selon leurs besoins respectifs par l'innovation, l'entrepreneuriat, les partenariats et la diversification économique. Ensuite, une Initiative de l'industrie de la langue pour aider les entreprises canadiennes spécialisées en traduction et en technologies langagières à être davantage reconnues sur les marchés intérieur et international. Elle a aussi donné lieu au Centre de recherche en technologies langagières (Conseil national de recherches du Canada), au Recrutement et l'intégration des immigrants (Citoyenneté et immigration Canada), au Fonds de développement culturel (Patrimoine canadien) et au Portail linguistique (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada).

La Feuille de route était le fruit de consultations pancanadiennes¹³ qui, en matière de développement économique, ont noté le virage vers une économie du savoir ainsi que les transformations engendrées, y compris les défis et les opportunités dans les CLOSM. Elles ont affirmé l'importance du bilinguisme dans cette nouvelle économie, surtout en tant qu'avantage comparatif du Canada sur le marché international, notamment dans les industries de la langue, mais ces consultations ont aussi fait ressortir les défis posés par l'analphabétisme, le manque d'opportunités de formation continue dans la langue minoritaire dans plusieurs régions et les défis face à l'intégration des immigrants francophones, notamment ceux afférents au maintien des immigrants et à la reconnaissance des acquis. Elles ont également fait remarquer les défis des communautés rurales en ce qui concerne l'accès à l'Internet haute vitesse et les autres moyens de communication électronique nécessaires à plusieurs secteurs de l'économie du savoir, y compris la formation continue à distance. L'emploi chez les jeunes a également retenu l'attention.

Thème 1 : Les différences socioéconomiques entre minoritaires et majoritaires

a) Présentation

Depuis la Commission royale d'enquête, l'égalité des résultats socioéconomiques entre les francophones et les anglophones est un objectif fondamental des interventions gouvernementales et communautaires. On pouvait donc s'y attendre, plusieurs recherches depuis 2006 ont porté sur cet enjeu important.

b) Recherches menées depuis 2006

Les différences économiques entre la minorité et la majorité ont disparu¹⁴. Il a toutefois fallu plusieurs recherches pour le montrer. Par ailleurs, ces recherches montrent que l'égalité n'existe pas partout.

Une première recherche¹⁵ n'a pu déceler de différences significatives entre francophones et anglophones au niveau des subdivisions de recensement à partir du recensement de 2001. Elle recommanda une étude des mêmes données (2001) mais à un plus petit niveau géographique, soit les aires de diffusion.

L'étude subséquente, menée à partir des données de 2001 au niveau des (11 000) aires de diffusion au sein desquelles habite une population minoritaire formant au moins 5% de la population totale, montre que « les francophones en milieu minoritaire présentent des rendements socio-économiques inférieurs aux anglophones qui les côtoient, alors que les anglophones au Québec présentent des rendements socio-économiques supérieurs aux francophones qui les côtoient. »¹⁶ L'analyse portait sur le revenu, le taux de chômage, l'entrepreneuriat, le niveau de scolarité, les types d'industrie, les professions, l'immigration, l'éducation et la structure d'âge¹⁷. Selon l'étude, « les anglophones du Québec constituent donc la minorité linguistique de langue officielle qui présente, globalement, les meilleures performances quant aux variables socioéconomiques étudiées à l'échelle canadienne » et que « à l'autre extrême, la minorité linguistique dans la région de l'Atlantique présente les résultats les moins reluisants. »¹⁸

Les chercheurs ont aussi soulevé quelques corrélations pour expliquer les différences. Les francophones sont « systématiquement surreprésentés » en agriculture, en pêches et en foresterie – « des secteurs industriels peu orientés vers la valeur ajoutée ou en crise » – et « sous représentés dans le secteur économique névralgique que représente le tertiaire moteur, secteur d'activités résolument orienté vers la forte valeur ajoutée. »¹⁹ De plus, ils « sont davantage représentés dans les professions propres au secteur primaire et sous représentés dans les professions propres au tertiaire moteur ». Ainsi, ils « sont proportionnellement plus nombreux que les anglophones majoritaires à se situer dans la tranche des faibles revenus » et « systématiquement sous représentés dans la tranche des revenus supérieurs. »

La limite des données ne leur permet pas d'aller plus loin. Entre autres, « les données ne permettent pas de comparer les régions urbaines et rurales, ni les tranches d'âge. »²⁰ Ces limites sont importantes :

« La première variable aurait pu préciser si les anglophones du Québec, par exemple, ont seulement un rendement supérieur aux francophones à Montréal et s'ils affichent un rendement égal ou inférieur aux francophones du Québec dans les [autres] régions où les anglophones sont concentrés (par exemple, la Côte nord ou les cantons de l'est). La seconde aurait pu préciser si les différences s'atténuent avec l'âge et si l'écart noté dans nos analyses se rétrécit auprès des plus jeunes générations. Dans les deux cas, les données pourraient suggérer des analyses différentes et des recommandations plus précises ou nuancées. »²¹

L'étude propose implicitement deux hypothèses que les chercheurs ne pouvaient vérifier à partir des données fournies au niveau des aires de diffusion. Première hypothèse : les différences économiques entre minoritaires et majoritaires sont fonction de l'âge. Ainsi, elles disparaîtront prochainement. Seconde

hypothèse : les différences sont fonction des conditions économiques urbaines (prospérité) et rurales (disparité). Ainsi, elles s'accroîtront avec l'exode des jeunes et le marasme du marché des ressources naturelles qui dominent l'économie des régions rurales où se trouvent la majorité des CLOSM du pays.

Avant de présenter ses recommandations, l'équipe propose un cadre logique d'interventions à ce sujet : puisque « le revenu est étroitement lié à la profession et au secteur économique ou industriel dans lesquels évoluent les populations étudiées, les interventions publiques dans le secteur industriel, notamment en contribuant, par exemple, à accélérer le virage vers la valeur ajoutée dans les industries qui exploitent les ressources naturelles (forêt, pêche, agriculture), devraient permettre une évolution des conditions relatives à la profession et, ultimement, au revenu des minorités francophones du pays. »²²

La première recommandation propose l'élaboration de stratégies de formation de base (diplôme d'études secondaires) et de formation spécialisée (certificats, diplômes) en entrepreneuriat et dans les professions et métiers. La deuxième propose la création d'un fonds spécial d'une durée de dix ans pour permettre aux jeunes minoritaires de se lancer en affaires. La troisième recommande de répéter la recherche à partir des données de 2006 (et des recensements subséquents), tout en la modifiant pour porter sur les provinces (plutôt que sur les régions) et sur les subdivisions de recensement (plutôt que sur les aires de division), afin de permettre des analyses des variables importantes, notamment les tranches d'âge et les régions rurales et urbaines. Cette recherche devait également ajouter une perspective historique afin de déterminer si les écarts rétrécissent, s'agrandissent ou évoluent en dents de scie depuis 1971. Cette recherche devait intégrer les données socioéconomiques cueillies par Patrimoine canadien, Ressources humaines et développement des compétences Canada, RDÉE-Canada et le CEDEC, Industrie Canada, Statistique Canada, etc. Enfin, la quatrième recommandation souhaitait l'organisation d'un Sommet sur l'économie en milieu minoritaire afin de concerter les intervenants en développement économique dans les CLOSM dans le but d'arrimer et d'imbriquer leurs interventions respectives.

L'analyse subséquente commandée par Industrie Canada à partir des données du recensement de 2006 au niveau des (597) subdivisions de recensement dont la population de langue officielle minoritaire compte au moins 1000 habitants et représente au moins 5% de la population totale confirme la première hypothèse. En fait, « les données du recensement de 2006 en fonction des groupes d'âge font état d'un revirement de situation frappant chez les francophones en situation minoritaire à l'extérieur du Québec. »²³ En effet, « les niveaux de scolarité et le revenu moyen des francophones âgés de 25 à 44 ans sont aujourd'hui généralement plus élevés que ceux des anglophones » vivant dans les mêmes subdivisions de recensement à l'extérieur du Québec ayant fait l'objet de l'analyse. Le rapport ajoute que « ces résultats sont de bon augure pour l'avenir économique » de plusieurs CLOSM.

Cependant, quelques différences persistent. Par exemple, les jeunes francophones de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick affichent toujours un niveau de scolarité inférieur à celui des jeunes anglophones habitant les mêmes régions, même si la différence est minime. Le rapport recommande une recherche permettant de cerner les motifs à l'origine des écarts économiques entre les groupes d'âge. L'analyse précédente avait pourtant proposé des hypothèses. Ensuite, le rapport montre que les francophones et les anglophones en situation minoritaire vivant en milieu urbain partout au pays affichent un niveau de scolarité, un revenu moyen et un taux de participation active supérieurs et un taux de chômage inférieur à ceux de leurs homologues vivant en milieu rural. Il observe que « l'immigration [sic] interne a amélioré la situation économique des francophones, surtout chez les plus jeunes », « la migration interne ainsi que l'immigration sont sans doute deux facteurs importants qui peuvent expliquer certains des écarts observés, particulièrement chez les groupes les plus jeunes » et le taux de chômage plus élevé chez les jeunes anglophones du Québec, par exemple, explique le fait que leur revenu moyen est inférieur à celui des francophones de cette province. Or, les auteurs n'osent pas conclure que l'urbanisation des jeunes est de mauvais augure pour les régions rurales. Ce troisième effort n'est pas à la hauteur du deuxième.

Par ailleurs, il existe plusieurs banques de données portant sur une panoplie de sujets économiques qu'on pourrait intégrer à une banque exhaustive en la matière. Les profils des CLOSM produits par Patrimoine canadien, le CLO, les RDÉE et le CEDEC offrent parmi les meilleures sources de données.

En 2003, RDÉE Canada a réalisé 57 profils socio-économiques à partir des données du recensement de 2001, profils mis à jour en 2008 à partir des données de 2006²⁴. Ces profils portent sur une gamme de données statistiques d'ordre démographique, économique et social. Ils ont permis de cerner les forces et les faiblesses des CLOSM et d'élaborer des plans de développement économique communautaire. On s'en est aussi servi pour élaborer des plans de développement sectoriel. Par exemple, RDÉE-Ontario a dressé l'état des lieux de l'économie franco-ontarienne régionale dans le but de déterminer les niches.²⁵ Par exemple, la région de Prescott-Russell devait diversifier le secteur agricole grâce à l'agrotourisme²⁶, la production biologique et l'agriculture soutenue par la communauté.

Ces profils montrent aussi une différence entre les communautés francophones hors-Québec. Certaines de ces CLOSM, notamment celle de Terre-Neuve-et-Labrador, affichent des résultats peu reluisants, alors que d'autres, telle celle des Territoires du Nord-Ouest, s'en tirent bien. Le profil socioéconomique de l'anglophonie québécoise révèle un portrait tout aussi complexe. Selon une recherche²⁷, les effectifs selon la langue maternelle sont en chute libre depuis 1971 et surtout depuis l'exode massif des années 1970, alors que les données selon la langue d'usage sont positives. L'exode rural et le vieillissement de la population posent de grands défis aux communautés anglophones éloignées de la métropole, alors que celle de Montréal s'en tire bien. Par ailleurs, on note un cercle vertueux : les régions du Québec qui comptent le plus d'anglophones sont celles qui attirent le plus d'immigrants anglophones et qui utilisent le plus souvent l'anglais au travail. Une autre recherche²⁸ confirme l'égalité économique entre anglophones et francophones, mais elle ajoute plusieurs constats pertinents. Les différences entre les deux groupes s'accroissent en région. Les anglophones sont mieux éduqués mais ont un taux de chômage plus élevé. Ils sont surreprésentés aux échelons supérieurs et inférieurs du revenu. Leur conclusion est plutôt négative : « Anglophones who stayed in Quebec experienced a relative loss in socio-economic status and cohort analysis suggests that such decline will continue in the near future. [...] the trend in socio-economic stratification in Quebec would suggest [...] the further entrenchment of two solitudes. »

Le Conference Board of Canada a lui aussi parrainé une analyse socioéconomique de 57 divisions de recensement (par exemple : des comtés) comptant 84% des francophones et 60% des anglophones en situation minoritaire en 2001²⁹. Il montre que les francophones affichent de meilleurs résultats que leurs concitoyens anglophones par rapport au revenu moyen, au taux d'emploi et au taux de chômage : « les francophones ne sont pas désavantagés. »³⁰ L'étude ajoute plusieurs conclusions pertinentes. Par exemple, dans les régions où plus de 70% des francophones utilisent le français au travail, « le revenu moyen des anglophones est en moyenne supérieur de 1500\$ à celui des francophones », alors que dans les régions où moins de 70% des francophones utilisent le français au travail, « le revenu moyen des francophones est supérieur de 1500\$ à celui des anglophones. »³¹ De plus, « le revenu moyen d'un francophone est plus élevé à la base mais le revenu des anglophones augmente plus rapidement avec l'éducation que celui des francophones. »³² Les « disparités régionales » expliqueraient ces différences : la plupart des régions où plus de 70% des francophones utilisent le français au travail se trouvent en Atlantique, où le revenu est plus faible. Ils avancent d'autres explications, tel l'exode des jeunes, le vieillissement de la population et l'accès limité à une formation en français dans la plupart des régions.

Enfin, plusieurs autres recherches ont porté sur les différences économiques entre des groupes en particulier – par exemple, les jeunes – ou sur une variable en particulier – par exemple : le revenu ou la langue de travail – alors que d'autres ont cueilli des données n'ayant pas encore fait l'objet d'analyse. C'est le cas notamment de l'Enquête postcensitaire menée par Statistique Canada en 2006 et du

sondage pancanadien mené par Patrimoine canadien en 2003. Nous y reviendrons. Présentons d'abord brièvement les résultats de recherches portant sur un élément ou un groupe en particulier.

La jeunesse, « composante déterminante » pour les CLOSM³³, apparaît souvent dans les recherches. On note une différence entre les groupes d'âge en ce qui concerne les principales données économiques, mais on fait également part de l'exode rural et des défis qu'elle engendre pour les CLOSM, partout au pays mais notamment en anglophonie québécoise. Une analyse des données du recensement de 2006 montre que les jeunes francophones travaillant hors-Québec utilisent davantage le français au travail que les francophones plus âgés et qu'ils ont des taux d'activité économique, d'emploi et de scolarité plus élevés que les jeunes anglophones habitant les mêmes régions.

Les données sur la langue de travail³⁴ montrent aussi du progrès. En 2001, la majorité des anglophones du Québec et des Acadiens travaillaient en français, mais la majorité des francophones de l'Ontario, de l'Ouest et du Nord travaillaient en anglais³⁵. En 2006, 69% des francophones hors-Québec utilisaient le français au travail³⁶ : 40% utilisaient surtout le français au travail et 29% l'utilisaient régulièrement.

Ces taux varient toutefois selon les régions. Trois quarts des francophones du Nouveau-Brunswick utilisaient surtout le français au travail, alors qu'à peine 10% des francophones vivant en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique le faisaient. Le taux varie aussi selon les secteurs d'industrie. Quatre francophones sur cinq œuvrant dans les administrations publiques utilisaient le français au travail, alors que la moitié de ceux qui travaillaient dans l'extraction des mines, du pétrole et du gaz l'utilisaient. Le taux varie également selon les catégories professionnelles : 76% des francophones qui exerçaient des professions relatives aux sciences sociales, à l'enseignement et à l'administration publique utilisaient le français au travail, alors que 53% des francophones qui travaillaient dans les sciences naturelles et appliquées s'en servaient. Il existe aussi une différence selon l'âge : 54% des francophones actifs âgés de 65 ans et plus utilisaient le français au travail, alors que 68% de ceux âgés de 20 à 44 ans l'utilisaient.

Une autre recherche montre que les francophones du Nouveau-Brunswick ont augmenté leur revenu entre 1970 et 2000, en grande partie grâce à la valorisation du bilinguisme comme compétence de travail, mais elle ajoute que cette augmentation n'a pas pour autant éliminé l'écart entre le revenu moyen des francophones et des anglophones.³⁷ Empruntant ces mêmes données tout en les juxtaposant à celles du Québec, une autre étude fait remarquer le nivellement des revenus entre francophones et anglophones au Québec grâce surtout à l'amélioration du revenu des francophones unilingues.³⁸

Des données ont remis en question la requête des anglophones pour davantage d'emplois fédéraux au Québec. Selon le rapport du comité sénatorial sur les langues officielles³⁹, les anglophones occupent 11,7% des emplois fédéraux au Québec, alors que le Conseil du Trésor⁴⁰ indique que 14,1% des emplois dans les institutions fédérales au Québec assujetties à la Loi sur les langues officielles sont occupés par des anglophones. Dans les deux cas, toutefois, les anglophones sont surreprésentés par rapport à leur poids démographique provincial – 8,2% selon la langue maternelle et 10,6% selon la langue parlée à la maison. Par contre, leur présence au sein de la fonction publique provinciale (2,8% des effectifs) et du secteur municipal et régional (7,0%) montre la disparité au sein de ces fonctions publiques importantes.

Revenons aux enquêtes portant sur les caractéristiques socioéconomiques qui peuvent mener à d'autres analyses. L'Enquête postcensitaire sur la vitalité des CLOSM a cueilli des renseignements relatifs à des domaines jugés prioritaires par les CLOSM pour produire des renseignements utiles au gouvernement du Canada afin d'élaborer des politiques et des programmes efficaces. Elle permet d'éclairer la situation des CLOSM relativement à leurs capitaux démographique, social, économique et culturel et d'avoir une meilleure connaissance de leur vécu langagier. Le questionnaire⁴¹ de l'enquête couvre une panoplie de sujets, y compris l'économie, mais il priorise la trajectoire linguistique des membres des CLOSM de la

petite enfance à la vie adulte, la dynamique linguistique au sein des familles exogames et les motivations à l'origine de la transmission de la langue maternelle aux enfants et du choix du système scolaire.

L'enquête a cueilli plusieurs données socioéconomiques, notamment la scolarisation, la mobilité, l'activité économique, le revenu et les pratiques linguistiques au travail, les compétences linguistiques et la langue d'usage dans la sphère publique, y compris lors du magasinage. Les questions sont toutefois davantage utiles aux sociologues qu'aux économistes. Par exemple, on demande aux répondants s'ils ont à rédiger ou à lire des notes, lettres, rapports ou autres types de documents dans la langue minoritaire ; à parler régulièrement cette langue avec les clients, les superviseurs, les collègues ou associés et les employés ; à communiquer, par téléphone ou en personne, avec des gens qui ne font pas partie de la compagnie ; et si leur superviseur immédiat peut communiquer avec eux dans la langue minoritaire.

Le sondage de Patrimoine canadien offre aussi des données économiques qui ont été peu exploitées, sauf lors d'un forum de recherche⁴². On y trouve des données sur la langue utilisée au travail et au magasin ; la perception des répondants par rapport à l'importance d'employer leur langue au travail et au magasin, par rapport à la disponibilité des services et des renseignements sur Internet dans la langue minoritaire et par rapport à l'affirmation que le bilinguisme améliore les possibilités d'emplois et d'affaires pour tous les Canadiens ; leur intérêt à suivre des cours éducatifs sur Internet dans la langue minoritaire ; leur niveau de satisfaction à l'égard des services offerts dans la langue minoritaire dans l'enseignement et la formation post-secondaire et dans l'emploi ; leur évaluation de l'accessibilité aux services d'emploi et aux services d'enseignement et de formation post-secondaire dans leur langue dans leur région.

Enfin, le Secrétariat aux affaires rurales et aux coopératives d'Agriculture et agroalimentaire Canada cueille des données sur le développement coopératif dans les CLOSM dans le cadre d'une enquête pancanadienne annuelle auprès des coopératives⁴³. L'Office des affaires francophones de l'Ontario a également produit un portrait de la communauté franco-ontarienne⁴⁴. D'autres banques sont disponibles.

Ces banques de données permettent de mieux connaître l'état économique dans les CLOSM.

c) Prospectives selon les répondants

La majorité des répondants ont affirmé que ces profils sont très utiles, tant pour la comparaison des résultats entre la majorité et la minorité au sein des mêmes régions, afin de déterminer les progrès et les reculs ainsi que l'ampleur de chacun, que pour la détermination des défis et des opportunités des CLOSM. Tous souhaitent une mise à jour à tous les cinq ans, ce qui permettra une planification mieux adaptée aux réalités économiques en évolution constante.

La plupart des répondants suggèrent néanmoins d'en faire davantage. On souhaite des analyses plus poussées. On apprécie la série de publications de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques en matière de migration à partir des données de 2001 et de 2006, par exemple, mais on souhaite en faire autant pour l'ensemble des variables ainsi que de cueillir et analyser les données au niveau de chaque communauté (subdivision de recensement). On souhaite une intégration de ces données aux autres données, afin de comprendre la relation entre elles. Plusieurs ajoutent qu'il faudrait élaborer un modèle logique, afin de savoir quoi analyser et pourquoi et de déterminer s'il faudrait ajouter d'autres données. Troisièmement, on devrait traduire les données pour fins de planification stratégique. Pourquoi cueillir les données si on ne s'en sert pas pour fins d'interventions? On souhaite que ces données soient disponibles et que les CLOSM soient capables de les analyser. Une alternative serait de collaborer avec des chercheurs.

d) Questions

Notre questionnement se situe à deux niveaux. D'abord, nous reproduisons les questions posées par les recherches antérieures et les intervenants consultés qui n'ont pas encore été répondues et qui pourraient mener à des projets de recherche fondamentale ou appliquée (y compris des recherches-actions) dans le futur. Ces questions ne couvrent pas l'ensemble des problématiques potentielles ; d'autres questions peuvent s'y ajouter. Ensuite, nous posons des questions thématiques pour alimenter le Symposium.

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Quelles CLOSM souffrent de quelle(s) lacune(s) socioéconomique(s)? Quelles en sont les causes? Les différences s'estompent-elles avec le temps? Varient-elles selon les régions (rurale vs urbain), les secteurs (pêche, agriculture, mines, foresterie), etc.?	Quelles sont les pratiques exemplaires ou les interventions efficaces pouvant éliminer les différences? Lesquelles seraient les plus efficaces dans les CLOSM? Pourquoi? S'appliquent-elles dans toutes les CLOSM? Sinon, dans quelles CLOSM? Pourquoi?
Quels facteurs structurels et individuels empêchent les membres des CLOSM de travailler dans leur langue? L'utilisation de la langue minoritaire est-elle concentrée dans certaines industries? La scolarisation favorise-t-elle l'utilisation de la langue minoritaire au travail?	Quelles stratégies seraient nécessaires pour enrayer les causes structurelles et individuelles empêchant les membres des CLOSM de travailler dans leur langue? Quelles sont les pratiques exemplaires dans ces cas?
Pourquoi les jeunes s'exilent-ils? Ont-ils l'intention de revenir? Quels sont les facteurs qui influencent leur décision dans les deux cas?	Quelles pratiques exemplaires et stratégies efficaces contribueraient davantage à maintenir les jeunes dans les CLOSM et à les encourager de revenir une fois partis?
Comment certains facteurs tels le domaine d'étude, le type de profession et le secteur d'emploi influent-ils sur l'évolution économique des CLOSM?	Quels sont les emplois (par professions, par secteurs, etc.) qui se prêtent mieux à la connaissance de la langue minoritaire et qu'il faudrait donc sauver davantage ?
Les différences entre CLOSM sont-elles trop grandes pour empêcher la mise en commun de projets conjoints? Quel est le profil des entreprises dans les CLOSM? Lesquelles se prêterait davantage au réseautage? Pourquoi? Comment?	Quelles entreprises francophones hors-Québec seraient plus aptes à collaborer avec celles du Québec? Quelles entreprises anglophones du Québec seraient plus aptes à collaborer avec celles hors-Québec? Pourquoi? Comment?
Quel est le profil des entreprises minoritaires? Sont-elles grosses, des PME ou des unités familiales? Quels sont leurs besoins prioritaires? Des fonds de démarrage? L'accès à la large bande?	Quels sont les programmes gouvernementaux pouvant combler les besoins des entreprises minoritaires? Ces entreprises sont-elles au courant de ces programmes ? Comment les CLOSM et les gouvernements peuvent-ils informer les entreprises des programmes disponibles ?

Questions pour alimenter la discussion lors de l'atelier et lors du Symposium 2011 :

Doit-on prioriser les CLOSM ou les clientèles les plus vulnérables ou les plus prometteuses ?

(Les CLOSM rurales et isolées qui dépendent des ressources naturelles ou les CLOSM ayant le meilleur potentiel de croissance économique? Celles qui ont une faible masse critique ou celles en croissance démographique? Les défis des employés les plus âgés ou des plus jeunes? Ceux des moins scolarisés ou ayant le plus d'habiletés? Les défis des femmes davantage que ceux des hommes?)

En quoi cette réponse influe-t-elle les priorités de recherche dans le futur?

Thème 2 : La vitalité des CLOSM

a) Présentation

En plus des données socioéconomiques, on a aussi mené plusieurs recherches plutôt qualitatives sur le développement économique des CLOSM. Celles initiées par le Commissariat aux langues officielles⁴⁵ incluent des données quantitatives, mais leur analyse est superficielle. De plus, ces données se situent plutôt comme un élément parmi d'autres de notre connaissance au sujet du développement économique et elles accordent une plus grande place aux efforts de prise en main communautaire par rapport à son économie. Le rapport initial place la création d'emplois, la génération de la richesse, l'économie du savoir et la production, l'échange et la consommation des produits et services au sein d'une économie sociale.

b) Recherches menées depuis 2006

Parmi les études menées sur la vitalité des CLOSM⁴⁶, trois méritent notre attention.

Celle portant sur des CLOSM rurales de la Saskatchewan⁴⁷ inclut une analyse sommaire des conditions socioéconomiques et faisait suite à une étude sur le terrain et un colloque. Elle fait part des efforts de l'Assemblée communautaire fransaskoise et l'Institut français de l'Université de Régina en vue de mener une stratégie de développement économique fondée sur le terroir pour Saint-Isidore-de-Bellevue/Saint-Louis/Domremy, Hoey et Duck Lake⁴⁸. Le projet promeut l'agriculture, la culture et le patrimoine régional au moyen des produits de la région en relation avec l'environnement et la culture, le savoir et le savoir-faire de la communauté fransaskoise locale. Il veut améliorer la collaboration entre les intervenants de la chaîne alimentaire afin de créer des emplois qui renforceront le fait français et l'identité francophone ; améliorer le sentiment de fierté et de solidarité au sein des fransaskois ; freiner et renverser l'exode et le vieillissement ; et bâtir des ponts avec les communautés autochtones et anglophones avoisinantes.

Cette étude nous intéresse parce qu'elle présente un modèle logique et des indicateurs de vitalité en matière économique⁴⁹. Le modèle comprend cinq champs d'activité et plusieurs extrants et résultats immédiats et intermédiaires devant produire une plus grande vitalité communautaire. On y trouve ainsi une première esquisse du lien entre le développement économique et sa finalité sociale : la vitalité des CLOSM. Il offre plusieurs pistes de recherche pertinentes, notamment sur l'économie sociale et le capital social : la capacité des chefs de file en matière de développement du terroir, la mobilisation des acteurs et l'agriculture soutenue par la communauté. S'y ajoutent des recherches sur la sensibilisation du public quant à ses habitudes de consommation et le lien entre des études sur les données socioéconomiques et l'esprit d'entreprise et de collaboration parmi les agriculteurs, les producteurs et les transformateurs (existants et nouveaux). Le modèle présente aussi des indicateurs et des sources de données pour chacun de ces résultats. On prévoit un programme de recherche-action comprenant sondages, analyse de statistiques (par exemple : les revenus liés au tourisme et le nombre de touristes), entrevues, dénombrements (par exemple : le nombre de projets mis sur pied dans le cadre du projet) et registres (par exemple : le nombre de participants inscrits aux programmes de formation et d'appui).

Or, ce modèle est plutôt pragmatique (il repose sur des postulats non vérifiés) et spécifique au projet du terroir. Il ressemble davantage à un plan d'affaire qu'à une explication du lien entre économie et langue minoritaire. Par exemple, il présente plusieurs indicateurs indirects en ce qui concerne le développement économique (le nombre de comités constitués et fonctionnels, le nombre de personnes présentes aux réunions publiques concernant le Projet du terroir, le nombre de reportages médiatiques portant sur la région), mais il néglige les indicateurs économiques plus directs, tels le nombre d'entreprise établies, le nombre d'emplois créés et l'impact économique du projet dans l'économie locale.

L'étude sur les communautés Anglophones du Québec offre un autre modèle⁵⁰. En fait, elle en présente deux, une pour l'Estrie et l'autre pour la Basse-Côte-Nord. Les deux modèles se situent davantage dans une perspective d'économie sociale. En fait, la création d'emplois importe, mais elle doit surtout servir à maintenir les jeunes dans la CLOSM, à améliorer les habiletés des membres de la CLOSM et à appuyer le développement global de la CLOSM. Le modèle pour l'Estrie priorise le marketing des opportunités d'emploi et d'affaires, le réseautage et la formation continue, surtout en entrepreneuriat. Les interventions subséquentes devraient mener à plus d'opportunités d'emploi et à une responsabilisation de la CLOSM par rapport à son développement économique. Ces deux résultats intermédiaires devraient donner lieu, à long terme, à une communauté prospère, remplie d'opportunités d'emploi pour ses membres et pouvant s'adapter aux changements économiques. Le modèle pour la Basse-Côte-Nord priorise la diversification économique suite à l'effondrement de la pêche côtière, en particulier pour réduire l'exode des jeunes. La recherche y tient un rôle primordial, ainsi que l'appui gouvernemental et communautaire et le réseautage et l'échange d'information. Les stratégies sont ambitieuses : améliorer la culture de travail, augmenter les investissements, améliorer les infrastructures. La finalité est tout aussi ambitieuse : la CLOSM gardera et améliorera sa qualité de vie par l'entremise d'une croissance économique. Tout comme pour le projet du terroir fransaskois, ces modèles, résultats et indicateurs posent quelques fondements de recherche.

Par ailleurs, deux autres études permettent de jeter un coup d'œil particulier sur le DÉC/RH dans les CLOSM. Développement économique Canada pour les régions du Québec a parrainé une étude sur la vitalité des affaires à Campbell's Bay⁵¹. L'initiative permet aux communautés d'évaluer leur capacité d'appuyer les entrepreneurs et la croissance des petites entreprises. Elle mesure les perceptions des leaders de la communauté par rapport au milieu des affaires local (la qualité de vie, l'éducation et la formation, le financement disponible, etc.) et compare les résultats aux autres communautés dans le but de cerner les interventions communautaires à court et à long terme pour améliorer sa capacité d'appui à l'entrepreneuriat et aux petites entreprises. Toutefois, la capacité bilingue de la communauté fut rarement mentionnée parmi les avantages communautaires.

Par ailleurs, une étude ethnographique⁵² approfondit les dynamiques économiques et linguistiques dans les cantons de l'est du Québec. Deux conclusions ont attiré notre attention. D'abord, la prospérité économique et l'économie sociale sont liés : « economic activity and social relations are linked [...and] the economic decisions made by individuals are not made in a vacuum, but informed by myriad factors not all of which are economic at base. Some of the factors clearly important to the development of our household survival strategies include: the specifics of place; human capital; social capital; economic resources; and the available opportunity structure. »⁵³ Ensuite, il existe une grande diversité même au sein de petites CLOSM rurales⁵⁴.

c) Prospectives selon les répondants

Peu de répondants ont exprimé de commentaires sur les études sur la vitalité des CLOSM menées par le CLO et encore moins ont exprimé le souhait de mener d'autres études du genre pour nourrir la réflexion et l'action en matière de DÉC/RH dans les CLOSM. La plupart des répondants ont indiqué que les plans de développement globaux et de développement économique découlant des profils socioéconomiques communautaires font bien l'affaire. Plusieurs ont toutefois noté que ces plans ne font pas le lien entre l'économie et la vitalité des CLOSM et que les interventions gouvernementales et communautaires pourraient donc ne pas être nécessairement les bonnes. Ainsi, plusieurs ont remis en question le fait que les RDÉE priorisent certains secteurs – par exemple : le tourisme – qui ne sont pas nécessairement prioritaires dans toutes les CLOSM du pays. Au minimum, disent-ils, il faudrait expliquer ce choix.

Les répondants sont partagés à savoir si la recherche (et l'action subséquente) devrait porter sur le développement économique « classique » – la création d'emplois, la génération de la richesse, les

niches dans l'économie du savoir, etc. – ou sur l'économie sociale, ou encore sur les deux. On est loin du consensus. Plusieurs pensent qu'on investit trop de temps et de fonds sur la recherche sur le capital social et l'économie sociale, qui n'auraient très peu de valeur « sur le terrain », alors que d'autres pensent qu'il faut mener des recherches sur l'économie sociale car c'est le meilleur moyen d'éclairer le lien entre le développement économique et la vitalité des CLOSM. Ajoutons que certains d'entre ceux qui préfèrent la première approche avouent qu'il faut bien comprendre ce lien, mais ils souhaitent plutôt que ce genre de recherche ne soit pas prioritaire par rapport à l'économie classique.

d) Questions pour le symposium

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Quels éléments pourraient faire partie d'un modèle logique d'interventions économiques qui mènent à la vitalité des CLOSM? Lesquels sont essentiels? Quelles sont les relations entre ces éléments?	Quelles démarches tirées de l'économie sociale sont les plus bénéfiques aux CLOSM? Pourquoi? Comment les CLOSM peuvent-elles en maximiser les bénéfices?
Quelle est la relation entre l'économie des CLOSM et celle des autres communautés au sein de la région? Les CLOSM ont-elles des niches à valeur ajoutée?	Comment les CLOSM peuvent-elles participer pleinement au développement économique régional tout en réduisant les risques de l'assimilation?
Les plans de développement économique existants font-ils le lien entre la croissance économique et la vitalité linguistique des CLOSM? Le cas échéant, comment? Dans le cas contraire, pourquoi pas?	Quelles sont les pratiques exemplaires, au Canada et ailleurs, en ce qui concerne la détermination et la mesure du lien entre le développement économique et la vitalité (sociolinguistique) de la communauté minoritaire?

Questions pour alimenter la discussion lors de l'atelier pré-Symposium et lors du Symposium 2011 :

Quels sont le rôle et l'importance de l'économie sociale et du capital social par rapport au développement économique et des ressources humaines et à la vitalité des CLOSM?

En quoi cette réponse influe-t-elle les priorités de recherche dans le futur?

Thème 3 : La conceptualisation de la recherche

a) Présentation

Ce questionnement sur l'économie classique et l'économie sociale – les deux sont compatibles, voire complémentaires – nous mène au troisième thème de recherche. Il ne s'agit pas d'un thème nouveau. Depuis longtemps, on se pose la question suivante : quel est le lien entre le développement économique et la vitalité minoritaire? Le lien empirique est logique : une communauté peut difficilement survivre sans prospérité économique. Le lien conceptuel est toutefois plus difficile : en quoi l'économie contribue-t-elle à cette vitalité? Ce ne sont pas tous les projets de développement économique qui assurent la vitalité sociolinguistique : « Une initiative de développement économique peut renforcer la communauté mais affaiblir la minorité linguistique : par exemple, l'arrivée d'un nouvel employeur peut créer de nouveaux emplois pour la communauté, mais si ceux-ci doivent être comblés par des personnes qui sont capables de travailler dans la langue de la majorité, parce qu'il s'agit de la langue de l'entreprise, cela n'améliore pas forcément la situation économique des membres de la minorité qui sont unilingues français, ni l'utilisation de la langue minoritaire en milieu de travail. »⁵⁵ Connaître le lien entre le développement économique et la vitalité des CLOSM informe les intervenants sur la finalité de leurs actions.

b) Recherches menées depuis 2006

Aucune recherche ne fut menée dans les CLOSM à ce sujet depuis 2006, mais on note deux réflexions importantes depuis 2008. La première, communiquée lors du Symposium de 2008 sur la recherche dans les CLOSM⁵⁶, posait deux questions conceptuelles. Existe-t-il une économie « minoritaire »? Et quel est le lien entre l'économie et la langue et la culture? La seconde réflexion, présentée lors d'une enquête sur l'économie du savoir, posait cette question méthodologique⁵⁷ : Doit-on favoriser des entreprises dont les propriétaires ou les gérants sont de langue minoritaire mais dont les ouvriers travaillent dans la langue majoritaire ou plutôt des entreprises situées dans des CLOSM mais dont le propriétaire est de langue majoritaire? Statistique Canada a tenté à deux reprises de relever le défi et de proposer quelques pistes.

D'abord, selon les indicateurs disponibles, elle propose différentes façons de mesurer le développement économique des CLOSM⁵⁸. Reconnaissant que le développement économique et les CLOSM sont deux concepts complexes qui peuvent être appréhendés de plusieurs manières, elle affirme que la simple accumulation de variables n'est pas suffisante pour bien rendre compte de cette complexité. Pour développer des indicateurs efficaces, il faut comprendre les relations entre les variables et les intégrer dans un modèle d'analyse. La construction d'un modèle d'analyse complexe intégrant plusieurs variables pour comprendre et expliquer leur interaction au sein des dynamiques linguistiques représente « un défi important mais incontournable pour l'étude des CLOSM »⁵⁹. Le développement économique ne peut se réduire à un modèle unique d'analyse. Aussi recoupe-t-il « d'autres concepts connexes tels ceux de développement local ou régional, développement durable, développement rural, croissance économique, bien-être (économique), etc. »⁶⁰ Or, il n'y a pas de consensus sur ces indicateurs. Enfin, la réflexion de Statistique Canada affirme que l'effort doit s'inscrire dans « une stratégie et une vision à long terme »⁶¹.

On se permet une tangente sur le développement économique avant de revenir aux défis conceptuels.

Certains mesurent le développement économique par la croissance de la demande, les économies d'échelle, le niveau de diversification ou de spécialisation d'une économie⁶², les fluctuations de la main-d'œuvre⁶³, la productivité de la main-d'œuvre, l'épargne, l'entrepreneuriat, l'augmentation du revenu, les innovations dans le domaine du savoir et des technologies, etc.⁶⁴ Ces indicateurs se découpent. Par exemple, le revenu comprend les revenus moyens et médians des familles et des particuliers, le degré

d'inégalité des revenus, la proportion des familles dont le revenu est inférieur au seuil de faible revenu et l'incidence des mesures gouvernementales sur le revenu au moyen des transferts et des impôts.

L'économie du savoir change la donne. Le savoir – l'innovation, la créativité, etc. – a toujours fait partie des modes de production, mais il a pris de l'ampleur depuis la prolifération des TIC (technologies de l'information et des communications) et la croissance du secteur des services. Puisque les TIC et les services dépendent en grande partie du capital humain et du savoir et du savoir-faire de cette « classe créative », celle-ci devient un enjeu important aux yeux des entreprises et des régions qui veulent l'attirer pour profiter des retombées de ces secteurs en croissance. Elle devient également importante au sein des politiques publiques. Les gouvernements ont investi davantage dans la recherche et l'innovation universitaire⁶⁵, donnant ainsi un rendement inférieur à celui qu'aurait pu leur apporter la facilitation d'échanges commerciaux⁶⁶, y compris entre universités et entreprises, mais le tir semble corrigé.

L'économie du savoir intéresse aussi les chercheurs en développement économique régional⁶⁷. Il existe un débat intéressant entre les économistes du développement régional au sujet d'une question de base : « Do jobs follow people or do people follow jobs? »⁶⁸. Malgré la popularité de la théorie de la classe créative proposée par Florida, inspirée des travaux de Jacobs⁶⁹, cette théorie a ses limites. En fait, la classe créative, comme toutes les autres « classes », déménage davantage pour trouver un emploi que pour profiter d'attraits culturels d'une ville ou d'une région. Cependant, une fois établis, ils ont tendance à demeurer sur place et, par conséquent, à soutenir les équipements et les activités culturels régionaux. La conclusion qui se dégage n'est pas nouvelle : malgré l'ascension de l'économie du savoir, des TIC et du secteur des services, l'invention, la production et l'échange de produits et de services dépendent de la géographie et des interactions entre la localisation des firmes et la mobilité des travailleurs.

Ce débat intéresse aussi les gouvernements. Celui des États-Unis, préconisant une géographie de l'innovation⁷⁰, facilitera le développement de grappes industrielles régionales par la voie de collaboration entre chercheurs, entreprises, gouvernements et travailleurs. On veut reproduire ailleurs et dans d'autres secteurs les succès de Silicon Valley. On postule que l'espace importe (« place matters ») et que les grappes spécialisées offrent le meilleur moyen d'améliorer la compétitivité américaine sur le marché mondial. La plupart des pays européens ont aussi adopté une stratégie similaire. Par exemple, la France investira plus de deux milliards de dollars pour développer des « pôles de compétitivité ». Elles se fondent sur la recherche : la proximité géographique offre des bénéfices économiques, notamment les économies d'échelle (les coûts de production diminuent en fonction du nombre d'unités produites), les économies d'agglomération (les coûts d'échange diminuent grâce à la proximité) et le savoir tacite.

Aucune recherche menée dans les CLOSM depuis 2006 n'a porté directement sur la théorie de Florida. Une recherche à ce sujet donne peu d'espoir aux francophones du Canada atlantique qui vivent dans ses principales villes car les activités de haute technologie, de recherche et d'innovation en Atlantique « ne comptent que pour une petite portion de la production nationale à ce chapitre »⁷¹ et car ces villes attirent peu d'immigrants et sont trop petites pour faire compétition aux grandes métropoles dans l'attrait des classes créatives. Ces chercheurs ont pourtant noté la croissance économique à Moncton et la contribution de sa main-d'œuvre bilingue à cet effet, notamment au sein de l'économie du savoir et de l'industrie des centres d'appel en particulier, mais ils n'ont pas osé inclure « bilinguisme » au sein de l'indice « mosaïque ethnique » de Florida pour en mesurer l'impact dans le contexte régional. Ils auraient pu proposer l'hypothèse suivante : puisque (a) « le développement économique se concentre dans les régions urbaines »⁷² et est plus que jamais lié à leur capacité d'innovation et à leur créativité⁷³, (b) la main-d'œuvre bilingue est un atout au sein de certaines industries du savoir, (c) les activités culturelles génèrent des retombées⁷⁴ et (d) la communauté culturelle que représente la CLOSM génère des retombées proportionnellement plus élevées que sa proportion démographique, la connaissance de deux langues internationales offre un avantage comparatif aux villes bilingues dans l'économie créative.

Une recension des écrits portant sur la capacité créative en milieu rural permet de faire quelques parallèles avec notre réflexion sur les CLOSM⁷⁵. Selon les auteurs, la créativité ne se limite pas aux grandes villes. Toutes les régions économiques produisent du savoir tacite, denrée critique en économie du savoir, et transfèrent du savoir. L'ampleur et la nature de ces savoirs peuvent varier entre les régions rurales et urbaines, tout comme l'utilisation des TIC, mais la proximité géographique a le même effet dans les deux types de région et dans les secteurs des ressources naturelles (forêts, mines, pêches).

La stratégie canadienne en matière des sciences et de la technologie pose des défis aux CLOSM, mais leur offre également des opportunités⁷⁶. Les CLOSM ne sont pas des chefs de file en ce qui concerne les priorités fédérales : les sciences et technologies de l'environnement, les ressources naturelles et l'énergie, les sciences et technologies de la santé et les sciences de la vie connexes et les technologies de l'information et des communications, ainsi que l'aérospatiale et la défense. En fait, hormis l'Université McGill, qui ne se définit pas comme une université anglophone du Québec, et l'Université d'Ottawa, bien située mais dont le service aux CLOSM reste à définir, les institutions postsecondaires dans les CLOSM auront du mal à obtenir des centres d'excellence qui doivent regrouper les experts du gouvernement, du secteur privé et du secteur universitaire du monde entier pour soutenir la recherche appliquée dans ces secteurs prioritaires. Les CLOSM pourraient néanmoins demander une chaire de recherche du Canada spécialisée en développement économique communautaire minoritaire et convaincre le gouvernement du Canada et ceux des provinces et territoires de favoriser l'excellence de l'enseignement postsecondaire en français et en améliorer l'accessibilité à distance et convaincre le gouvernement fédéral de collaborer avec les collèges communautaires et les sociétés locales afin de soutenir le développement, l'adaptation et l'adoption de nouvelles technologies. Par ailleurs, rien n'empêche les entrepreneurs des CLOSM de bénéficier de l'appui financier de la Fondation canadienne pour l'innovation. Le fait qu'aucune recherche n'a fait suite à la stratégie en fonction des besoins ou défis des CLOSM soulève des questions.

Bouclons enfin la tangente. En plus de conceptualiser le développement économique, encore faut-il bien comprendre en quoi consiste le développement économique communautaire (DÉC). Ici aussi, le consensus n'est pas évident, mais l'approche Local Economic and Employment Development (LEED) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) nous semble la plus pertinente parce qu'elle englobe plusieurs thèmes importants, tels le développement économique régional et rural.

L'approche LEED favorise l'économie sociale car la prise en main par des individus et des organismes afin de développer l'économie locale peut mieux assurer le développement global de la communauté. L'éducation, la participation, l'identité et la coopération des membres deviennent des fins essentielles. L'approche LEED est une d'action coordonnée, fondée sur des informations locales approfondies, à la recherche de solutions locales souples qui reflètent les forces et les opportunités propres au lieu. Une approche ciblant les spécificités locales s'avère plus efficace.

Son attention particulière à l'innovation exige toutefois des capacités de veille stratégique de la part des décideurs publics et privés pour jauger les opportunités locales face à l'évolution des technologies, ainsi qu'un réseautage actif avec les institutions de formation pour mieux arrimer les compétences locales disponibles avec celles demandées. La capacité des travailleurs et des entreprises locales d'adopter et de transformer les nouvelles technologies dépend des habilités de mousser de nouveaux entrepreneurs et du fait que ceux-ci aient accès au financement nécessaire, deux autres goulets d'étranglement qui préoccupent dans le domaine du développement local. Par ailleurs, les mécanismes de financement ne sont pas les seuls défis du secteur privé; étant donné le rôle de facilitateur clé des gouvernements municipaux et régionaux dans la fourniture de biens publics tels les infrastructures technologiques et de recherche et dans l'achat précoce qui aide à rentabiliser les technologies vertes, les chercheurs en développement local s'attardent aussi aux moyens innovateurs de financement de revitalisation locale.

L'approche LEED doit être comprise comme une des approches au développement économique⁷⁷. On ne peut l'isoler. D'abord, les communautés font partie d'une région, focus principal du développement économique modern (davantage que le développement économique national). Ainsi, un gouvernement national peut mieux développer l'économie du pays en appuyant l'économie de ses régions. Comment? Il doit adopter des politiques nationales qui ont un impact équitable sur l'ensemble des régions, assurent une éducation égale à tous les citoyens et assurent un accès aux infrastructures de base (par exemple : aéroports, routes, Internet à haute vitesse). Il doit également investir dans toutes les régions en fonction de leurs réalités particulières et leurs avantages comparatifs. Cet investissement doit encourager les régions à mobiliser leurs ressources afin de maximiser leurs avantages comparatifs, ce qui contribuera à la diversité économique nationale et à des complémentarités entre régions, y compris des effets directs et induits d'une région au bénéfice des autres – de tels échanges amplifient la croissance économique.

Le développement économique régional ne doit pas être conçu comme une subvention pour égaliser les données socioéconomiques individuelles et collectives, mais comme une façon d'amplifier les avantages comparatifs des régions moins nanties pour accroître l'économie du pays. Les recherches montrent que l'innovation et une main-d'œuvre qualifiée, deux conditions essentielles dans l'économie moderne, sont géographiquement concentrées. En fait, chaque région a des avantages qu'il faut identifier et amplifier, notamment par sa main-d'œuvre. Il faut donc identifier les niches régionales et intégrer les politiques de développement nationales, provinciales, des agences de développement régional et des municipalités.

Cette intégration ne peut réussir si elle est parachutée; il faut adopter une approche dans les deux sens. Le rôle du gouvernement national (et celui des provinces/territoires) est de faciliter les efforts régionaux, mais ils peuvent aussi contribuer ailleurs. Ils peuvent encourager la collaboration entre les divers acteurs. Ils peuvent faciliter l'établissement d'objectifs et coordonner l'évaluation des progrès – par exemple : le nombre de brevets et d'innovations aux processus de production et de marketing. Ils doivent aussi savoir quand et comment se retirer du processus pour laisser les entrepreneurs poursuivre leur travail.

Peu importe la niche, les stratégies régionales doivent investir dans l'innovation et le savoir. Elles doivent appuyer la recherche dans les universités, instituts et centres de recherche et dans les entreprises. Il faut encourager les universités à breveter leur recherche et à transférer leurs savoirs aux entrepreneurs. Le rôle des institutions postsecondaires est critique par rapport à l'innovation et l'entrepreneuriat selon le programme LEED⁷⁸. Elles forment les ressources humaines, y compris leurs attitudes, comportements et habiletés entrepreneuriaux. Ces institutions peuvent toutefois en faire davantage. Elles devraient établir une structure administrative dédiée à l'entrepreneuriat et aménager des espaces et équipements pour faciliter l'incubation d'entreprises. Elles devraient collaborer étroitement avec le milieu des affaires local afin d'appuyer le démarrage d'entreprises et l'accompagnement des entrepreneurs jusqu'à la mise en marché. Elles devraient établir un lien avec ses anciens et le monde des affaires pour améliorer leur formation. Elles devraient également offrir ses capacités de recherche pour évaluer les interventions.

Ayant brossé un portrait du développement économique, on peut maintenant se pencher sur le concept de « communauté ». Dans le cas des CLOSM, en plus de l'espace territorial, on peut également tracer l'espace des réseaux, « où les solidarités relèvent davantage d'un sentiment d'appartenance ou d'intérêts communs.⁷⁹ » Définir les CLOSM en termes de réseaux, plutôt qu'en termes de communautés spatiales, « repose sur le postulat d'une communauté d'intérêt ou d'identité entre des personnes qui présentent des caractéristiques linguistiques similaires sans nécessairement se côtoyer dans un milieu de vie commun »⁸⁰, postulat appuyé par la prolifération des TIC et des réseaux sociaux virtuels.

La conceptualisation territoriale est plus avancée. Ainsi, le recensement offre une vingtaine d'unités spatiales. Des chercheurs recommandent la subdivision de recensement parce qu'elle coïncide aux

communautés (municipalités), ce qui peut faciliter la coopération fédérale-provinciale-municipale⁸¹. On peut également porter l'analyse aux échelons supérieurs : divisions de recensement (comtés), régions économiques, zones d'influence métropolitaine, provinces ou territoires. Il faut toutefois comprendre que « les données d'enquête ne génèrent pas nécessairement des résultats fiables pour des niveaux géographiques très fins »⁸² et que « toutes les unités géographiques ne sont pas utiles pour l'analyse.⁸³ »

Aussi faut-il distinguer les CLOSM des communautés de la majorité selon la composante linguistique. En partant, cette distinction pose un problème sur les plans géographique (les CLOSM peuvent comprendre des majoritaires) et économique (le marché est libre). Néanmoins, un effort de découpage linguistique s'impose. Il existe trois façons de procéder : par proportion (%), par effectifs (nombre) ou par indicateurs spécifiques telle la présence d'une école ou d'un centre communautaire dans une communauté. Ces façons peuvent s'appliquer sur plusieurs variables linguistiques : la langue maternelle, la connaissance des langues officielles, la langue parlée à la maison (le plus souvent ou régulièrement), la langue utilisée au travail (le plus souvent ou régulièrement) et la première langue officielle parlée (une variable dérivée). Ces variables s'appliquent bien aux travailleurs et aux communautés mais difficilement aux entreprises.

Un chercheur a proposé six critères pour identifier les entreprises « minoritaires »⁸⁴ : (1) la langue du propriétaire ou du gérant, (2) la langue utilisée par les employés au travail, (3) l'auto-évaluation de l'entreprise (par le propriétaire ou les cadres), (4) les relations externes (notamment l'appartenance à des associations à caractère francophone ou anglophone), (5) un seuil minimum de service offert dans la langue minoritaire et (6) la CLOSM dans laquelle l'entreprise mène ses opérations. Cette proposition offre un bon point de départ, en partie parce qu'elle permet de relever le défi posé antérieurement.⁸⁵

Une fois la conceptualisation complétée, il sera possible d'intégrer les diverses banques de données de Statistique Canada aux fins d'une analyse longitudinale et multi-variée pour répondre aux questions de recherche. En plus du Recensement de la population, on peut exploiter l'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle, l'Enquête sur la population active, l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, les Données administratives longitudinales, la Base de données longitudinales sur les immigrants, le Registre des entreprises, le Recensement de l'agriculture et le Registre des Fermes. À cette liste s'ajoutent des banques de données sur la vitalité, la culture et les loisirs (par exemple : l'Enquête sur le bénévolat), la diversité ethnique et l'immigration (par exemple : L'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada), l'éducation, la formation et l'apprentissage (par exemple : l'Enquête nationale auprès des diplômés et l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes) et sur les élèves et les jeunes (par exemple : l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes et le Programme international pour le suivi des acquis des élèves)⁸⁶. Cependant, « aucune base de données n'est spécialement conçue pour l'étude du développement économique des CLOSM. »⁸⁷ Le recensement de la population comporte plusieurs variables pertinentes, mais elles portent sur les individus, les familles et les ménages, alors que plusieurs indicateurs du développement économique communautaire relèvent de statistiques économiques sur les entreprises et les industries, à propos desquelles « les données linguistiques sont généralement inexistantes. »⁸⁸ On suggère l'ajout de questions linguistiques aux enquêtes pertinentes et le couplage des bases de données.

Dans sa seconde réflexion conceptuelle⁸⁹, Statistique Canada affirme que ce questionnement se situe au niveau méso, c'est-à-dire au niveau des entreprises et des institutions. Ainsi, qu'est-ce qu'une entreprise minoritaire? La définit-on selon la langue du propriétaire, la langue utilisée par les employés, la langue des services offerts ou la localisation dans une CLOSM? Aussi peut-on se demander quelles sont les caractéristiques des entreprises qui œuvrent dans les CLOSM? On peut poser d'autres questions à ce niveau. Ainsi, les investissements fédéraux dans les CLOSM favorisent-ils la création d'entreprises?

À ces questions s'ajoutent celles aux niveaux micro (individu) et macro (communauté), mais une seule question au niveau macro (Qu'est-ce qu'une CLOSM?⁹⁰) est d'ordre conceptuel. Les autres questions au niveau macro incluent (1) « Dans quelle mesure l'immigration peut-elle contribuer à combler les besoins en main d'œuvre dans les CLOSM? »; (2) « Les compétences des immigrants qui s'établissent dans les CLOSM sont-elles mises à profit? »; et (3) « Dans quel contexte et dans quel type de CLOSM la croissance économique influe-t-elle sur la vitalité linguistique? » Le rapport pose cinq questions sur le plan micro. D'abord, l'utilisation de la langue minoritaire est-elle concentrée dans certaines industries? Ensuite, la scolarisation favorise-t-elle l'utilisation de la langue minoritaire au travail? Troisièmement, comment certains facteurs tels le domaine d'étude, le type de profession et le secteur d'emploi influent-ils sur l'évolution économique des minorités linguistiques? Quatrièmement, quel est le profil ou le parcours des immigrants qui s'établissent dans les CLOSM? Enfin, de quelle façon les investissements fédéraux dans les CLOSM favorisent-ils le développement des compétences et la création d'emploi?

Par ailleurs, les bases de données doivent pouvoir communiquer entre elles. Il faut dépasser le simple cumul d'information sur les membres des CLOSM en utilisant les informations disponibles de façon dynamique, afin de comprendre et d'expliquer les phénomènes, les processus et les forces en interaction ou en opposition qui animent les CLOSM. Il faut assurer un dialogue entre différentes bases de données et les structurer pour qu'elles soient compatibles et accessibles aux fins d'une analyse complexe. Le Registre des entreprises⁹¹, le recensement, l'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle, l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu et la Banque de données longitudinale sur les immigrants sont parmi les banques de données existantes qu'il faudrait intégrer pour permettre ces analyses. Il faut donc échafauder un modèle d'analyse global des CLOSM qui sera durable, versatile et facilement transmissible et qui encadrera un programme de recherche intégré à partir de données utiles.

L'étude exige également une réflexion conceptuelle sur le développement économique communautaire. Cela comprend les processus de gouvernance, les réseaux et les finalités socioculturelles et linguistiques de l'économie en milieu minoritaire, sur la création d'entreprises et d'emplois et sur les moyens qui peuvent les augmenter. L'économie sociale cible la distribution équitable des revenus, le capital social, la réduction de la pauvreté⁹², l'inclusion sur le marché de travail, le nombre de familles habitant des logements à prix modique, le nombre d'enfants vivant dans des familles qui reçoivent une aide sociale, l'emploi et la formation continue comme sources d'épanouissement, de santé et de mieux-être individuel et collectif, le sens d'appartenance communautaire et l'engagement civique⁹³. La création d'emplois, d'entreprises et de richesse et la production, l'échange et la consommation de biens et de services sont aussi importants. Les recherches et les actions en matière de DÉC/RH n'ont pas besoin de trancher entre l'économie sociale et l'économie classique car les deux coexistent et sont tout aussi importantes aux yeux des chefs de file communautaires⁹⁴. Il faudra néanmoins compléter la réflexion conceptuelle en fonction de ces approches particulières. Les indicateurs et les sources de données sont particuliers.

Cette réflexion conceptuelle est essentielle si on veut savoir quoi mesurer et pourquoi et, par la suite, élaborer les politiques et les programmes les plus probants. Elle nécessite un effort intellectuel de la part de chercheurs chevronnés en matières de développement économique communautaire, tant en ce qui concerne l'économie sociale que le développement économique traditionnel, et d'épanouissement de la minorité. Elle ne peut se limiter aux chercheurs ; les intervenants communautaires et gouvernementaux peuvent nourrir la réflexion car ils en assureront le suivi, tant sur le plan du financement des projets de recherche que sur le plan de la traduction des données en politiques et programmes sur le terrain. Deux journées de réflexion, si elles sont bien organisées, devraient suffire à une douzaine de chercheurs issus de plusieurs disciplines connexes, accompagnés par une douzaine d'intervenants gouvernementaux et communautaires de divers niveaux et régions, permettront de relever le défi conceptuel. Ajoutons que ce défi ne sera jamais réglé à l'unanimité ni pour l'éternité – de nouvelles connaissances sont produites à chaque jour – mais il importe de trancher le débat le plus tôt possible afin de faire progresser le dossier.

Enfin, qu'on conçoive le développement économique comme un moyen devant contribuer au bien-être de tous les membres d'une communauté, comme le fait l'économie sociale, ou au bien-être des individus les plus habiles habitant au sein de cette communauté, tout en apportant des retombées au bénéfice des autres membres de la communauté, comme le veut l'économie capitaliste pure, il faut aussi penser au lien entre ce développement économique et le développement communautaire – dans ce cas, par rapport à la vitalité sociolinguistique de la communauté linguistique minoritaire. Depuis les premiers efforts de modélisation systémique de la vitalité sociolinguistique (ou ethnolinguistique), l'économie fait partie du scénario⁹⁵. Toutefois, les études subséquentes ont davantage porté sur les variables éducationnelles et identitaires qu'économiques. On peut apprécier la valeur de l'affichage bilingue à l'extérieur pour l'identité minoritaire, mais ne serait-il pas plus important pour la CLOSM d'avoir un propriétaire minoritaire et des employés minoritaires à l'intérieur ? On aborde davantage l'usage de la langue au travail que la création d'entreprises, d'emplois et de richesse. Les modèles existants sont donc intéressants, mais la recherche empirique n'est pas assez riche pour expliquer le rôle de l'économie dans la vitalité sociolinguistique.

L'effort du Commissariat aux langues officielles du Canada en vue d'élaborer un modèle de vitalité des CLOSM comprend la dimension économique⁹⁶. Les auteurs présentent les « mécanismes » tels la diversification des secteurs, l'entrepreneuriat, l'innovation, le développement des ressources humaines et la mobilisation des ressources financières, mais également l'économie sociale, le coopérativisme, le développement économique communautaire et les facteurs culturels, politiques et sociaux tel l'accès à une formation appropriée, le contrôle de l'information locale et l'accès aux postes gouvernementaux. Or, ils ne précisent pas le lien entre ces mécanismes ni l'importance relative de chacun.

c) Prospectives selon les répondants

Plusieurs répondants ont affirmé que cet effort de conceptualisation est essentiel. Que mesure-t-on? En fait, plusieurs d'entre eux ont soulevé la question à savoir si les efforts antérieurs et actuels sont guidés par une recherche appropriée. Les organismes gouvernementaux et communautaires peuvent-ils justifier leurs investissements en fonction de la recherche? Certains le pensent, mais d'autres sont d'avis que la plupart des intervenants ne sont pas à l'affût de la recherche sur le développement économique et son lien avec la vitalité des CLOSM. D'autres encore pensent qu'une telle recherche n'est pas critique parce que le développement économique communautaire poursuivi coïncide aux frontières des CLOSM. Par contre, d'autres notent les défis de faire du développement économique exclusif aux CLOSM.

d) Questions

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Quel est le lien entre bilinguisme et développement économique? Comment les employés bilingues améliorent-ils le rendement des entreprises? La connaissance du français et de l'anglais offre-t-elle un avantage comparatif aux villes bilingues dans l'économie créative? Si oui, pourquoi?	Comment les agences de développement économique communautaires peuvent-ils sensibiliser les entreprises situées dans les CLOSM à bénéficier des avantages du bilinguisme? Quelles sont les pratiques exemplaires au Canada et ailleurs? Quelles pratiques exemplaires en DÉC/RH s'appliquent le mieux dans quelles CLOSM? Pourquoi? Les leçons tirées des études de cas du programme LEED de l'OCDE sont-elles applicables?
Dans quel contexte et dans quel type de CLOSM la croissance économique influe-t-elle sur la vitalité linguistique? Pourquoi?	Comment les agences de développement économique communautaires peuvent-ils sensibiliser les écoles et les entreprises situées dans les CLOSM à valoriser ces avantages comparatifs? Quelles sont les pratiques exemplaires au Canada et ailleurs?

<p>Comment définit-on une économie minoritaire : selon la langue du propriétaire, des employés ou de la communauté d'accueil? Ou d'autres facteurs?</p>	<p>Quelles sont les caractéristiques des entreprises et des employés qui œuvrent dans les CLOSM? Quel est le profil linguistique des postes et des employés qui les occupent? Comment les milieux de la recherche, des CLOSM et des gouvernements peuvent-ils collaborer pour répondre aux questions d'ordre conceptuel? Sur quels enjeux? Peuvent-ils élaborer un modèle logique du développement économique et des ressources humaines dans les CLOSM?</p>
<p>Quel est le lien entre l'économie et la langue ou la culture minoritaire dans les CLOSM?</p>	<p>Comment les CLOSM peuvent-elles maximiser le secteur culturel comme facteur de développement économique? Quelles sont les pratiques exemplaires? Quelles sont les niches dans chaque CLOSM (ex : le tourisme culturel)?</p>
<p>Quels sont les retombées sur l'investissement dans l'industrie des langues? Quels bénéfices l'industrie des langues apporte-t-elle aux CLOSM?</p>	<p>Quelles entreprises au sein de l'industrie des langues rapportent davantage aux CLOSM et au Canada?</p>
<p>Quelles sont les données les plus probantes pour développer l'économie et les ressources humaines des CLOSM? Les données existantes sont-elles adéquates et suffisantes?</p>	<p>Statistique Canada doit-il poser des questions sur les langues dans toutes ses enquêtes économiques? Peut-on intégrer toutes les données existantes? Lesquelles sont prioritaires? Comment assurer que les données sont cueillies et analysées de façon régulière et collaborative? Comment traduit-on les données pour la pratique?</p>

Questions pour alimenter la discussion lors de l'atelier et lors du Symposium 2011 :

Doit-on élaborer une stratégie à long terme de la recherche sur le DÉC/RH dans les CLOSM ou est-ce préférable de donner carte blanche aux chercheurs et aux intervenants? Pourquoi?

En quoi cette réponse influe-t-elle les priorités de recherche dans le futur?

Thème 4 : L'économie du savoir

a) Présentation

On caractérise l'économie du savoir par une progression accélérée des connaissances incorporées dans des produits et des techniques et dont la complexité est maintenant telle que leur production repose sur une main-d'œuvre plus spécialisée qui doit nécessairement travailler au sein d'équipes et de systèmes dans le but d'appliquer ces connaissances. Le savoir appartient à tous les secteurs économiques. Il s'intègre dans les activités économiques de multiples façons. Il sous-tend la division du travail. Il s'intègre dans les biens et les services, dans les méthodes et les techniques, dans les formes d'organisation qui gèrent les étapes de la production tout au long de la chaîne de valeur ajoutée (à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise) jusqu'au marché. Plus de 20 types d'acteurs, regroupés en sept catégories – travailleurs, entreprises, industries, éducation, recherche, collectivités et gouvernement – participant à l'économie du savoir. C'est ainsi que la majorité des innovations et du savoir applicable à l'économie surviennent par un ensemble d'activités quotidiennes effectuées par un grand nombre de travailleurs tout au long de la chaîne. La recherche et le développement effectués dans les universités sont donc une source et non la seule du savoir applicable – en fait, plusieurs chercheurs la considèrent une source secondaire.

La valeur du savoir ne dépend pas seulement de l'intensité du savoir utilisé dans la production; la valeur du savoir dépend de sa rareté : plus il est facile de le reproduire, moins il rapporte en valeur et moins il confère d'avantages concurrentiels à l'entreprise et à la région qui le produisent. Certaines formes de savoir se codifient facilement, telles les informations que nous obtenons rapidement à partir d'Internet, mais d'autres formes de savoir sont difficilement codifiables; c'est notamment le cas du savoir tacite.

Le savoir tacite est une forme de connaissance transmise informellement dans une communauté ou une entreprise. Sous la perspective des économies de localisation, les retombées du savoir découlent des relations entre les entreprises (concurrents, fournisseurs, services professionnels, clients) qui partagent une spécialisation et œuvrent dans des industries similaires. Ces économies de localisation (bénéfices issus de la proximité) sous-tendent en grande partie les districts industriels (niches). Les économies d'urbanisation sont un autre type d'économies de localisation (ou d'agglomération), mais dans ce cas les retombées du savoir découlent de la diversité plutôt que de la spécialisation. C'est notamment le cas des grands centres urbains, dans lesquels la densité accélère la vitesse d'interaction (ou diminue le coût d'interaction) entre les individus. Les grandes villes ont également une plus grande main-d'œuvre et une plus grande diversité en ce qui concerne les compétences de leur main-d'œuvre. En somme, les activités économiques, surtout celles reliées au savoir, s'agglomèrent en partie à cause du caractère « collant » du savoir, qui est à son tour relié au fait qu'il appartient à des travailleurs spécialisés, à des biens en capital, à des pratiques d'entreprises et à des relations économiques qui sont **locales**.

b) Recherches menées depuis 2006

Deux recherches menées depuis 2006 par le même auteur ont porté sur l'économie du savoir en milieu minoritaire. La première portait sur les communautés francophones du Nouveau-Brunswick⁹⁷; la seconde visait la participation accrue des CLOSM de partout au Canada à l'économie du savoir⁹⁸. Elles soulèvent quelques constats importants. Selon les recherches de l'auteur, les gouvernements ne sont pas plus connaissant que les entrepreneurs et les communautés pour mieux orienter le développement d'une économie du savoir. En fait, les actions gouvernementales ont priorisé la recherche et le développement universitaire selon le postulat que cette source du savoir était plus productive et rentable que les autres, alors que la recherche (universitaire de surcroît) montre que cette recherche est souvent trop lente et peu applicable alors que la plupart des innovations se produisent suite à des échanges formels et informels

entre les entreprises. En conséquence, les premières vagues d'investissement n'apportèrent pas les retours escomptés. La seconde génération d'investissements, fondés sur la recherche, est mieux partie.

Selon son analyse des recherches, surtout celles produites par l'OCDE, le défi pour les CLOSM est de reconnaître la spécificité de notre période de transformation industrielle, d'identifier les opportunités qu'elle leur offre et de cibler les innovations qui amélioreront leurs avantages concurrentiels : « il ne s'agit pas de délaisser nos entrepreneurs et nos industries existantes en fonction de nouveaux secteurs dont les besoins sont mal comblés par les avantages que nos régions nous procurent. Au contraire, étant donné le besoin et les opportunités en termes d'amélioration de productivité et de produits que connaissent l'ensemble des secteurs économiques, il importe d'apprécier les avantages concurrentiels que tentent de saisir nos entrepreneurs locaux pour en maximiser les opportunités des nouvelles formes de savoir. »⁹⁹ Ainsi, une stratégie d'économie du savoir évite de consacrer trop de ressources aux activités de maraudage et d'attraction d'entreprises qui peuvent se localiser n'importe où; elle se fonde sur une appréciation approfondie et une identification des avantages concurrentiels de la région et des formes de savoir et de savoir-faire qui lui sont particulières; et elle vise la maximisation des retours à ce savoir et ce savoir-faire locaux en augmentant la productivité au sein des entreprises locales.

c) Prospectives selon les répondants

Plusieurs répondants ont noté l'importance de l'économie du savoir pour les CLOSM. Cependant, on ne définit pas l'économie du savoir de la même façon – pour la plupart, il s'agit d'entreprises de production des TIC, mais pour d'autres, il s'agit de produits ou services dérivés et de marketing sur le Web. On identifie mal les recherches qu'il faudrait mener pour permettre aux CLOSM de profiter de l'économie du savoir. Par contre, la majorité est d'accord que les entreprises des CLOSM doivent savoir innover, peu importe si les innovations font partie ou non de l'économie du savoir.

d) Questions

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Quelle est l'importance de l'innovation et d'une culture d'apprentissage continu? Est-ce le cas dans les CLOSM? Quel est le rôle de l'école, des organismes, des employés et des entreprises dans la mise en œuvre de ces moyens?	Quelles industries et quels secteurs existants dans les CLOSM présentent les meilleurs risques d'investissement en ce qui concerne les innovations et l'économie du savoir? Quelles sont les niches les plus prometteuses dans chaque CLOSM? Pourquoi? Comment les inciter à faire ou accélérer la transition vers l'économie du savoir?
Quel est le rôle des institutions postsecondaires minoritaires dans l'économie du savoir minoritaire? Quels empêchements structurels limitent leur collaboration avec les entrepreneurs minoritaires?	Quels sont les moyens les plus probants pour intégrer l'innovation et la culture d'apprentissage continu? Pour promouvoir les cinq dimensions de l'économie du savoir (compétences, production des technologies, adoption des technologies, innovation, collaboration)?
Quelles sont les CLOSM les plus aptes à devenir des communautés apprenantes? Quelles entreprises dans les CLOSM pourraient plus facilement innover ou tirer profit des innovations? Pourquoi? Comment?	Quelles sont les pratiques exemplaires au Canada et ailleurs par rapport aux communautés apprenantes? Comment peut-on les appliquer dans les CLOSM?

Questions pour alimenter la discussion lors de l'atelier pré-Symposium et lors du Symposium 2011 :

Quel rôle les partenaires non-économiques (par ex : écoles, organismes bénévoles) peuvent-ils jouer dans le développement de l'économie du savoir dans les CLOSM?

En quoi cette réponse influe-t-elle les priorités de recherche dans le futur?

Thème 5 : La mobilité (immigration et migration)

a) Présentation

Un faible taux de natalité et le vieillissement de la population augure mal pour le Canada. L'impact de ces pertes démographiques est davantage critique dans les CLOSM car elles réduisent leur poids politique. En effet, les écoles de langue minoritaire – pierre angulaire de leur épanouissement – et la prestation des services fédéraux dans la langue minoritaire sont établies « là où le nombre le justifie ». L'immigration s'avère donc une solution efficace aux défis démographiques des CLOSM (tout en apportant le bénéfice de la créativité par l'entremise des perceptions et des différences culturelles inhérentes). Or, si la venue d'immigrants au Québec augmente les effectifs anglophones, l'immigration francophone en dehors du Québec n'assure pas le maintien de leur poids démographique. Plusieurs communautés francophones ont mené maints efforts pour recruter et maintenir des immigrants francophones.

Plusieurs de ces communautés sont également aux prises avec le départ de plusieurs membres au profit des grands centres urbains. L'exode des jeunes est le phénomène le plus critique. L'urbanisation pose un dilemme pour les CLOSM : c'est en grande partie l'urbanisation qui explique l'augmentation constante des revenus chez les membres des CLOSM, mais l'urbanisation est un facteur d'assimilation. Toutefois, des recherches récentes indiquent que les minoritaires qui ont migré dans les centres urbains ont plus tendance à parler la langue minoritaire au foyer que les minoritaires qui sont demeurés dans les CLOSM.

On concède que les minoritaires habitent depuis longtemps des centres urbains. Nous n'affirmons pas que les CLOSM soient toutes des communautés rurales et homogènes comme le voudrait le folklore. Les migrations urbaines datent de plus d'un siècle. Dans certains cas – par exemple : Saint-Boniface au sein de Winnipeg, Maillardville au sein de Coquitlam et Westmount sur l'île de Montréal – les minoritaires font partie d'un paysage urbain qui a grandi autour d'eux. Dans d'autres cas, les minoritaires sont de récents ajouts aux centres urbains. C'est cette urbanisation récente (depuis les années 1970) qui provoque le défi actuel. Il est important parce que les CLOSM ne se reproduisent plus au taux de fertilité d'antan.

b) Recherches menées depuis 2006

Depuis cinq ans, certaines CLOSM, y compris quelques unes dans l'est ontarien¹⁰⁰, ont dressé un profil de l'immigration à partir des données du recensement de 2006. Le bilan est peu reluisant : l'immigration anglophone est proportionnellement plus élevée que l'immigration francophone, ce qui fait en sorte que « le poids démographique proportionnel des francophones baisse à chaque génération »¹⁰¹. Le rapport de recherche présente aussi les défis liés à l'intégration des immigrants francophones et des mesures pour favoriser le recrutement et l'enracinement d'immigrants francophones dans ces CLOSM.

D'autres recherches ont porté sur les étudiants étrangers de langue minoritaire, un bassin intéressant de nouveaux francophones. En 2010, plus de 215 000 étrangers poursuivaient des études postsecondaires au Canada, deux fois plus qu'en 2000¹⁰². Ils injectent 7 milliards de dollars dans l'économie en frais de scolarité, d'hébergement et discrétionnaires¹⁰³. La majorité d'entre eux prévoit travailler au Canada après l'obtention du diplôme¹⁰⁴. Le taux atteindrait même les deux tiers au Canada atlantique¹⁰⁵.

On ne connaît pas avec précision le nombre d'étudiants étrangers de langue française, mais on sait que, en 2009, près de 9000 étudiants provenaient des pays où le français est une langue officielle : 5300 étudiants provenaient de la France, 881 du Maroc, 656 de la Tunisie, plus de 300 de la Suisse, de l'Égypte et du Sénégal, et plus de 100 du Liban, de la Belgique, de Haïti, du Cameroun, de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Burkina Faso. Par ailleurs, on ne connaît pas le lieu d'études de ces étudiants, mais il est logique de croire que la majorité poursuit des études au Québec. On peut déduire

que 3000 étudiants étrangers francophones étudient et vivent dans des communautés où l'on parle couramment le français et que la majorité d'entre eux vont bientôt établir demeure au Canada.

On sait également que plusieurs immigrants francophones ont des défis socioéconomiques importants. Plusieurs ont des déficits sur le plan des compétences essentielles ou générales, y compris un faible niveau d'alphabétisation¹⁰⁶, ce qui complique leur recherche d'emplois. Le fait qu'environ 80% des nouveaux immigrants ont pour langue maternelle une langue autre que le français et l'anglais l'explique. D'autres immigrants francophones font face à « une hiérarchie de statuts de préséance à la filiation d'origine et résultant de tensions ou de conflits historiques entre les deux 'peuples fondateurs'. »¹⁰⁷

On sait également que malgré les efforts gouvernementaux et communautaires eu égard l'immigration, « il n'y a pas de stratégie globale visant l'intégration économique des immigrants francophones en milieu minoritaire », ni de « programmes spécifiques d'intégration économique pour les immigrants »¹⁰⁸. On observe également que « les services spécifiquement destinés aux immigrants se situent davantage au début du continuum », soit l'information, la formation et le soutien aux personnes. Il existe aussi une différence entre les régions : « Dans les régions qui sont des pôles naturels d'immigration, l'accent est mis sur l'aide aux personnes établies afin qu'elles participent à la vie économique. Dans les autres régions, on parle essentiellement de recrutement d'immigrants économiques. » On sait également que les services qui sont reliés à l'entrepreneuriat existent, « mais ils ne sont pas conçus spécifiquement à l'intention des immigrants. » Enfin, il existe « un partage clair des rôles » entre les divers intervenants.

Le rapport présente sept pratiques exemplaires pour améliorer l'efficacité des efforts gouvernementaux et communautaires en matière d'immigration, ainsi que cinq suivis. D'abord, une approche globale adaptée à chaque province/territoire et un rôle accru pour les réseaux locaux de soutien à l'immigration. Ensuite, un soutien à l'emploi et à l'entrepreneuriat fait sur mesure pour les immigrants. En troisième lieu, préparer le terrain chez les employeurs. Aussi doit-on comprendre les dynamiques du marché sur le terrain et l'effet sur les immigrants francophones. Enfin, évaluer le Programme d'entrepreneuriat pour les jeunes afin de cerner les résultats probants. Chacune de ces pistes exigerait un projet de recherche.

Une autre recherche sur l'immigration dans les CLOSM propose trois modèles de prestation du soutien et des services destinés aux familles nouvellement arrivées au sein des CLOSM afin de les aider à trouver un emploi lucratif et à s'intégrer, s'établir et s'adapter à la vie au Canada.¹⁰⁹ D'abord, évaluer le soutien et les services offerts par les établissements d'enseignement postsecondaire et sonder ces établissements et leurs étudiants afin de déceler les pratiques méritant une application plus large. Ensuite, analyser la mise en œuvre des programmes existants en matière d'alphabétisation et de compétences essentielles à l'intention des immigrants de langue minoritaire afin de les adapter ou les utiliser ailleurs. Enfin, mener un projet de recherche portant sur la sensibilisation et la capacité des employeurs locaux à recruter, évaluer et maintenir en poste les immigrants qualifiés formés à l'étranger.

Enfin, une recherche sur les immigrants et les minorités visibles anglophones du Québec conclut que le manque de capacité linguistique, notamment en français, est le principal obstacle à l'égalité d'emploi¹¹⁰. L'auteur recommande de mener une recherche pour évaluer l'efficacité des bailleurs de fonds à combler ce besoin. Il recommande également des programmes de formation permettant aux immigrants et aux minorités visibles de développer un réseau d'affaires, de bénéficier de mentorat et de se renseigner à propos du microcrédit disponible et des sources de financement communautaires et gouvernementales.

En plus des défis d'immigration, les francophones hors-Québec, ainsi que les Anglophones du Québec, font face aux défis de migration, notamment la quête d'emploi dans une autre province et l'exode rural, surtout des plus jeunes membres des communautés rurales. La mobilité est chose courante au Canada et elle offre certains avantages aux régions d'origine, notamment l'importation de nouvelles idées et de

capitaux dans les cas de retours, mais elle semble amener davantage d'inconvénients aux CLOSM. La perte peut occasionner la fermeture/fusion d'écoles et l'augmentation des dépenses des entreprises qui doivent verser un salaire plus élevé pour retenir les travailleurs. De plus, la dévaluation des propriétés réduit la capacité des municipalités en milieu minoritaire d'offrir des services locaux, y compris la programmation récréative et culturelle qui peut contribuer à l'épanouissement de la minorité linguistique.

Plusieurs recherches furent menées depuis 2006 sur la migration dans les CLOSM. Certaines portent sur l'ensemble des CLOSM¹¹¹, d'autres, sur certaines provinces/territoires¹¹², notamment le Québec¹¹³. Des recherches portent sur la migration des jeunes francophones en Colombie-Britannique¹¹⁴, au Yukon¹¹⁵ et en milieu rural¹¹⁶. Une autre compare la migration des francophones et anglophones en situation minoritaire¹¹⁷. Encore une autre porte sur les réseaux sociaux et la vitalité ethnolinguistique¹¹⁸.

Plusieurs constats se dégagent de ces recherches. D'abord, la migration est chose courante au Canada et n'est pas un phénomène récent dans les CLOSM. Par contre, contrairement au passé, elle apporte des défis importants aux CLOSM qui ne peuvent plus compenser par un taux de natalité supérieur à la norme. Ainsi, l'exode des jeunes risque de faire encore plus mal à la longue. De plus, la migration inter- et intra-provinciale varie un peu entre la minorité et la majorité selon la province/territoire. Enfin elle apporte aussi des bénéfices, tels un meilleur revenu et une plus grande utilisation de la langue au foyer.

Le Nouveau-Brunswick en offre un bel exemple. La migration du nord vers des régions à forte majorité anglophone (Saint-Jean, Fredericton), ainsi que vers la région de Moncton, pose de sérieux défis aux communautés francophones de la Péninsule acadienne, du Restigouche et du Madawaska, mais elle mène à un revenu moyen supérieur et à l'utilisation plus régulière du français à la maison chez les migrants (en comparaison avec ceux qui sont restés dans leur communauté d'origine).¹¹⁹ Néanmoins, les CLOSM ont perdu 2075 francophones entre 2001 et 2006, soit environ 1% des 230 000 francophones de la province. Pire, 3470 jeunes francophones sont partis de la province entre 2001 et 2006.

Au Terre-Neuve-et-Labrador, la francophonie a perdu 620 membres entre 2001 et 2006, soit le tiers de ses effectifs¹²⁰. La conclusion est évidente : « la population francophone est fortement touchée par le phénomène de la migration. »¹²¹ Cependant, « les provinces d'origine et les provinces de destination semblent être les mêmes », ce qui suggère qu'une partie des migrants reviennent dans leur province d'origine. Néanmoins, ce solde migratoire négatif de 620 membres entre 2001 et 2006, jumelé au solde migratoire négatif de 310 francophones entre 1996 et 2001, montre « une situation préoccupante »¹²².

c) Prospectives selon les répondants

Les répondants sont bien au courant des défis posés à la survie et l'épanouissement des CLOSM par la migration, notamment celle des jeunes, mais peu de répondants ont soulevé la question de l'immigration. En ce qui concerne l'exode des jeunes, plusieurs pensent connaître la réponse à la question de base – pourquoi les jeunes partent-ils des régions rurales? – mais ils avouent que des recherches pour répondre définitivement à la question sont nécessaires, tout comme la réponse à l'autre question de base : une fois partis, comment les CLOSM peuvent-elles ramener les jeunes? Certains pensent que cet exode est « normal » et que le retour des jeunes après les études ou quelques années en ville va enrichir la communauté d'origine, mais la plupart pense que cette jeunesse, une fois partie, risque de ne plus revenir et, par conséquent, que les régions rurales perdront à jamais ces effectifs. Ils souhaitent des recherches qui permettent finalement de trouver des emplois pour ces jeunes, affirmant que les jeunes resteront si des emplois sont disponibles.

Certains ont affirmé que les étudiants étrangers francophones sont une source importante de nouveaux francophones – quelques uns en ont même fait une priorité – et la plupart souhaite des recherches

permettant de les recruter et de les retenir dans les CLOSM. On a fait part des défis d'intégration de la main-d'œuvre immigrante, notamment la reconnaissance des diplômes étrangers, et on souhaite savoir comment relever ce défi. Des répondants ont aussi souhaité savoir quelles interventions seraient les plus aptes à relever les défis des immigrants quant à l'alphabétisme en français. Plus précisément, les défis sont-ils assez semblables à ceux des francophones de souche pour maintenir les programmes existants en poste ou doit-on concevoir des programmes particuliers pour les immigrants francophones?

d) Questions

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Comment l'immigration peut-elle contribuer à combler les besoins en main d'œuvre dans les CLOSM? Comment les employeurs peuvent-ils contribuer à l'intégration des immigrants sur le marché du travail dans les CLOSM?	Les compétences des immigrants qui s'établissent dans les CLOSM sont-elles mises à profit? Quel est le profil de ces immigrants? Quel soutien à l'entrepreneuriat et à l'emploi permettrait aux immigrants de bien intégrer le marché du travail dans les CLOSM? Quels sont leurs besoins en matière de compétences essentielles?
Quelle est l'impact économique des immigrants de langue minoritaire dans les CLOSM? En plus d'augmenter la population, augmentent-ils l'offre de main-d'œuvre qualifiée et la diversité et l'innovation rattachée à l'économie du savoir? Comment?	Quelles sont les pratiques exemplaires permettant aux CLOSM de mieux recruter et maintenir les immigrants de langue minoritaire? Doivent-elles cibler les étudiants postsecondaires immigrants? Quels sont leurs besoins particuliers? Quelles sont les meilleures façons de combler ces besoins? Quels services sont offerts par les institutions postsecondaires? Sont-ils efficaces?
Quels sont les avantages et inconvénients de l'exode des jeunes? Pour quelles raisons déménagent-ils dans les centres urbains? Souhaitent-ils revenir?	Quelles stratégies permettraient le mieux de garder les jeunes dans les CLOSM? Les jeunes souhaitent-ils devenir entrepreneurs? Le cas échéant, pourquoi?
Quelles entreprises dans les CLOSM ont-elles besoin d'un plan de succession? Dans quels secteurs? De quelle taille sont-elles?	Quels jeunes et immigrants de langue minoritaire seraient aptes et favorables à prendre la relève d'une entreprise en besoin? Comment les CLOSM et les gouvernements peuvent-ils faciliter cette succession favorable aux CLOSM et leur vitalité sociolinguistique?

Questions pour alimenter la discussion lors de l'atelier pré-Symposium et lors du Symposium 2011 :

Quels sont les défis et les opportunités économiques dans les CLOSM issus du vieillissement de la population, de l'exode des jeunes, de la migration intra- et inter-provinciale et de l'immigration?

Ces défis et opportunités sont-ils particuliers aux CLOSM?

En quoi ces réponses influent-elles les priorités de recherche dans le futur?

Thème 6 : Le développement des ressources naturelles et des régions rurales

a) Présentation

La rareté des immigrants et l'exode des jeunes (et de moins jeunes) s'expliquent fort probablement par un manque d'emplois en milieu rural. Ce phénomène n'est pas particulier aux CLOSM; on l'observe un peu partout au Canada. Les régions fortement dépendantes d'une économie basée sur les ressources naturelles – forêts, pêche, agriculture, mines – sont aux prises avec des tendances à la baisse sur les marchés internationaux depuis une dizaine d'années. Dans plusieurs cas, ces ressources sont en crise au pays. Seules les régions agricoles établies en fonction d'un marché contingenté – lait, œufs, grains – s'en tirent bien. Ainsi, l'économie dans plusieurs CLOSM est en péril. Des jeunes et des moins jeunes quittent pour gagner leur vie. Comment faire pour renverser la vapeur et transformer l'économie locale?

b) Recherches menées depuis 2006

Une recherche antérieure¹²³ avait posé quelques pistes de recherche et d'interventions en matière de développement des ressources naturelles dans les CLOSM rurales. Depuis 2006, plusieurs recherches-action portent sur ce sujet, notamment le secteur agricole. Par exemple, une recherche-action suggère la mise en valeur du secteur comme pierre angulaire du développement économique francophone dans la région de Prescott-Russell¹²⁴. L'étude identifie les besoins en main-d'œuvre requis pour réussir l'objectif. Elle propose aussi un plan d'action pour réduire les obstacles. Par exemple, pour éliminer l'éparpillement des informations et des outils nécessaires au démarrage d'entreprises, il faudrait une formation ciblant les producteurs intéressés. Et pour compenser la taille réduite des entreprises agro-alimentaires dans la région, il faudrait former une association de petites et moyennes entreprises.

Cette approche est appropriée selon les recherches ailleurs en développement des ressources naturelles en milieu rural, notamment en ce qui concerne la variation spatiale du capital humain et à ses répercussions sur le développement économique, ainsi qu'en ce qui concerne la capacité d'innovation des localités¹²⁵. Selon ces recherches, la croissance a lieu parce que les agents donnent suite aux incitatifs endogènes à investir dans le capital humain et la technologie. Dans les régions rurales, toutefois, l'économie ne procure pas d'incitatifs du genre aux particuliers, aux entreprises ou aux collectivités, principalement en raison du faible rendement ou de la difficulté à réaliser le rendement d'un tel investissement. Ainsi, même en milieu rural, la géographie importe dans la nouvelle économie du savoir, mais la faible masse critique et l'éloignement des marchés présente quelques défis additionnels.

Le processus d'innovation comprend une dimension sectorielle et une dimension spatiale. Les profils spatiaux de l'innovation diffèrent systématiquement au sein des industries, en grande partie à cause de la variation de l'intensité technologique. On peut lier en partie ces différences au concept du cycle de vie de l'industrie. Toutefois, certaines régions ont mis au point des façons particulières de produire l'innovation et de la mettre en commun. Cette notion est au cœur du concept de système régional d'innovation. La proximité, les réseaux et les établissements constituent ses principaux éléments.

On l'a vu, les attributs du capital humain propres à une localité constituent un élément important du processus d'innovation. Cela est particulièrement vrai en ce qui a trait à l'importance du savoir tacite dans le processus d'innovation. Selon les recherches, les régions rurales éloignées peuvent faire face à des problèmes particuliers lorsqu'elles tentent d'accroître leur niveau de capital humain et lorsqu'elles soutiennent l'innovation dans les localités. Ces problèmes sont liés à la nature des interactions et des incitatifs auxquels ces collectivités font face. Le manque d'incitatifs à investir en scolarisation (tant du point de vue des particuliers que celui de la collectivité), jumelé à la mobilité des travailleurs hautement qualifiés, complique de façon importante le rehaussement du capital humain dans ces localités. Les

décisions d'investissement en capital humain prises par les particuliers et les entreprises, ou l'adoption que ceux-ci font de la technologie, touchent les décisions des autres acteurs de la collectivité par des interactions de nature économique ou autre (modèles de comportement, coûts à la baisse de l'adoption, etc.). Parallèlement, la faible densité des activités économiques et le manque d'établissements en milieu rural peuvent diminuer les possibilités d'interactions entre les acteurs économiques (le réseautage et les autres effets des retombées) appuyant l'innovation. Enfin, le manque de capital humain a une incidence sur la capacité d'accès à la technologie et aux programmes publics, ce qui peut accroître la vulnérabilité des petites collectivités. L'état défavorisé initial d'une localité rurale peut entraîner ce que les recherches désignent sous le nom d'engrenage de la pauvreté spatiale, c'est-à-dire un état défavorisé qui perdure.

Selon l'auteur, on a mené relativement peu de recherches sur le processus d'innovation dans les petites collectivités et les régions non métropolitaines. Nous partageons cette conclusion.

c) Prospectives selon les répondants

Plusieurs répondants ont fait part de la crise économique dans les ressources naturelles dans plusieurs CLOSM. Certains souhaitent savoir comment ajouter de la valeur aux ressources naturelles dans ces CLOSM. Par exemple, on suggère des études de faisabilité pour transformer les ressources naturelles en produits finis : meubles de bois, repas complets au poisson (*tv dinners*), etc. D'autres suggèrent des recherches permettant une transformation complète de l'économie de ces régions. On pense que la formation continue permettra aux travailleurs de se transformer en entrepreneurs.

d) Questions

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Les CLOSM rurales ont-elles des défis économiques différents des CLOSM urbaines? Les CLOSM rurales ont-elles des défis économiques différents des communautés rurales majoritaires? Si oui, lesquels?	Comment peut-on relever ces défis ? Quelles sont les pratiques exemplaires internationales de communautés rurales ayant relevé les défis identifiés?
Quelles sont les barrières dans les CLOSM par rapport à l'innovation et l'ajout de valeur aux produits naturels? Quelles en sont les causes?	Comment peut-on augmenter et améliorer l'innovation et la valeur ajoutée dans les secteurs de transformation des ressources naturelles dans les CLOSM rurales?
Quels sont les principaux défis posés aux CLOSM par la globalisation des marchés des ressources naturelles (forêts, mines, pêches, agriculture)? Y a-t-il des secteurs plus vulnérables ou prometteurs que d'autres? Si oui, lesquels? Pourquoi?	Comment les CLOSM peuvent-elles relever ces défis? La création de niches est-elle appropriée? Les ruches/incubateurs sont-ils de mise dans chaque cas? Le cas échéant, comment les établir efficacement?
Quels sont les modèles coopératifs ? Comment ces modèles permettraient-ils de contrer les défis d'une masse critique limitée des CLOSM ?	Quels secteurs et quelles CLOSM seraient plus aptes à se développer selon le modèle coopératif ? Pourquoi ? Comment peuvent-elles se développer ainsi?

Question pour alimenter la discussion lors de l'atelier pré-Symposium et lors du Symposium 2011 :

Doit-on prioriser des recherches génériques (par exemple : les profils communautaires) ou des recherches spécifiques aux divers milieux (par exemple : la création de petites et moyennes entreprises francophones de valeur ajoutée dans l'industrie forestière dans le nord de l'Ontario)?

Thème 7 : L'alphabétisme et la formation postsecondaire et continue

a) Présentation

Le défi de l'alphabétisme et des compétences essentielles¹²⁶ apparaît dans plusieurs recherches en DÉC/RH dans les CLOSM. Ce défi découle en partie de l'absence d'écoles de langue française dans plusieurs CLOSM avant la jurisprudence afférente à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* de 1982. Ainsi, elle existe surtout chez les groupes d'âge les plus mûrs, explique en partie les plus faibles revenus et les plus forts taux de chômage chez la minorité. L'alphabétisme influe sur l'intégration des immigrants et la mobilité intra- et inter-provinciale des membres des CLOSM. Par ailleurs, dans une économie axée sur le savoir, l'alphabétisme – l'apprentissage, l'usage de l'écrit, les comportements à son endroit et les pratiques culturelles qui y sont associées – devient une condition essentielle au DÉC/RH et à l'épanouissement individuel et collectif des CLOSM. Or, les recherches indiquent que 56% de la population canadienne de langue maternelle française a du mal à comprendre ce qu'elle lit comparativement à 39% de la population de langue maternelle anglaise¹²⁷.

b) Recherches menées depuis 2006

Selon une recherche pour la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français menée à partir d'une analyse socio-économique des CLOSM, il faudrait « déterminer des secteurs d'emploi accessibles dans la communauté et pertinents pour les apprenants moins alphabétisés. »¹²⁸ Il faudrait déterminer des métiers et professions pertinents pour ces adultes et les CLOSM, des secteurs économiques spécifiques dans lesquels des métiers et professions peuvent être accessibles aux adultes peu alphabétisés, des secteurs où il est possible de développer des programmes d'insertion au travail qui permettent de combiner l'alphabétisation et des formations professionnelles ou techniques plus spécialisées. De plus, à partir des besoins communautaires, il faudrait déterminer les secteurs d'activités en expansion ayant des besoins spécifiques de main d'œuvre, tout en ciblant les emplois exigeant des compétences qu'on peut acquérir facilement. La recherche suggérait les secteurs de l'alimentation (par exemple : cuisinier), de la vente (par exemple : commis), de la construction et la fabrication (par exemple : soudeur), agricole (par exemple : technicien horticole), de la petite enfance (par exemple : aide-enseignante), de la santé (par exemple : préposé aux services de santé) et administratif/commercial (par exemple : commis de bureau).

La recherche évoquait également l'importance d'une analyse du contexte culturel. Elle affirmait que « les personnes peu alphabétisées ont de plus en plus de difficulté à suivre les mutations de la nouvelle économie où les nouveaux emplois exigent des niveaux d'alphabétisme de plus en plus élevé » et que les francophones minoritaires, « à cause de leur profil d'alphabétisme historiquement plus bas, partent doublement désavantagés dans cette nouvelle perspective économique. »¹²⁹ D'une part, historiquement, ils ont eu « moins accès aux écoles » ; d'autre part, ils doivent « vivre et communiquer dans un contexte où leur langue et leur culture sont peu présentes, sinon peu valorisées. »¹³⁰ Ainsi, malgré des progrès scolaires et économiques, il reste du rattrapage. Ces défis sont toutefois plus sérieux chez les plus âgés.

Une recherche sur les aspirations éducationnelles et professionnelles des jeunes francophones en milieu minoritaire a attiré notre attention¹³¹. Grâce à un sondage mené auprès de 2400 élèves franco-ontariens de 12^{ème} année, elle montre que la situation économique régionale a un impact considérable sur la confiance et la probabilité de pouvoir trouver du travail dans cette région et que cette confiance et cette probabilité déterminent en grande partie l'intention des jeunes de faire carrière dans sa région après leurs études postsecondaires. Elle propose aussi plusieurs conclusions intéressantes. La grande majorité des élèves ont l'intention de poursuivre des études postsecondaires. La plupart visent l'université, mais une bonne proportion vise les collèges. Les filles sont plus nombreuses que les garçons à aspirer à ces études. Ces élèves sont motivés surtout par des buts personnels, la carrière et le statut économique. À

peine la moitié des élèves préfèrent une formation postsecondaire en français ; selon les chercheurs, les élèves préfèrent des études en anglais car ils ont de plus faibles notes en français, vivent éloignés d'un établissement postsecondaire en français et ont peu de bourses pour des études en français. Enfin, près de la moitié des élèves sont très confiants de pouvoir trouver du travail dans leur région d'origine, mais à peine un tiers d'entre eux ont une forte intention de faire vie-carrière dans leur région, ce qui augure mal.

Enfin, quelques recherches ont porté sur la formation continue. Une étude a porté sur le maillage entre la main-d'œuvre, leurs aspirations de carrière et la formation collégiale dans les communautés acadiennes de la Nouvelle-Écosse¹³². D'autres ont déterminé les besoins actuels et futurs du marché du travail pour les régions de Chéticamp¹³³, l'Isle Madame¹³⁴, Argyle¹³⁵ et Clare¹³⁶, en Nouvelle-Écosse.

c) Prospectives selon les répondants

Peu de répondants ont suggéré des recherches sur l'alphabétisme. S'entendent-ils sur l'importance de l'alphabétisme et des compétences essentielles comme outil essentiel à l'épanouissement individuel, à la productivité des entreprises locales et au développement économique des CLOSM? On le souhaite. Les quelques personnes qui ont suggéré de telles recherches sont toutefois partagées quant aux questions de recherche à poursuivre. Certains pensent qu'il faudrait identifier les pratiques exemplaires qui vont permettre aux ouvriers en poste d'améliorer leur productivité et celle de leur entreprise, ce qui mènerait à des actions syndicales ou entrepreneuriales, mais d'autres souhaitent déterminer les causes de l'analphabétisme dans les CLOSM afin d'y apporter des solutions davantage sociétales.

d) Questions

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Quels sont les lacunes/besoins dans chacune des CLOSM vis-à-vis les compétences essentielles? ¹³⁷ Y a-t-il des lacunes/besoins propres aux CLOSM ou sont-ils partagés par les communautés majoritaires? Les défis disparaissent-ils avec le temps (avec l'âge)?	Quelles sont les pratiques exemplaires permettant l'acquisition de compétences essentielles en milieu minoritaire? Comment les CLOSM peuvent-elles assurer l'acquisition de ces compétences essentielles?
Quelle est l'importance de l'alphabétisme et des compétences essentielles dans les secteurs d'activités? Quelle serait la valeur ajoutée de l'alphabétisme et de ces compétences essentielles aux entreprises existantes?	Comment les individus, entreprises et organismes de la communauté et les institutions gouvernementales peuvent-elles collaborer pour améliorer la formation continue dans les CLOSM? Quelles sont les pratiques exemplaires nationales et internationales à ce sujet?
Quels sont les besoins actuels et futurs du marché du travail dans les CLOSM en fonction des niches existantes et visées et du capital humain présent?	Quels secteurs d'emploi accessibles dans chacune des CLOSM sont les plus appropriés pour les apprenants moins alphabétisés ?

Questions pour alimenter la discussion lors de l'atelier pré-Symposium et lors du Symposium 2011 :

Quelle importance doit-on accorder à l'amélioration des niveaux d'alphabétisme au sein d'une stratégie de DÉC/RH dans les CLOSM?

Doit-on cibler l'élimination de l'analphabétisme ou l'augmentation des taux d'alphabétisme et des autres compétences essentielles en général?

En quoi ces réponses influent-elles les priorités de recherche dans le futur?

Thème 8 : La complétude institutionnelle minoritaire en développement économique

a) Présentation

Le rôle des institutions minoritaires en matière économique découle d'un des objectifs élaborés par la Commission royale : permettre aux deux sociétés linguistiques l'autodétermination économique. Selon cet objectif, les CLOSM doivent disposer d'institutions en matière économique. On compte une panoplie d'institutions minoritaires à travers le pays, notamment des caisses populaires, des coopératives et des chambres de commerce.¹³⁸ Dans plusieurs régions, la CLOSM représente la majorité de la population, ce qui lui donne accès aux leviers décisionnels et aux ressources humaines et financières d'agences de développement économique régionales. Les RDÉE et les CEDEC ont complété le tableau.

b) Recherches menées depuis 2006

Les recherches ont surtout porté sur la valeur ajoutée des institutions économiques minoritaire.¹³⁹ Le bilan est plutôt positif, mais on a identifié plusieurs défis importants. Ces défis ne portent pas directement sur la complétude institutionnelle comme fruits d'analyse sociologiques ou politiques, mais ils influent les interventions sur le terrain – celles des organismes et celles des gouvernements.

Plusieurs recherches ont porté sur RDÉE-Canada et ses partenaires provinciaux/territoriaux. Un auteur l'a étudié selon le « rôle du capital social dans la prise en charge communautaire de deux programmes de soutien gouvernemental à l'égard des communautés francophones en situation minoritaire ». ¹⁴⁰ Selon lui, il s'agit d'une question de « nationalisme économique », paraphrasant ainsi l'objectif formulé en 1981 par la Fédération des francophones hors-Québec (FCFA) : la « réappropriation de notre développement collectif » ¹⁴¹. En fonction de ce cadre d'analyse, il postule que la minorité sait mieux que quiconque la réponse à la question de base : « Comment est-il possible de faire des affaires dans une économie à majorité anglophone tout en conservant la langue et la culture francophone? » ¹⁴² Ainsi, « le DÉC suppose donc une prise en charge démocratique par la communauté de son propre développement. » ¹⁴³

L'auteur pose quelques questions probantes sur le rôle du RDÉE. Entre autres, si « les acteurs socio-économiques engagés dans l'initiative du RDÉE misent sur la 'valeur ajoutée' des CFMS en voulant montrer qu'il est 'rentable' d'investir dans le développement économique des CFMS. [...] si l'économie des CFMS souffre d'un retard ou d'une inégalité, il peut être difficile de démontrer sa rentabilité. » ¹⁴⁴

D'autres chercheurs remettent en question les principes soutenant le RDÉE¹⁴⁵ (et, par extension, le CEDEC). D'abord, le RDÉE semble davantage préoccupé par sa fonction politique (l'unité canadienne) que sa fonction économique (enrayer les disparités économiques des CLOSM)¹⁴⁶. Les auteurs doutent que le RDÉE comprenne les besoins et les réalités des CLOSM qu'il dessert. Ensuite, il n'existe aucune raison empirique qui justifie le choix des quatre secteurs prioritaires – le tourisme, le développement rural, l'économie du savoir et la jeunesse – ou qui justifie pourquoi ces quatre secteurs sont prioritaires dans toutes les CLOSM. Aussi ne voient-ils pas comment ces secteurs vont contribuer à la compétitivité et l'essor économique des CLOSM. Enfin, puisque les quatre secteurs sont peu complémentaires, ils ne peuvent pas facilement bénéficier des économies d'échelle, d'agglomération et de proximité. Selon eux, « [RDÉE] Policies have followed a 'one-size-fits-all' approach to public intervention. A more targeted approach based on a rigorous analysis of regional dynamics and economic and entrepreneurial processes specific to each Francophone minority community would have been appropriate. » Selon eux, les RDÉE ont ajouté un niveau de bureaucratie qui dédouble les efforts des autres intervenants.

Une recherche antérieure avait conclu que ces dédoublements étaient mineurs et que les RDÉE étaient un intermédiaire nécessaire. Malgré une certaine confusion des rôles au début, les RDÉE du Canada

atlantique s'étaient taillé une place stratégique pour compléter et amplifier la contribution de l'APÉCA auprès des communautés acadiennes et francophones¹⁴⁷. Selon une autre recherche, les RDÉE jouent un rôle important dans la planification économique des communautés francophones de l'Ouest canadien et dans la mise en œuvre de projets communautaires¹⁴⁸. Le rôle et l'impact des RDÉE restent à cerner.

Une autre problématique suggérée porte sur le rôle des coopératives dans le DÉC/RH dans les CLOSM. Le Secrétariat aux affaires rurales et aux coopératives de Agriculture et agroalimentaire Canada, en collaboration avec la Canadian Co-Operative Association et le Conseil canadien de la coopération et de la mutualité, a élaboré un programme de recherche sur les coopératives dans le but de déterminer les priorités de recherche, d'étudier les écarts actuels de connaissances et de rassembler les intervenants anglophones et francophones intéressés à ce sujet¹⁴⁹. Grâce à un sondage pancanadien, 70 chercheurs et représentants du secteur furent invités à énumérer les études récentes et importantes portant sur les coopératives et à identifier les principales priorités des futures études à ce sujet. Les 130 recherches menées entre 2004 et 2009 portaient sur six thèmes : gouvernance et gestion, économie sociale, modèle de coopérative, développement coopératif, types de coopératives précises et économie. Ces thèmes sont semblables à ceux identifiés en 2004¹⁵⁰. Au sein de ces thèmes on trouve des recherches qui sont pertinentes pour un programme de recherche en DÉC/RH dans les CLOSM. On veut établir les bases théoriques du mouvement coopératif, notamment son rôle dans l'économie sociale et comme projet de société en milieu minoritaire. On propose d'évaluer l'incidence des coopératives ainsi que leur force « en temps de crise économique ». On souhaite aussi mesurer l'apport des coopératives dans le DÉC.

Le rapport de recherche fait aussi part de plusieurs défis actuels en recherche sur les coopératives, tels la fragmentation de la recherche, le manque de financement et l'accès aux données et l'écart entre les recherches menées par les francophones et les anglophones et entre la communauté et les universités. Il suggère de « mesurer les effets positifs des coopératives sur les collectivités » – ce qui, selon nous, risque de biaiser la recherche – et d'assurer la diffusion et l'accessibilité des données recueillies.

c) Prospectives selon les répondants

Plusieurs répondants ont soulevé la question de l'impact des RDÉE et du CEDEC, le choix des secteurs prioritaires, la sagesse d'avoir les mêmes priorités dans l'ensemble des provinces/territoires, les limites du Fonds d'appui et, dans certaines provinces, le dédoublement potentiel entre le RDÉE et l'organisme de développement économique antérieur. Personne ne suggère d'éliminer les RDÉE, mais on veut savoir comment les CLOSM peuvent gérer leur DÉC/RH et comment les institutions gouvernementales peuvent y contribuer.

Plusieurs veulent également savoir si les politiques gouvernementales comblent les besoins des CLOSM et si les plans de développement respectifs sont intégrés¹⁵¹. Par exemple, le recrutement d'immigrants dans les CLOSM¹⁵² est-il compatible aux efforts des institutions fédérales et provinciales? Aussi faudrait-il prendre avantage des diverses évaluations menées sur le fonds d'habilitation, les RDÉE et les comités nationaux¹⁵³ mais les dépasser pour mener une évaluation systématique, y compris une étude d'impact des institutions gouvernementales et communautaires dans les CLOSM selon les modèles connus¹⁵⁴ et en fonction des études antérieures sur la gouvernance¹⁵⁵.

Enfin, quelques répondants ont suggéré de répertorier les diverses institutions économiques dans les CLOSM et déterminer lesquelles sont efficaces et pourquoi. On suggère aussi d'évaluer la formation des bénévoles qui dirigent les institutions minoritaires.

d) Questions

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Quels sont les secteurs d'intervention les mieux en mesure de contribuer au développement économique des CLOSM? Est-ce bien le tourisme, les jeunes, l'économie du savoir et le développement rural? Est-ce la priorité dans toutes les CLOSM? Pourquoi? Quels sont les indicateurs de rendement?	Ces secteurs fournissent-ils plus d'emplois que les autres? Le plus d'emplois à temps plein? Le revenu le plus élevé? Génèrent-ils davantage de profit? Sont-ils mieux en mesure de contribuer à la vitalité linguistique des CLOSM?
Quelles institutions gouvernementales et communautaires sont les mieux en mesure d'assurer le développement économique et la vitalité des CLOSM? Les RDÉE et le CEDEC représentent-ils le seul modèle ou existe-t-il d'autres modèles ailleurs (par exemple : Udaras na Gaeltacht, agence de développement économique irlandaise vouée au développement des régions irlandophones) qui seraient pertinents dans les CLOSM?	Quelles institutions économiques opèrent-elles dans les CLOSM? Lesquelles sont efficaces et pourquoi? Quel est l'impact des RDÉE et du CEDEC, du choix des secteurs prioritaires, de la sagesse d'avoir les mêmes priorités dans l'ensemble des provinces/territoires, des limites du Fonds d'appui et, dans certaines provinces, du possible dédoublement entre le RDÉE et les autres organisme de développement économique? Quels sont les besoins de formation des bénévoles qui dirigent les institutions minoritaires? Comment comble-t-on ces besoins?
Les CLOSM ont-elles des besoins qui ne sont pas comblés par les programmes gouvernementaux? Le cas échéant, lesquels? Par exemple, l'accès au capital est-il limité dans les CLOSM? Pourquoi existent-ils? Comment peut-on éliminer ces lacunes?	Les plans de développement respectifs sont-ils intégrés ¹⁵⁶ Par exemple, le recrutement d'immigrants dans les CLOSM ¹⁵⁷ est-il compatible aux efforts des institutions fédérales et provinciales?

Questions pour alimenter la discussion lors de l'atelier pré-Symposium et lors du Symposium 2011 :

***Les CLOSM ont-elles besoin d'institutions propres pour assurer leur DÉC/RH?
Le cas échéant, lesquelles?***

Comment assurer que les institutions des CLOSM et des gouvernements collaborent efficacement ?

En quoi ces réponses influent-elles les priorités de recherche dans le futur?

Thème 9 : Les mesures positives en développement économique et des ressources humaines

a) Présentation

En novembre 2005, le Parlement du Canada modifiait la Loi sur les langues officielles afin d'obliger les institutions fédérales de prendre des mesures positives en faveur des CLOSM et de les consulter dans leur prise de décision en ce qui concerne les politiques et les programmes qui auraient une incidence sur ces CLOSM. Le DÉC/RH dans les CLOSM est un des secteurs visés. Quelles « mesures positives » les institutions à vocation économique ont-elles prises et peuvent-elles prendre en faveur des CLOSM?

b) Recherches menées depuis 2006

Les six agences de développement régional¹⁵⁸ et Industrie Canada, par l'entremise de six programmes avec des incidences identifiables sur les CLOSM¹⁵⁹, ont dépensé entre 2006-2007 et 2009-2010, environ 400 millions de dollars dans les CLOSM – des sommes « dans l'ensemble proportionnelles au poids démographique de ces communautés »¹⁶⁰. Le consultant ne dit pas si un investissement proportionnel s'avère une mesure positive ou non. Il ajoute que certaines CLOSM ont reçu une part inférieure à leur poids démographique des investissements de certaines agences et de certains programmes. Les investissements dans les communautés francophones ont fléchi en 2007-2008 et 2008-2009 avant de rattraper leur poids démographique en 2009-2010 alors que les montants investis dans les communautés anglophones du Québec sont demeurés stables de 2006-2007 à 2009-2010. Par ailleurs, il n'est « pas possible de repérer l'ensemble des subventions et contributions versées à des groupes » des CLOSM ou « à des régions où vivent des communautés pour chacun des programmes et des agences », car « les bases de données administratives sont rarement construites pour permettre d'identifier les bénéficiaires sur la base de l'appartenance à la communauté linguistique. »¹⁶¹ Cette analyse est donc limitée.

Une recherche menée à partir d'une analyse documentaire, d'entrevues et d'études de cas, affirme que « la localisation des ressources matérielles et humaines des institutions fédérales peut constituer une mesure positive au bénéfice des communautés minoritaires. »¹⁶² Ainsi, « la distribution spatiale des effectifs gouvernementaux est une mesure positive qui permet de contribuer au développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire ainsi que d'améliorer la prestation de services bilingues et les possibilités pour les fonctionnaires de travailler dans leur langue officielle. »¹⁶³

La valeur économique d'un emploi fédéral en région rurale et éloignée est supérieure à celle d'un tel emploi dans la capitale nationale¹⁶⁴. De façon générale, les emplois fédéraux sont très convoités en région périphérique car ils sont vus comme des postes à la fois stables et bien rémunérés. Les emplois créés donnent lieu à des emplois indirects, un apport au bénévolat local, une croissance des effectifs scolaires, une valorisation du marché immobilier, une augmentation de l'assiette fiscale municipale et une fierté locale. La venue d'emplois bilingues peut également contribuer à la vitalité de la communauté minoritaire locale. Elle permet également d'améliorer le service bilingue dans les CLOSM d'accueil.

La localisation peut toutefois agir de couteau à double tranchant pour les CLOSM. Elle comporte « des gains pour la nouvelle communauté d'accueil et des pertes pour l'ancienne. » Ce fut le cas quand un bureau de Pêches et Océans fut déplacé de Shippagan à Shédiac, au Nouveau-Brunswick. Ainsi, la localisation doit-elle « favoriser les CLOSM les plus vulnérables ou les mieux nantis »?¹⁶⁵ Idéalement, on viserait de nouveaux locaux, mais les gouvernements ne croissent pas trop depuis une génération.

L'étude suggère une recherche détaillée afin de déterminer d'une part les services fédéraux pouvant se prêter à la délocalisation et d'autre part les CLOSM qui peuvent accueillir ces services. Dans le premier cas, elle suggère les institutions fédérales assez autonomes ou engagées dans un domaine spécialisé

pour éviter de nuire aux interactions avec les ministères ou les organismes partenaires présents dans la capitale, qui ont peu d'interaction continue avec le quartier général ou élaborent rarement des politiques publiques et qui ont des employés dont les caractéristiques démographiques et professionnelles sont les plus appropriées aux besoins. Dans le second cas, elle suggère de favoriser les CLOSM qui gagneraient davantage d'une (re)localisation sur le plan économique et profiteraient davantage des synergies créées avec le tissu économique local, qui disposent d'une main-d'œuvre et de locaux adéquats, qui imposent peu de contraintes importantes en matière de transport avec la capitale et qui possèdent des attraits pour les fonctionnaires délocalisés (par exemple : une école dans la langue minoritaire).

c) Prospectives selon les répondants

Quelques répondants ont soulevé la question des mesures positives et la plupart voient d'un bon œil les efforts entrepris depuis 2005, mais peu d'intervenants ont posé la question de base : Les mesures positives des institutions fédérales œuvrant en économie comblent-elles les besoins des CLOSM? Ils ont toutefois soulevé plusieurs questions spécifiques, que nous reproduisons dans le prochain tableau.

d) Questions

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Quel a été l'impact économique des politiques et des programmes fédéraux depuis 1969 ? Quel a été l'impact économique des mesures positives prises depuis novembre 2005 ?	Le Fonds d'habilitation de RHDC, le « filtre » ¹⁶⁶ développé par Industrie Canada et le Guide du Conseil du trésor ¹⁶⁷ sont-elles les mesures positives les plus efficaces ? Quelles sont les pratiques exemplaires ?
Quels sont les coûts d'opportunité des interventions fédérales ? Sans ces interventions (par exemple : le Fonds d'habilitation de DRHCC, Franccommunautés virtuelles de Industrie Canada), les CLOSM auraient-elles eu un développement inférieur ou supérieur ? Comment ? Pourquoi ?	Quelles évaluations a-t-on mené sur les efforts internationaux en matière de DÉC/RH dans les CLOSM ? Quelles sont les différences et les ressemblances avec les évaluations canadiennes ? Quelles leçons peut-on en tirer ?
Le gouvernement fédéral devrait-il lancer une initiative de localisation des bureaux et des emplois fédéraux dans les CLOSM ?	Quelles institutions se prêteraient le mieux à une délocalisation ? Quelles CLOSM se prêteraient le mieux à l'accueil d'une délocalisation ?

Questions pour alimenter la discussion lors de l'atelier pré-Symposium et lors du Symposium 2011 :

Comment les CLOSM et les institutions fédérales peuvent-elles déterminer les mesures positives les plus efficaces en ce qui concerne le DÉC/RH et la vitalité sociolinguistique des CLOSM ?

En quoi cette réponse influe-t-elle les priorités de recherche dans le futur?

Thème 10 : La structuration de la recherche

a) Présentation

Comment faciliter la recherche en DÉC/RH dans les CLOSM? Même si on simplifiait la tâche en clarifiant les concepts et en élaborant un programme de recherches fondamentales et appliquées, la recherche ne se mène pas toute seule. On l'a vu, la recherche fait partie de l'économie du savoir. Il doit donc y avoir des incitatifs financiers pour motiver les chercheurs. Cela peut prendre la forme de bourses, contrats, subventions ou chaires de recherche. Or, l'argent ne suffit pas. En fait, plusieurs chercheurs refuseront de mener des recherches sur les CLOSM même si on leur offre des fonds. Tout comme dans les autres secteurs de l'économie du savoir, les chercheurs performeront mieux s'ils ont une motivation intrinsèque. Néanmoins, les fonds sont toujours un incitatif important.

a) Recherches menées depuis 2006

Une enquête menée depuis 2006¹⁶⁸ identifie les défis et offre plusieurs pistes de solution. Trois raisons expliquent pourquoi les chercheurs ne mènent pas de recherche sur les CLOSM : 55% affirment que la thématique ne fait pas partie de leur domaine de recherche ; 21% disent ne pas avoir d'expérience dans ce domaine ; 9% affirment manquer d'intérêt. Deux conditions principales pourraient les motiver à s'y intéresser : plus de fonds et d'opportunités de financement et une valorisation et la reconnaissance de la recherche sur les CLOSM. Les auteurs de l'enquête proposent plusieurs pistes, entre autres :

- créer et coordonner un réseau de chercheurs et d'équipes de recherche
- mettre en place des moyens de diffusion de la recherche
- s'entendre sur les secteurs pertinents et stratégiques en fonction de la vitalité des CLOSM
- favoriser la coopération entre les acteurs de la recherche sur les CLOSM
- développer des synergies et structurer et coordonner les efforts de recherche et de diffusion dans les milieux académiques, gouvernementaux et communautaires
- mieux équilibrer la recherche fondamentale et la recherche appliquée
- optimiser l'apport de Statistique Canada dans la cueillette, l'analyse et la diffusion des données
- favoriser les études comparatives internationales et interprovinciales, en incluant le Québec
- stimuler ou renforcer le développement de partenariats avec les instituts qui s'y intéressent
- échanger les résultats de recherche sur les CLOSM entre le Canada et l'extérieur
- créer des programmes de financement stables consacrés aux CLOSM au sein des conseils de recherche
- augmenter le financement des grandes enquêtes de Statistique Canada en vue d'établir un échantillonnage représentatif des CLOSM
- s'assurer que le plan d'action et les programmes sur les langues officielles intègrent la recherche de manière plus systématique

Le rapport initial du Commissariat aux langues officielles sur la vitalité des CLOSM offre également une perspective pertinente. Elle proposait les éléments suivants (nous les avons légèrement adapté à nos fins) au sein d'une matrice portant sur la vitalité linguistique des CLOSM¹⁶⁹ :

- Établir un bilan et un plan de recherche stratégique sur le développement économique dans les CLOSM;
- Élaborer des projets de recherche d'envergure et de recherches-actions sur le DÉC/RH de type ARUC;
- Évaluer le rendement des initiatives en DÉC/RH dans les CLOSM;
- Mener à terme et répéter régulièrement la collecte à large échelle de données relatives aux minorités de langues officielles dans le domaine économique et en assurer la diffusion;
- Renforcer les capacités de recherche et d'analyse des données économiques au sein des institutions fédérales, provinciales et communautaires;
- Établir une Chaire de recherche sur le développement économique dans les communautés minoritaires;
- Assurer l'accès aux connaissances sur un site web et le transfert de celles-ci par des mécanismes de communication publique populaire;

- Établir des mécanismes de planification, de coordination et de gouvernance partagée (chercheurs, CLOSM, gouvernements) de la recherche en DÉC/RH dans les CLOSM;
- Assurer que les politiques gouvernementales tiennent compte de la connaissance sur la vitalité des CLOSM et la contribution que lui apportent le développement économique et des ressources humaines;
- Assurer un financement adéquat et équitable des besoins de recherche des CLOSM, par l'entremise des grands conseils de recherche, des chaires de recherche et de la Feuille de route

b) Prospectives selon les répondants

Ce thème est parmi les plus populaires auprès des répondants. Pourtant, peu de répondants étaient des chercheurs. L'élaboration commune des projets de recherche, le partage des données et le transfert des connaissances en interventions probantes est donc une priorité. La plupart des répondants affirme qu'on a vu beaucoup de recherches sur le DÉC/RH dans les CLOSM, mais ils ajoutent qu'il reste beaucoup de choses à connaître, qu'il ne semble pas y avoir de priorisation de la recherche et que trop de recherches sont menées en silos, ce qui mène à des dédoublements et de la confusion sur le terrain lorsque des recherches semblables motivent des interventions particulières. Certains ajoutent qu'il manque un milieu pour faire le pont entre les recherches universitaires et les travaux « pratico-pratiques » des consultants. Des recherches-actions semble un moyen efficace à cette fin. Selon eux, les deux types de recherche sont utiles, mais on manque d'occasions ou de capacité pour marier les deux types de connaissance. Et les CLOSM en sont les « enfants pauvres » car elles ont une capacité de recherche et d'analyse limitée.

Les répondants ont identifié des défis. On manque de fonds en période de compressions budgétaires. On travaille en silo. On a mené des études de cas qui ont produit des anecdotes davantage qu'un portrait cohérent et détaillé. On ne réussit pas à transmettre les données et les utiliser aux fins de politiques plus efficaces. Les données ne sont pas toujours vulgarisées et accessibles au moment opportun. Presque tous les répondants ont souhaité un programme à long terme de recherches communes et probantes.

c) Questions

Recherches fondamentales	Recherches appliquées
Quels facteurs empêchent ou facilitent le transfert des connaissances entre les milieux universitaires, communautaires et gouvernementaux? Ces facteurs sont-ils les mêmes dans les CLOSM ?	Comment peut-on optimiser l'apport de Statistique Canada dans la cueillette, l'analyse et la diffusion des données? Est-ce par un fonds particulier ou des fonds ministériels dédiés? Doit-on établir un centre de recherche des données dédié aux sujets des CLOSM ?
Quels modèles permettent de structurer la recherche en DÉC/RH? Le secteur de la santé, avec ses recherches probantes ¹⁷⁰ , offre-t-il un bon exemple?	Quels incitatifs financiers seront les plus efficaces? Quels autres incitatifs sont requis? Doit-on établir un fonds chez les grands conseils de recherche et/ou une chaire de recherche en développement économique et des ressources humaines dans les CLOSM?
Quelles communautés minoritaires internationales sont pertinentes aux fins de comparaison (par exemple, le Gaeltacht en Irlande ou la minorité allemande à Bolzano) ou relativement semblables? ¹⁷¹ Pourquoi sont-elles plus pertinentes?	Comment peut-on favoriser les études comparatives interprovinciales et internationales? Doit-on encourager la collaboration entre instituts de recherche ou entre chercheurs? Est-ce par l'entremise de recherches appliquées et des recherches-actions? Est-ce par l'entremise d'un programme conjoint de recherche?

Question pour alimenter la discussion lors de l'atelier pré-Symposium et lors du Symposium 2011 :

Comment peut-on mieux intégrer et partager les recherches fondamentales et appliquées menées sur le DÉC/RH par les divers partenaires communautaires, gouvernementaux et universitaires?

Résultats de l'atelier

L'atelier du 30 août a réuni 63 participants de la communauté, du gouvernement fédéral et du milieu universitaire. Pendant quatre heures, ils ont abordé les questions posées dans ce document. Suite à des présentations initiales, ils se sont regroupés en dix tables. Chaque table a abordé une question en profondeur pendant 45 minutes et, après une pause, une seconde question pendant 45 minutes. Ils ont finalement énoncé les défis prioritaires et des solutions potentielles aux fins du Symposium.

Thème 1) Les différences socioéconomiques entre minoritaires et majoritaires

On note que les besoins sont différents entre les CLOSM de l'ouest, du centre, du nord et de l'est. Il faut donc cerner les besoins particuliers et les réalités spécifiques à chaque CLOSM, sans pour autant faire fi des réalités communes, le cas échéant. Selon certains, la recherche devrait prioriser les secteurs, les CLOSM et les gens d'affaires les plus prometteurs selon le dicton : Quand la marée monte, les bateaux montent. Il faudrait donc cerner les niches les plus sûres. On devrait inciter les jeunes retraités (par ex : les militaires, enseignants, fonctionnaires) qui sont bien éduqués et ont un vécu intéressant, à devenir entrepreneurs. Selon d'autres, par contre, il ne faudrait pas laisser tomber les clientèles vulnérables. La recherche devra donc faire la part des choses et tenir compte des réalités diverses des CLOSM. Il faut mener des recherches holistiques qui tiennent compte des différents enjeux et caractéristiques. Encore faut-il que les CLOSM aient accès aux données pour pouvoir mener les recherches détaillées requises.

Par ailleurs, peu de recherches ont porté sur l'écart socioéconomique entre femmes et hommes, mais il s'agit d'une problématique intéressante; il faudrait vérifier si l'écart socioéconomique actuel (plutôt qu'historique) existe toujours et, le cas échéant, en déterminer les causes et les solutions potentielles. On note également la différence entre les plus vieilles générations et la jeunesse en ce qui concerne leur rapport au travail, ainsi que les défis des entreprises en ce qui concerne la pénurie et le recrutement des travailleurs. Une recherche pouvant harmoniser les deux défis serait de mise.

Thème 2) La vitalité des CLOSM

On doit définir le concept de « communauté ». Se servir seulement de sa composante géographique favorise le secteur rural ; il faut donner plus d'attention à la communauté d'intérêt. On doit également définir « vitalité ». Selon le consensus, la vitalité dans le contexte des CLOSM équivaut à la capacité de vivre en français (ou en anglais au Québec) et la complétude institutionnelle. Il faudra s'entendre sur le rôle de l'économie sociale : certains participants remettent en doute sa pertinence pour le développement économique alors que d'autres croient qu'elle est pertinente parce que le PIB, la maximisation de la production et des ristournes ne sont pas plus importants que l'empreinte écologique, le progrès social, le bonheur individuel, la continuité linguistique, etc. Selon eux, le développement économique se produit parfois suite à une crise et la prise en main de la communauté. De plus, il y a autre chose en économie que le gain financier ou matériel ; il faudrait trouver une spiritualité qui nous lie au prochain. Ces derniers ajoutent que les aspects qualitatifs sont essentiels parce que les expériences vécues dans chaque CLOSM permettent aux membres de définir la « vitalité » selon leurs circonstances particulières. La recherche devrait donc trouver des façons d'améliorer la vitalité selon les circonstances particulières. Il faudra également cerner le rôle du secteur coopératif, par ex., pour assurer la succession d'entreprises.

Il ne faut pas oublier le développement des ressources humaines. L'éducation a permis de diminuer les écarts économiques depuis les années 1960 et est un déterminant clé du développement économique. Au-delà de l'éducation, il faut inclure l'alphabétisme, la littératie familiale, etc. Il faut également déterminer les carences sur le plan des compétences disponibles et en manque dans les CLOSM (par exemple : le manque d'enseignants, la pénurie de gardiens d'enfants qualifiés, etc.).

Thème 3) La conceptualisation de la recherche

Le développement économique est lié à la vitalité des CLOSM. Toutefois, l'urgence d'agir n'a pas été démontrée. Il serait mieux de conceptualiser le DÉC/RH au sein d'une approche de développement durable. Il faudrait aussi bien distinguer entre l'économie créative et l'économie du savoir, même si les deux sont liées. Est-ce que l'une génère plus de richesse que l'autre?

La recherche sur le DÉC/RH doit être inclusive et appuyée d'une stratégie de communication adéquate. Elle doit être intégrée à l'ensemble économique canadien parce que l'économie n'a pas de langue. Il faut néanmoins bien définir l'économie minoritaire pour améliorer les interventions. À ce sujet, il serait bon de mener des recherches sur des variables subjectives, tel le sentiment d'appartenance des entrepreneurs. Il serait aussi sage de recenser les recherches internationales sur le lien langue-économie, les avantages économiques du bilinguisme et des pays bilingues et le potentiel économique de la Francophonie.

On ne peut donner carte blanche aux chercheurs et intervenants communautaires et gouvernementaux car on créerait de la confusion et il serait difficile de coordonner les projets. Il faut établir une stratégie de recherche commune sur le plan national, par exemple l'utilisation, la transformation et le gaspillage des ressources naturelles. La recherche doit permettre d'identifier des dossiers prioritaires et des niches pour chaque CLOSM, tout en mettant les résultats de la recherche dans le contexte canadien et global. Il faut avoir une stratégie tripartite élaborée et mise en œuvre par des représentants compétents des milieux communautaires, universitaires et gouvernementaux, tout en assurant l'autonomie des chercheurs. Il faut dresser une liste de projets de recherche potentiels des trois points de vue puis choisir les priorités selon les buts communs. Les chercheurs pourront donc mener les recherches qu'ils veulent, mais ils n'auront pas accès aux fonds publics si leur projet ne se trouve pas sur la liste de priorités. On suggère aussi une conférence annuelle sur la recherche afin d'identifier les recherches prioritaires pour l'année. On a besoin des recherches fondamentales, mais pas pour des fins académiques; elles doivent avoir une utilité aux yeux des intervenants gouvernementaux et communautaires.

Thème 4) L'économie du savoir

On comprend difficilement comment impliquer les organismes bénévoles dans le développement d'une économie du savoir dans les CLOSM. Cela se conçoit plus facilement lorsqu'on parle des universités et des écoles de métier. Or, peu de ces institutions n'existent dans les CLOSM rurales et isolées. On croit néanmoins qu'il importe d'encourager des échanges entre les membres de la CLOSM à ce sujet, car il faut démocratiser l'accès et l'utilisation du savoir dans les CLOSM. Les municipalités ont un rôle à jouer. Enfin, on devrait mettre l'accent sur le développement et la transmission des connaissances.

Il faut prioriser l'intégration de l'économie du savoir dans les opérations quotidiennes des entreprises. Or, cela s'avèrera difficile si la population n'a pas les compétences nécessaires. Il faut donc mesurer les écarts entre les compétences nécessaires pour obtenir les emplois et les compétences de la population. Il faudra ensuite cibler les formations nécessaires pour répondre aux besoins et aux lacunes. Dans ce cas, le milieu scolaire et les institutions postsecondaires peuvent jouer un rôle essentiel. Le système scolaire peut aussi adapter sa programmation aux réalités économiques de la CLOSM. Les écoles peuvent également collaborer avec les entreprises pour offrir des stages aux élèves. On devrait recenser les pratiques exemplaires afférentes puis les appliquer, avec ou sans modification, dans les CLOSM.

Or, les RDÉE de l'Atlantique ont déjà amorcé un projet en économie du savoir, appuyé d'un panel de chercheurs et d'intervenants, et les résultats sont encourageants. Il importe de mener des projets et des stratégies plutôt que de ne rien faire, mais il faut aussi évaluer les résultats et partager l'apprentissage.

Le défi consiste à répertorier les entreprises minoritaires; l'identification est problématique. Il faut aussi reconnaître que l'économie du savoir est partout et que chaque CLOSM a une réalité particulière.

Thème 5) La mobilité (immigration et migration)

Les défis de l'immigration sont aussi des opportunités. Or, ces défis ne sont pas particuliers aux CLOSM. Les plus importants défis se trouvent dans les communautés isolées et éloignées : la migration urbaine est forte et il y a peu d'immigration. L'immigration est moins bienvenue là où le chômage est élevé. Comment attirer les immigrants dans les CLOSM ? Comment reconnaître leurs diplômes ? Les CLOSM ont-elles les infrastructures d'accueil et d'intégration nécessaire ? Il faudrait également étudier la migration interprovinciale saisonnière (par ex : exploration pétrolière en Alberta, pêche estivale en Atlantique).

La mobilité des jeunes inquiète. Le défi est plus sérieux dans les CLOSM qui n'ont pas d'université ou de collège pour les attirer et les retenir. Quelles sont les solutions ? Trouver des stages pour les élèves et les étudiants en été dans nos entreprises ? Faire la promotion de carrières bilingues auprès des élèves au secondaire ? Comment distinguer les besoins des CLOSM de ceux des communautés majoritaires avoisinantes également aux prises avec l'urbanisation des jeunes ? Selon plusieurs, les phénomènes sont assez bien documentés ; la recherche doit cibler les pistes de solution et les pratiques exemplaires.

Thème 6) Le développement des ressources naturelles et des régions rurales

Les participants affirment que les besoins ruraux et urbains diffèrent. Il faut donc nourrir des approches et des solutions particulières. Toutefois, la recherche est nécessaire pour valider ces conclusions. Il faut aussi harmoniser les recherches génériques (par exemple : les profils socioéconomiques) et spécifiques, car plusieurs enjeux sont semblables. On se plaint de la pénurie de recherches sur les entreprises minoritaires, de l'accès limité ou dispendieux aux données, notamment dans les industries forestières en période d'instabilité et de fluctuations et du manque d'attention accordé à l'agriculture. On affirme qu'il vaut mieux développer les entreprises existantes que d'essayer d'en créer de nouvelles. On se plaint aussi du manque de connaissances et des doublons (en isolement) en recherche. On préconise l'implication de la communauté dans la recherche, y compris dans l'interprétation des résultats.

Certains ajoutent que les ressources naturelles offrent des richesses importantes (par ex : le pétrole en Alberta), mais qu'une crise dans un secteur peut avoir des conséquences économiques dévastatrices.

Thème 7) L'alphabétisme et la formation postsecondaire et continue

On ne peut obtenir une économie du savoir prospère sans population pleinement alphabétisée. On note toutefois que les plus sérieux défis par rapport à l'analphabétisme se trouvent dans les CLOSM vivant d'une économie en décroissance davantage que dans les CLOSM urbaines et prospères. L'alphabétisme est la base, mais il ne faut pas l'isoler; il faut plutôt l'aborder comme une des compétences essentielles. Les travailleurs doivent avoir toutes les compétences essentielles, mais il faut assurer qu'ils soient alphabétisés dans leur langue (et dans l'autre langue officielle).

Il faut prioriser la recherche sur les moyens permettant de maintenir les jeunes dans leur région et de les faire revenir. Ainsi, il faut créer des entreprises coopératives locales afin de créer des emplois pour les jeunes. Les coopératives sont des institutions économiques issues de la communauté et sous son égide qui sont vouées à son développement. Elles sont un outil de socialisation et des lieux privilégiés de formation, y compris l'alphabétisme, comme l'a fait les cercles d'étude du Mouvement Antigonish.

Thème 8) La complétude institutionnelle minoritaire en développement économique

Il faudrait définir quelles institutions sont nécessaires. A-t-on besoin d'instituts de recherche propres? La réponse dépendra des circonstances que la recherche pourrait élucider. Il faut être ouvert à la possibilité d'institutions conjointes avec la majorité, tout en assurant que le résultat final favorisera la vitalité des CLOSM, ainsi que le recours aux institutions de la majorité, tout en assurant qu'elles peuvent rencontrer les besoins particuliers des CLOSM. Il faudrait aussi être ouvert à des projets conjoints de recherche ou d'interventions car plusieurs données et interventions peuvent servir aux deux groupes.

La recherche devrait cerner et décrire les aspects particuliers aux CLOSM et expliquer leur relation aux recherches et aux tendances économiques nationales et internationales. Par exemple, quel est l'impact d'une crise économique dans une CLOSM dépendante d'un secteur particulier? Ou encore : quel est l'impact de l'érosion institutionnelle sur la vitalité d'une CLOSM?

Les RDÉE et les CEDECs sont utiles, notamment comme outil de liaison avec les ministères fédéraux. Ils collaborent aussi avec les ONG majoritaires, les ministères provinciaux et les municipalités. Ils donnent une structure permanente et une voix aux CLOSM en matière économique. Ils sont de bons facilitateurs.

Thème 9) Les mesures positives en développement économique et des ressources humaines

Il faudra une définition commune de ce qu'est une « mesure positive ». On suggère quelque chose qui remplit un besoin ou réduit un écart. Par exemple, l'ouverture d'un bureau satellite dans une région rurale ou éloignée mal desservie. On suggère également une comparaison avec une communauté exemplaire. Une compilation de pratiques exemplaires dans les CLOSM et ailleurs peut aussi nourrir la réflexion. Un mécanisme (forum ?) de planification communautaire-gouvernementale serait également de mise. Aussi faudra-t-il assurer que ces mesures positives soient également efficaces (par ex : combler le besoin). Une mesure peut donc être positive dès son lancement mais s'avérer le contraire avec le temps.

Il faudrait aussi explorer le potentiel de collaborations avec la communauté majoritaire avoisinante. Il y a probablement des besoins minoritaires qui existent aussi chez la majorité. On peut élaborer des mesures qui seront positives pour les deux communautés. Il faudrait également assurer un lien entre les décisions prises par les institutions gouvernementales sur les plans local et national, ainsi qu'une facilitation interministérielle pour expliquer les interventions du gouvernement fédéral. Le Secrétariat rural a connu du succès avec des groupes de travail sur des thèmes pertinents (par ex : les barrières et les défis par rapport à l'accessibilité aux programmes fédéraux dans les régions rurales). On peut mieux concevoir ou revendiquer une mesure positive si on sait qu'une existe ailleurs. Enfin, on peut avoir recours à des économistes pour élaborer des mesures positives en DÉC/RH dans les CLOSM.

Thème 10) La structuration de la recherche

Il faut établir une Chaire de recherche sur le DÉC/RH des CLOSM, opérée par un réseau d'universités en collaboration avec les gouvernements et les CLOSM. On devrait inclure les municipalités. La chaire serait l'organisme parapluie devant organiser, coordonner et partager les résultats de la recherche. Comme alternative, on pourrait assurer, notamment par un financement additionnel, que les organismes de recherche existants (par exemple : l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques) assument cette charge. Les ministères fédéraux œuvrant en DÉC/RH pourraient également établir un fonds de recherche sur le DÉC/RH et assurer que les projets de recherche financés respectent les priorités communes, tout en évitant de créer une course malsaine pour les fonds de recherche.

Par ailleurs, il existe beaucoup de recherches qu'on ne connaît pas. Il faut en assurer le partage et le transfert. Le modèle de Métropolis dans le secteur de l'immigration est cité en exemple. Il faut recenser les écrits, les mettre en lien avec les autres secteurs, assurer la diffusion et l'accès, etc. Les résultats ne sont pas bien répertoriés. Il faudrait une classification thématique pour permettre une lecture critique. Il faut éviter les dédoublements en ayant recours, par exemple, à une pyramide des savoirs. Un accès à la recherche permet également d'éviter de refaire les choses. Il faudrait synchroniser les langages entre les chercheurs et la communauté. Il faut assurer que les résultats soient compréhensibles. Il faut une infrastructure virtuelle à court-, moyen- et long-terme. Une banque virtuelle serait donc de mise.

Or, avant tout, il faut inculquer un ensemble de valeurs pour coller les morceaux ensemble. Il faut commencer par les valeurs francophones et anglophones en situation minoritaire. Le reste suivra.

Enfin, il faut une collaboration efficace. Le Comité interministériel de recherche en DÉC doit inclure des représentants communautaires et universitaires. On doit trouver les points communs en recherche, puis collaborer à les mener ensemble. Il faut une structure de coordination et d'échange d'information. Il faut créer un lieu commun et interactif, une mémoire collective, un engagement à partager les besoins et les priorités. Il faut aussi traduire la recherche au profit des intervenants et des entrepreneurs des CLOSM. Il faut consulter les CLOSM et arrimer les interventions gouvernementales et communautaires à ces fins. Il faut outiller les organismes en recherche afin de les aider à mieux passer à l'action.

Finalement, ils ont identifié cinq défis principaux, ainsi que des solutions afférentes pour chaque défi. Il n'y a pas d'ordre prioritaire, mais on peut facilement concevoir une séquence chronologique des défis.

1) Bien conceptualiser la recherche sur le DÉC/RH dans les CLOSM

Il faut établir le lien entre le DÉC/RH et la vitalité des CLOSM, y compris la 'minorisation' des langues dans le monde des affaires. Il faut définir clairement ce qu'est une entreprise et une économie 'minoritaire' afin de savoir comment intervenir. Il faut élaborer un modèle explicatif pour lier les diverses variables et données de façon logique. Il faut élaborer une vision commune du DÉC/RH dans les CLOSM afin de déterminer des objectifs mesurables et des indicateurs valides pour savoir quelles données sont pertinentes. Il faut déterminer s'il y a des différences entre les CLOSM rurales, urbaines et suburbaines et, le cas échéant, l'expliquer.

Deux solutions sont proposées : (1) une recension internationale des écrits et (2) un atelier de deux jours (nourri par des documents de réflexion préparatoires) regroupant des chercheurs canadiens et d'ailleurs, ainsi que des représentants gouvernementaux et minoritaires.

2) Cerner les particularités économiques de chaque CLOSM

Il faut aller au-delà des profils socioéconomiques régionaux et génériques. Il faut creuser dans les banques de données pour mener des analyses détaillées et multivariées afin de déterminer les défis et les opportunités économiques (niches) particulières à chaque CLOSM. Si des réalités s'avèrent communes (par ex : la succession d'entreprises, la mise en valeur du terroir), les CLOSM en question devraient collaborer ou partager leurs pratiques exemplaires.

Trois solutions sont proposées. D'abord, un programme de deux ans qui produira des profils économiques historiques et des analyses détaillées et multivariées de l'ensemble des CLOSM, ainsi que des analyses d'écart ('gap analysis') et stratégiques (niches) selon les avantages comparatifs de chacune des CLOSM. Ensuite, une recension des pratiques exemplaires selon les thèmes communs

(par ex : la succession d'entreprises, l'approche LEED de l'OCDE en DÉC/RH). Enfin, la mise en chantier de projets pilotes et de transfert des leçons des pratiques identifiées.

3) Établir une collaboration tripartite en matière de recherche

Les chercheurs et les intervenants gouvernementaux (fédéral, provincial et municipal/régional) et communautaires doivent élaborer et mettre en chantier un programme de recherche issu d'une réflexion conjointe. Ils doivent déterminer la liste prioritaire des projets de recherche et les ressources nécessaires et respectives. Il faut prioriser les recherches appliquées (sauf l'effort de conceptualisation initial), notamment les recherches-actions. Les trois acteurs doivent pouvoir interpréter les données selon leurs perspectives afin d'améliorer la compréhension. Il faut assurer un accès réciproque aux données et aux résultats de recherches. Il faut assurer un transfert efficace des connaissances (résultats des recherches) pour alimenter et améliorer les interventions concrètes sur le terrain. Il faut améliorer la capacité de recherche des intervenants communautaires, moins nantis que les chercheurs et les gouvernements.

On propose quatre solutions. D'abord, transformer le Comité interministériel de recherche en DEC/DRH en comité tripartite, comme on retrouve en éducation. Ensuite, l'élaboration d'un programme intégré de recherches fondamentales et (surtout) appliquées. En troisième lieu, la mise sur pied d'outils digitaux pour l'échange afférent à la recherche – par exemple, une banque virtuelle, des veilles de nouveautés avec un résumé vulgarisé des résultats, etc. Enfin, la mise sur pied d'une Chaire de recherche sur le DÉC/RH dans les CLOSM pendant sept ans (ou un ARUC) et un effort soutenu de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

4) Montrer la valeur des investissements fédéraux en DÉC/RH dans les CLOSM

En cette période d'incertitude économique et de compressions budgétaires imminentes, il faut convaincre le gouvernement fédéral, en tant que principal bailleur de fonds au DÉC/RH dans les CLOSM, que ses investissements valent la peine. D'une part, il s'agit d'un défi politique : il faut montrer la valeur du bilinguisme telle que stipulée dans la Feuille de route. D'autre part, il s'agit d'un défi économique : si on peut montrer une ristourne supérieure sur l'investissement fédéral il est possible que le gouvernement du Canada investira davantage dans le DÉC/RH des CLOSM.

Une solution est proposée : mener des recherches appliquées (ex : évaluations d'impact) sur les mesures positives et les autres interventions fédérales en matière de DÉC/RH dans les CLOSM.

5) Bien comprendre les enjeux de la migration et de l'immigration

La mobilité des travailleurs préoccupe les intervenants et les chercheurs. L'immigration et les migrations internes sont des sources de DÉC/DRH – par exemple, lorsque des étrangers mènent leurs études postsecondaires dans des institutions des CLOSM et souhaitent y demeurer après leur diplomation – mais ils posent également des défis en ce qui concerne le DÉC/RH des CLOSM – par exemple, lorsque des immigrants arrivent dans une CLOSM avec un faible taux d'alphabétisme et des habiletés et des diplômes non reconnus. On souhaite des recherches détaillées sur cette problématique – par exemple : comment maximiser l'impact positif et minimiser l'impact négatif de la migration et de l'immigration?

On ne propose pas de solution définitive et catégorique. Chacune des CLOSM devra répondre à cette question à sa façon. Cela dépend des réalités dans chaque CLOSM. Certaines sont dotées d'une institution postsecondaire. Certaines n'accueillent aucun immigrant. Certaines vivent une croissance démographique alors que d'autres subissent un exode, notamment de la jeune génération.

Analyse

Nous avons présenté notre analyse des recherches antérieures tout au long du rapport. Nous avons également présenté les recherches fondamentales et appliquées qui nous semblent pertinentes après chaque thème. Sans répéter ces questions, nous allons reproduire l'essentiel de notre analyse.

On constate beaucoup de progrès en ce qui concerne la recherche en matière de DÉC/RH dans les CLOSM depuis 2006. On constate aussi un engouement à ce sujet, non seulement pour les recherches appliquées menées par des consultants, mais également pour des recherches fondamentales menées par des chercheurs universitaires et des analyses exhaustives et longitudinales par des statisticiens pour tracer un portrait complet du DÉC/RH dans les CLOSM. Cela augure très bien pour la matière.

Par contre, on constate que les progrès sont lents. Plusieurs thématiques datent de longtemps. On sait que les francophones ont rattrapé les anglophones sur la plupart des indicateurs socioéconomiques, malgré certaines différences imputables surtout aux réalités régionales plutôt que linguistiques, mais on ne sait pas pourquoi ces différences se sont estompées ni pourquoi elles perdurent en certains milieux. Il faudrait, entre autres, déterminer les motifs à l'origine des écarts économiques entre les groupes d'âge.

On ne peut donc pas dire avec certitude si les trois buts et les 13 objectifs visés par la Commission royale en 1969 sont atteints ou s'il reste encore du travail à faire et, le cas échéant, pourquoi et comment le faire. On ne peut donc pas dire si les CLOSM méritent toujours des mesures positives économiques. Et le cas échéant, quelles mesures? Des stratégies de formation de base (diplôme d'études secondaires) et de formation spécialisée (certificats, diplômes) en entrepreneuriat et dans les professions secondaires? La création d'un fonds spécial pour permettre aux jeunes minoritaires de se lancer en affaires?

On n'en sait pas plus sur les sujets de recherche proposés lors du Symposium de 2008 – par exemple : le développement rural, la demande d'habiletés langagières dans le secteur privé, l'identification des moteurs économiques qui favorisent le développement des communautés, l'impact économique du décrochage scolaire et les déterminants de la vitalité des communautés (par ex : les emplois). On ne peut expliquer le paradoxe de l'urbanisation, principal facteur expliquant l'égalité réelle et l'assimilation. On n'a même pas vérifié les postulats économiques qui ont motivé l'adoption du plan d'action sur les langues officielles : les pays ayant deux langues officielles sont plus compétitifs ; le bilinguisme donne un accès accru aux marchés, un accès accru aux emplois et une mobilité ouvrière accrue.

On en connaît beaucoup plus sur l'économie sociale, notamment grâce aux travaux du Commissariat aux langues officielles. Toutefois, il n'est pas évident comment les efforts de prise en main communautaire par rapport à son économie crée plus d'emplois, génère plus de richesse, facilite davantage l'économie du savoir et augmente la production, l'échange et la consommation des produits et services.

Selon nous, la raison principale qui peut expliquer la lenteur relative des progrès et la pertinence limitée des recherches, est l'absence d'un cadre logique qui permet d'identifier, décrire et expliquer les éléments essentiels du DÉC/RH, la relation entre ces éléments et entre le DÉC/RH et la vitalité linguistique des CLOSM. La recherche exige une bonne conceptualisation du DÉC/RH et des communautés minoritaires. On a vu des améliorations aux modèles systémiques afférents à cette vitalité sociolinguistique, mais les éléments économiques laissent à désirer. Des chercheurs ont proposé des pistes, notamment une corrélation statistique entre la concentration des minoritaires moins éduqués travaillant dans des secteurs économiques à faible revenu et moins axés sur l'économie du savoir dans des communautés rurales dépendantes de ressources naturelles. Or, le suivi tarde.

On n'a pas donné suite, non plus, à l'Enquête post-censitaire menée par Statistique Canada en 2006 et au sondage pancanadien mené par Patrimoine canadien en 2003. Malgré une approche sociologique davantage qu'économique, les données sont pertinentes et disponibles. Le défi consiste à les intégrer à une banque de données commune, de rendre cette banque intégrée accessible aux chercheurs pour fins d'analyse, de les analyser en fonction des besoins précis des CLOSM et de comparer ces données aux politiques existantes afin de savoir si on doit les adapter ou en adopter d'autres. Par ailleurs, les profils économiques des CLOSM ont nourri des plans d'action, mais l'analyse des données est superficielle.

En somme, on progresse, lentement mais sûrement, mais il reste encore beaucoup de travail à faire. La prospérité économique est pourtant vitale à la vitalité des CLOSM. Or, les recherches en ce domaine sont minimes en comparaison à celles en éducation et en santé.

Une métaphore – la production du cognac – nous permet d'expliquer le travail qu'il faut accomplir. Ce produit haut de gamme tiré d'un terroir est le fruit de siècles de recherches et d'actions itératives. Il offre une meilleure marge de profit que le vin produit à partir des mêmes raisins ou de raisins similaires. Le DÉC/RH dans les CLOSM devrait viser de produire du cognac au lieu de vendre les raisins au marché. La recherche doit alimenter les réflexions et les actions à chaque étape du processus de valeur ajoutée.

D'abord, il faut cueillir les raisins blancs. On ne choisit pas n'importe quel raisin. La région de Cognac est bien délimitée. Il faudra en faire autant des CLOSM. Les raisins doivent avoir un taux élevé d'acidité et une faible teneur en alcool. Les données issues de la recherche en DÉC/RH dans les CLOSM doivent être probantes. Il faudra donc bien définir les concepts et élaborer un modèle explicatif efficace. Il faudra aussi savoir quand les raisins sont mûrs. Ces démarches assureront que les ouvriers sauront cueillir les bons raisins au bon moment. Ainsi, il faudra déterminer le moment opportun de cueillir et analyser les données en fonction des cycles budgétaires et de planification stratégique (par ex : le plan d'action).

Ensuite, il faut fermenter les raisins. Quel est le pressoir le plus efficace pour soutirer le jus des raisins ? Les CLOSM, les institutions gouvernementales et les chercheurs doivent unir leurs forces pour collaborer dans l'élaboration, la production et l'analyse des résultats. On doit structurer la recherche. Un programme à long terme de recherches fondamentales et appliquées portant sur des problématiques prioritaires est requis. Un centre de recherche de données de Statistique Canada dédié aux CLOSM serait utile. Par ailleurs, on ne doit pas ajouter de sucre aux raisins. Il faudra donc être franc et transparent. La recherche doit être précise, les ressources étant limitées. On doit écarter les recherches peu pertinentes.

Il faut aussi distiller le brouillis grâce à un alambic de qualité. En fait, on doit le distiller à deux reprises. On doit traduire les données en renseignements pratiques pour application sur le terrain. On doit aussi mesurer les actions sur le terrain dans une boucle de rétroaction qui nourrira les recherches évaluatives.

Enfin, il faut embouteiller le produit final pour le rendre alléchant et en assurer la vente. Un Sommet sur l'économie en milieu minoritaire permettrait de faire le bilan et de cerner les pronostiques en DÉC/RH dans les CLOSM. L'idée date de 2008 et a fait son chemin; les Ministres de la Francophonie canadienne organiseront un tel événement en automne 2012¹⁷². Il nous semble sage d'y voir les chercheurs intéressés aux problématiques afférentes et les intervenants communautaires et gouvernementaux, tant sur le plan fédéral et provincial/territorial que municipal et régional (agences économiques régionales). L'événement, qui devrait se produire aux cinq ans, doit être bien organisé pour en retirer le plus possible. La réflexion proposée dans ce rapport pourrait donc non seulement servir aux participants de l'atelier sur le DÉC/RH et du Symposium sur la recherche, mais également aux participants de ce premier Sommet sur le développement économique dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire. En effet, il est difficile de croire que le Sommet lancera des initiatives importantes sans recherches à l'appui.

Conclusion

Ce rapport présente les progrès accomplis depuis 2006 et les lacunes en matière de recherche portant sur le DÉC/RH dans les CLOSM. Il propose quelques questions pour alimenter la réflexion des maîtres d'œuvre – chercheurs et intervenants communautaires et gouvernementaux – afin d'aller plus loin.

Nous avons présenté un survol de certains sujets – l'économie du savoir, le développement économique régional, etc. – parce que les analyses produites dans les CLOSM depuis 2006 ne sont pas toutes à la hauteur des recherches empiriques et des progrès théoriques. Peu de répondants connaissent la théorie des classes créatives de Florida, par exemple. Cela suggère que les intervenants ne sont pas assez à l'affût des preuves empiriques ou des théories récentes. On ne partage pas toujours la même conception de l'économie du savoir ou des défis de la jeunesse, par exemple, mais cela n'empêche pas d'intervenir, souvent chacun à sa façon, selon ses préférences ou ses responsabilités organisationnelles. Plusieurs répondants partagent notre conclusion. En somme, tout le monde rame, mais pas toujours à l'unisson.

En découlent des actions qui seront peut-être vouées à l'échec. Par exemple, le plan qui découle de l'étude sur la vitalité de la CLOSM de la Basse-Côte-Nord – améliorer la culture de travail, augmenter les investissements et améliorer les infrastructures afin de garder et améliorer la qualité de vie locale par l'entremise d'une croissance économique – semble éloigné des recherches et des théories probantes. Ainsi, l'étude de vitalité a produit un plan ambitieux, voire irréaliste. Assure-t-on la vitalité de la CLOSM?

Notre présentation de ces sujets est très sommaire, mais elle répond à un besoin primordial : introduire plusieurs des intervenants aux concepts et aux théories en vogue en développement économique. Ou encore, rappeler aux intervenants que leurs actions doivent être fondées sur une preuve démontrée. Ces intervenants sont de très bonne volonté, mais ils ne sont pas tous futés en économie. Cela s'explique en grande partie par le manque de formation de base – nous avons rencontré peu d'économistes ou de chercheurs en économie intéressés par ces thèmes lors de notre recherche – ainsi qu'un manque de capacité de recherche et d'analyse en développement économique et des ressources humaines.

Ce défi se pose moins au sein du gouvernement : si la plupart des répondants ne sont pas chercheurs ou n'ont pas de doctorat en économie ou en développement économique régional, ils sont épaulés par de tels chercheurs, dans leur institution ou dans d'autres, qui peuvent concevoir et mener des recherches fondamentales et appliquées, analyser les données de ces recherches et d'autres recherches, y compris des analyses de régression à partir d'une banque de donnée intégrée tirées de diverses sources, et traduire les recherches en pistes d'action. Dans le cas contraire, ils disposent de fonds suffisants pour embaucher des chercheurs à cette fin. Les organismes des CLOSM ne disposent pas de ces ressources. Ils pourraient partager les ressources dont ils disposent, mais on sait que chaque CLOSM a des réalités différentes. Les chercheurs, pour leur part, ont de grandes capacités de recherche. Toutefois, comme plusieurs ont remarqué, les chercheurs ne savent pas toujours traduire les résultats en recommandations pertinentes. Les intervenants des CLOSM sont souvent laissés à eux-mêmes pour transférer ce savoir.

Puisque le maillon faible se trouve chez les CLOSM et qu'ils sont des intervenants clés parce qu'ils connaissent mieux leur communauté que les universitaires et les intervenants gouvernementaux et parce qu'ils sont mieux placés pour faire le lien entre le DÉC/RH et la vitalité de leur CLOSM, ce sont ces intervenants qui méritent de recevoir en premier une amélioration de leur capacité de recherche. Cela ne veut pas dire que les intervenants des CLOSM doivent poursuivre des études doctorales en économie ou en analyse des politiques publiques – plusieurs chercheurs sont déjà là – ou des ateliers d'élaboration et de mise en œuvre de programmes publics – les intervenants gouvernementaux ont cette compétence. Les intervenants des CLOSM doivent plutôt apporter à la table leur connaissance de leur communauté.

Le savoir des intervenants communautaires est plutôt rare et donc d'une très grande valeur ajoutée à l'analyse des CLOSM et à leur DÉC/RH. Un analyste statistique peut intégrer une panoplie de banques de données et croiser des variables pour tracer le portrait d'une CLOSM. Un fonctionnaire peut expliquer comment une intervention existante adresse le défi ou la réalité sur le sol ou encore comment on peut la modifier pour assurer une telle cohérence. Un chercheur peut déterminer si l'intervention respecte les théories les plus probantes. Cependant, le chercheur et le fonctionnaire ne peuvent comprendre l'effet de l'intervention ou assurer la pertinence de l'analyse sans l'apport des intervenants communautaires.

Aussi la science et les gouvernements ont-ils leur limite. Nous avons vu qu'il existe un débat entre les théoriciens du développement économique en ce qui concerne la localisation des entreprises. Il n'existe donc pas de connaissance théorique parfaite. Le succès semble dépendre de plusieurs facteurs. Les niches diffèrent si les régions sont rurales ou urbaines. Et ça dépend de la niche. On a également noté que les concepts importants restent à préciser. De plus, les banques de données existantes présentent plusieurs défis aux statisticiens. Enfin, les politiques publiques sont disparates et sectorielles et aucune ne cible spécifiquement les défis et les avantages des CLOSM. Quel est le rôle des facteurs linguistiques et culturels? Quelle est la valeur ajoutée du bilinguisme? Des politiques génériques et pan-canadiennes peuvent-elles combler les besoins des CLOSM dont la masse critique diffère l'une de l'autre? Enfin, tout dépend des facteurs économiques tels que la compétence des travailleurs, la proximité des marchés, les avantages comparatifs, l'accès à un financement de risque, la culture d'innovation et d'entrepreneuriat, etc. Les économistes et les fonctionnaires ne savent quel domino il faut appuyer pour obtenir un succès. Même limitée, la contribution des intervenants communautaires est tout aussi utile.

Il importe d'intégrer le savoir des intervenants communautaires à toutes les étapes de la recherche et des interventions. Cela améliore la bonne mise en chantier d'un programme intégré et à long terme de recherches fondamentales et recherches appliquées/actions au bénéfice des CLOSM. Ces intervenants communautaires peuvent suggérer des pistes probantes de recherche et réagir aux pistes proposées par autrui, ajouter et analyser des données qualitatives et examiner le lien entre les politiques et les besoins communautaires. De plus, ce sont ces intervenants, en tant que membre des CLOSM, qui subiront les conséquences des interventions en matière de développement économique et des ressources humaines. Or, même si plusieurs intervenants communautaires méritent un doctorat honorifique, il faudra améliorer leurs compétences en recherche, y compris l'apprentissage sur le tas en compagnie des autres acteurs.

Le développement économique est le fruit d'un petit dénominateur : l'entrepreneur. Ainsi, comment une CLOSM, en partenariat avec les gouvernements et les chercheurs, peut-elle produire des entrepreneurs en quantité et en qualité? C'est ici que la masse critique limitée des CLOSM devient un avantage plutôt qu'un inconvénient : selon la théorie des organisations¹⁷³, celles qui réussissent mieux leurs objectifs ne sont pas celles qui sont les plus grosses mais celles qui sont les plus petites et spécialisées et qui, par conséquent, savent bien circonscrire leurs défis et leurs besoins et mobiliser leurs effectifs pour combler ces besoins. Les intervenants en développement économique dans les CLOSM devraient connaître leur communauté et leurs entrepreneurs existants et potentiels et devraient savoir comment les interventions et stratégies gouvernementales et les pratiques exemplaires selon la recherche peuvent mieux réussir en leur sein. Leur connaissance du terrain offre aux gouvernements un savoir de très grande valeur ajoutée.

Notre recension des écrits, les commentaires des répondants et nos questions thématiques devraient contribuer à répondre à la question stratégique fondamentale du Symposium et de l'atelier économique:

Quels sont les défis prioritaires en ce qui concerne la recherche en développement économique et le développement des ressources humaines au Canada et comment peut-on les résoudre?

Bibliographie

Ahu Gülümser, Aliye, Tüzün Baycan-Levent and Peter Nijkamp. 2010. Measuring Regional Creative Capacity: A Literature Review for Rural-Specific Approaches. *European planning studies*. 18(4): 545-563.

Alasia, Alessandro. 2005. Skills, innovation and growth: key issues for rural and territorial development - a survey of the literature. Ottawa: Statistics Canada.

Allard, R., Landry, R., Deveau, K. & Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. (2009). *Et après le secondaire ? : Étude pancanadienne des aspirations éducationnelles et intentions de faire carrière dans leur communauté des élèves de 12 année d'écoles de langue française en situation minoritaire, rapport de recherche*. Montréal, Québec : Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

Armstrong, M., Forgues, É., Lefebvre, M. & Robineau, A. (2007). Communautés francophones hors-Québec : Analyse de la situation et des ressources disponibles. Ottawa : Conference Board of Canada

Arsenault, N. (2009). Rapport Final : Besoins actuels et futurs du marché de travail et plan de ressources humaines pour la région de Chéticamp. Nouvelle-Écosse : RDÉE Nouvelle-Écosse.

Assemblée communautaire fransakoise (ACF). Développement du Terroir : Projet d'alternatif de développement rural, ACF, Régina, 12 p.

Bagaoui, R. (2009). Aperçus de l'économie sociale en Ontario : une modalité spécifique d'affirmation de la minorité francophone. *Revue internationale de l'économie sociale* (312), 89–101.

Barrieau, N. & Savoie, D. J. (2006). La classe créative et le développement économique: le cas des centres urbains du Canada atlantique. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques.

Beaudin, M. (2006). La migration des jeunes francophones en milieu rural : considérations socioéconomiques et démolinguistiques. *Francophonies d'Amérique*(22), 185–207.

Beaudin, M. (2008). Effet des migrations dans un contexte minoritaire et périphérique : le cas de quatre régions canadiennes. In M. Gauthier & P. Leblanc (Eds.), *Regard sur... Jeunes et dynamiques territoriales*. Tome 1 : Migrations Québec, Québec : Éditions de l'Institut québécois de recherche sur la culture/Presses de l'université Laval.

Béland, N., Forgues, É. & Beaudin, M. (2008). Évolution du salaire moyen des hommes de langue maternelle française ou anglaise au Québec et au Nouveau-Brunswick (1970-2000). Montréal, Québec : Office québécoise de la langue française.

Bisson, R. & Ahouansou, P. (2011). Rapport final : État des lieux de l'immigration d'expression française Stormont-Dundas-Glengarry – Prescott et Russel – Frontenac. Ottawa, Ontario.

Bisson, R., Ahouansou, P. & Draper, C. (2009). Rapport final : État des lieux de l'immigration d'expression française à Ottawa. Ottawa, Ontario.

Bisson, R., Brennan, M. & Draper, C. (2009). Étude d'impact : Organisations francophones à vocation économique de l'Ouest Canadien, réalisé pour Diversification de l'économie de l'Ouest Canada. Ottawa, Ontario.

Bourgeois, D. (2006). Le rôle et le mandat des institutions gouvernementales et des organismes communautaires qui contribuent au développement économique des communautés acadiennes : Bilan et perspectives. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques.

Bourgeois, D., Wilfrid, D., Donald, D. & Johnson, M. (2006). La contribution des gouvernements provinciaux et territoriaux à l'épanouissement des communautés francophones en milieu minoritaire : Un premier bilan et quelques perspectives. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Bourgeois, Y. (2007). L'économie du savoir francophone au Nouveau-Brunswick. Paquetville, Nouveau-Brunswick : Réseau de développement économique et de l'employabilité du Nouveau-Brunswick.

Bourgeois, Y. (2010). Promouvoir la participation des CLOSM à l'économie du savoir (Accroître la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire en favorisant et en intensifiant leur participation à l'économie du savoir). Moncton, Nouveau-Brunswick : Centre pour l'innovation et la productivité.

Canadian Aboriginal and minority supplier council. 2006. Why Aboriginal and minority business integration is essential to Canada's economic growth. Toronto. (*envoyé courriel le 17 juin, réponse qu'ils cherchent le 22 juin*)

Cécile Gousseau Consulting. (2008). Le rayonnement du CDEM 2004-2007. Manitoba.

Centre for Innovative & Entrepreneurial Leadership. (2010). Business Vitality Initiative: BVI Community Handbook. British Columbia : Centre for Innovative & Entrepreneurial Leadership.

Christopherson, Susan and Jennifer Clark. 2009. Remaking regional economies: power, labor, and firm strategies in the knowledge economy. Abingdon: Routledge.

Collective Wisdom Solutions. (2011). Labour Market Information (LMI) Project Phase I: Priority Groups - Acadian Community prepared for Nova Scotia Department of Labour and Advanced Education. Halifax, Nova Scotia.

Comeau, O. (2009). Rapport Final : Besoins actuels et futurs du marché de travail et plan de ressources humaines pour la région de Clare. Nouvelle-Écosse : RDÉE Nouvelle-Écosse.

Comité sénatorial permanent des langues officielles. (2010). La mise en œuvre de la partie VII de la Loi sur les langues Officielles : On peut faire encore mieux. Ottawa, Ontario : Sénat

Commissariat des langues officielles. (2004). Vers l'avant : l'évolution de la communauté d'expression anglaise du Québec. Ottawa, Ontario : Commissariat aux langues officielles.

Commissariat des langues officielles. (2006). Une vue plus claire : évaluer la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Ottawa, Ontario : Commissariat aux langues officielles.

Commissariat aux langues officielles. (2007). Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 1 - les francophones en milieu urbain. La communauté francophone d'Halifax. Ottawa, Ontario: Commissariat aux langues officielles.

Commissariat aux langues officielles. (2008). Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 2 : trois communautés anglophones du Québec. Ottawa, Ontario: Commissariat aux langues officielles.

Commissariat aux langues officielles. (2010). Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 3 : trois communautés francophones de l'Ouest canadien - la communauté francophone de Calgary. Ottawa, Ontario: Commissariat aux langues officielles.

Commissariat aux langues officielles. (2010). Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielles en situation minoritaire 3 : trois communautés francophones de l'Ouest canadien - la communauté francophone de la Colombie-Britannique. Ottawa, Ontario : Commissariat aux langues officielles.

Commissariat aux langues officielles. (2010). Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielles en situation minoritaire 3 : trois communautés francophones de l'Ouest canadien - Les communautés francophones de la Saskatchewan en milieu rural. Ottawa, Ontario : Commissariat aux langues officielles.

Community Economic Development Capacity – Self-Assessment Tool: Enabling Fund for Official Language Minority Communities (2011)

da Silva, E. & Heller, M. (2009). From protector to producer: the role of the State in the discursive shift from minority rights to economic development. *Language Policy*, 8(2), 95–116.

D'éon, S. (2009). Rapport Final : Besoins actuels et futurs du marché de travail et plan de ressources humaines pour la région d'Argle. Nouvelle-Écosse : RDÉE Nouvelle-Écosse.

Dertwinkel, Tim. 2008. Economic exclusion of ethnic minorities: on the importance of concept specification. Flensburg: European Centre for Minority Issues. ECMI Issue Brief 19.

Doloreux, D., Rangdrol, D. & Dionne, É. (2010). Francophone minority economic development in Canada: Addressing political or economic issues? *Economic Development Quarterly*, 24(2), 143–153.

Dubois, L., LeBlanc, M. & Beaudin, M. (2006). La langue comme ressource productive et les rapports de pouvoir entre communautés linguistiques. *Langage et société*(118), 17–41.

European Commission. 2008. Language means business: companies work better with languages. Brussel.

Europublic. 2009. Study on the contribution of multilingualism to creativity. Brussel: European Commission.

Forgues, É. (2007). Tendances migratoires des francophones en situation minoritaire : Analyse comparative avec les anglophones. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques

Forgues, Éric. 2007. The Canadian state and the empowerment of the Francophone minority communities regarding their economic development. *International Journal of the Sociology of Language*. 2007 (185): 163–186.

Forgues, É. (2008). Le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire : Étude de cas du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE). Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Forgues, É., Beaudin, M. & Béland, N. (2006). L'évolution des disparités de revenu entre les francophones et les anglophones du Nouveau-Brunswick de 1970 à 2000. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. (www.icrml.ca)

Forgues, É., Beaudin, M., Noël, J. G. & Boudreau, J. (2010). Analyse de la migration des francophones à Terre-Neuve-et-Labrador entre 2001 et 2006. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Forgues, É., Beaudin, M., Noël, J. G. & Boudreau, J. (2009). Analyse de la migration des francophones au Nouveau-Brunswick entre 2001 et 2006. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Forgues, É., Beaudin, M., Noël, J. G. & Boudreau, J. (2010). Analyse de la migration des francophones en Ontario entre 2001 et 2006. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Forgues, É., Beaudin, M., Noël, J. G. & Boudreau, J. (2010). Analyse des tendances migratoires au Québec entre 2001 et 2006. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Forgues, É., Beaudin, M., Noël, J. G. & Boudreau, J. (2010). Données sur la migration des anglophones et des francophones au Canada. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Forgues, É., Chouinard, O. & Courchesne, D. « Quand les entreprises produisent du capital social », *Économie rurale* (En ligne), 311|Mai-juin 2009, mis en ligne le 05 mai 2011.

Forgues, É., Giraud, S. & Paris, M. (2006). La revitalisation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire : le cas du Réseau de développement économique et d'employabilité. *Francophonies d'Amérique*, 22, 57–72.

Forgues, É. & Guignard, J. (2007). Analyse des tendances migratoires des anglophones au Québec: rapport de recherche. Moncton, N.B. Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques/Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities.

Floch, W. & Pocock, J. (2008). The Socio-economic status of English-speaking Quebec: Those who left and those who stayed. In R. Y. Bourhis (Ed.), *The Vitality of the English-Speaking Communities of Quebec: From Community Decline to Revival* (pp. 35–61). Montréal, Québec/Moncton, Nouveau-Brunswick: Centre d'études ethniques des universités montréalaises, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Froy, F. et Giguère, S. (), « Des emplois qui durent - Un guide pour reconstruire des emplois de qualité au niveau local », OECD Local Economic and Employment Development (LEED), Éditions OCDE.

Government of Canada. Senate Standing Committee on Official Languages. "The Vitality of Quebec's English-Speaking Communities: From Myth to Reality. Report of the Standing Senate Committee on Official Languages". 2011. 10 Mar 2011.

Guignard, J. (2007). Les migrants francophones du nord du Nouveau-Brunswick dans le territoire urbain de Moncton-Dieppe. Réseaux sociaux et vitalité ethnolinguistique. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Heller, M. (2008). Repenser le plurilinguisme : langue, postnationalisme et la nouvelle économie mondialisée. Diversité urbaine (hors série), 163–176.

Heller, M., Lamarre, P. & McLaughlin, M. (2009). Les mots du marché : l'inscription de la francophonie canadienne dans la nouvelle économie. Francophonies d'Amérique(27), 11–20.

Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques (ICRPAP). 2008. Analyse socio-économique des communautés de langue officielle à partir des données du recensement de 2001 à l'échelle des aires de diffusion. Conclusions nationales. Moncton.

Jedwab, J. (2006). Self-Employment and Employment in Quebec's English-speaking Cultural Communities and Visible Minorities: Prospects and Problems For Youth Employment Services. Québec.

Joyce, B. (2009). Rapport Final : Besoins actuels et futurs du marché de travail et plan de ressources humaines pour la région de l'Isle Madame. Nouvelle-Écosse : RDÉE Nouvelle-Écosse

Kenny, Marie-France. (2008). Étude sur les conditions de travail du personnel communautaire de Terre-Neuve et Labrador préparé pour la Fédération des francophones de Terre-Neuve-et-Labrador. Régina, Saskatchewan : MFK Solutions.

Kenny, Marie-France. (2007). Étude sur les conditions de travail du personnel communautaire de la Saskatchewan préparé pour l'Assemblée communautaire fransaskoise. Régina, Saskatchewan : MFK Solutions.

Lafontant, J. (2009). L'intégration en emploi des immigrants francophones racisés à Winnipeg : résumé d'une étude exploratoire. Metropolis, Nos diverses cités(6), 131–135.

Landry, Rodrigue, Éric Forgues, and Christophe Traisnel. (2007). *Research on Official Language Minority Communities: Researchers, Networks and Major Themes/La recherche sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire: chercheurs, réseaux et grand thèmes*. Moncton, N.B. Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities/Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

LeBlanc, G., Barrieau, N., Bourgeois, Y. & Bourgeois, D. (2008). L'organisation géographique des ressources humaines et matérielles des institutions gouvernementales du Canada Une « mesure positive » en vertu de l'art. 41 de la Loi sur les langues officielles? Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques.

Laberge, Y. & Roy, C. (2009). Étude socio-économique : Territoires du Nord-Ouest préparé pour le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest. Territoire-du-Nord-Ouest.

Lalande & Associés. (2009). Phase 1 : État des lieux – Les franco-ontariens et l'économie des régions préparé pour RDÉE-Ontario – Est. Plantagenet, Ontario.

Lalande & Associés. (2010). Les leviers de développement économique de l'est-ontarien : L'agroalimentaire et le tourisme. Plantagenet, Ontario.

Laville, J., B. Levesque and M. Mendell (2008), "Diverse Approaches and Practices in Europe and Canada", in *The Social Economy: Building Inclusive Economies*, OECD Publishing.

Leclerc, A. (2008). Nouvelle économie et développement : les enjeux de l'intégration à l'économie pour la francophonie canadienne. In J. Y. Thériault, A. Gilbert & L. Cardinal (Eds.), *L'espace francophone en milieu minoritaire au Canada. Nouveaux enjeux, nouvelles mobilisations* (pp. 241–274). Montréal, Québec : Fides.

Lepage, J.-F., Corbeil, J.-P., Pereira, D., Houle, R. & Bertrand, J. (2010). Réflexion conceptuelle sur le développement économique des CLOSM : exploration de nouvelles approches pour mettre à profit les données de Statistique Canada. Statistique Canada.

Ma, Haiying and Liqin Shan. 2010. Innovational Analysis in the Knowledge-based Economy in Northwest Minority Region -- Demand & Supply Analysis of Innovation. *Asian Social Science*. 6(1): 56-60.

Mackiewicz, Wolfgang. 2004. Foreign languages for a European knowledge-based society. European Language Council (ELC).

Malloy, Tove. 2005. The Lisbon Strategy and Ethnic Minorities: Rights and Economic Growth. Flensburg: European Centre for Minority Issues. ECMI Issue brief 13.

Maynard, H. (2010). Where Do the Anglos Work? A review of statistics for employment and training in the English-speaking communities of Quebec. Qu'anglo Communications & Consulting. Quebec.

Metropolis (2010) Nos diverses cités : Le Québec. NUMÉRO 7 • PRINTEMPS. 224 pages.

Nadeau, Serge. "Another Look at the Francophone Wage Gap in Canada: Public and Private Sectors, Quebec and Outside Quebec." Canadian Public Policy/Analyse de politiques Vol. 36.no. 2 (2010): 159-79.

National Institute of Adult Continuing Education. (2009). Learning Through Life: Summary. Leicester, England.

Organization for economic cooperation and development (OCDE). 2009a. Universities, innovation and entrepreneurship criteria and examples of good practice. Paris.

OCDE. 2009b. Policy responses to the economic crisis: stimulus packages, innovation and long-term growth. Paris.

OCDE (2005) LEED Forum, International Partnership Fair information sheet on RDÉE Canada, Example of a regional partnership in Manitoba.

OCDE (2010), « Les compétences bien sûr, mais pas seulement : L'influence des compétences cognitives en lecture sur la participation aux études postsecondaires chez les jeunes Canadiens », OECD Education Working Papers, No. 28, Éditions OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/5kmlwdw23rnls-fr>

OCDE (2009) Fulfilling promise – Ensuring labour market success for ethnic minority and immigrant youth http://www.oecd.org/document/0/0,3746,en_2649_34417_45539712_1_1_1_1,00.html

OCDE LEED Forum, International Partnership Fair information sheet on RDÉE Canada, Example of a regional partnership in Manitoba, 2005.

Potter, J. and M. Marchese (2010), “A Review of Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries: Policy Audits”, OECD Local Economic and Employment Development (LEED) Working Papers, 2010/06, OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/5km7rq3zbc8s-en>

OCDE (2009) Making Local Strategies Work: Building the Evidence Base http://www.oecd.org/document/47/0,3746,en_2649_34417_40881583_1_1_1_1,00.html

OCDE (2003), « Dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat axés sur des groupes cibles », dans *L'entrepreneuriat et le développement économique local : Quels programmes et quelles politiques ?*, Éditions OCDE : [10.1787/9789264299795-8-fr](http://dx.doi.org/10.1787/9789264299795-8-fr)

OCDE (2007), « Groupes à risque : le cas particulier des migrants et des minorités », dans *En finir avec l'échec scolaire : Dix mesures pour une éducation équitable*. [10.1787/9789264032620-8-fr](http://dx.doi.org/10.1787/9789264032620-8-fr)

OECD (2007), "Groups at Risk: The Special Case of Migrants and Minorities", in S. Field, M. Kuczera and B. Pont, *No More Failures: Ten Steps to Equity in Education*: [10.1787/9789264032606-8-en](http://dx.doi.org/10.1787/9789264032606-8-en)

OECD LEED Forum, forum partnerships 2009, Community Futures Development Corporations, 2009.

OECD LEED Forum, forum partnerships 2009, Greater Halifax Partnership, 2009.

OECD LEED Forum, forum partnerships 2006, Greater Halifax Partnership, 2006.

OECD LEED Forum, forum partnerships 2005, Canada - Pan Canadian Community Futures Group, 2005.

OECD LEED Forum, International Partnership Fair information sheet on Bas-Richelieu Community Future Corporation, 2005.

OECD LEED Forum, International Partnership Fair information sheet on Greater Halifax Partnership, 2005.

O'Donnell, Lorraine (2009) Sources for the Study of English-Speaking Quebec: An Annotated Bibliography of Works Produced between 1990 and 2008/Sources pour l'étude du Québec d'expression anglaise: bibliographie annotée d'ouvrages produits de 1990 à 2008. Montreal and Moncton: Concordia University - Quebec English-Speaking Communities Research Network, School of Extended Learning; and Université de Moncton - Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities.

Parenteau, P., Magnan, M.-O. & Thibault, C. V. (2008). Portrait socio-économique de la communauté anglophone au Québec et dans ses régions. Québec, Québec : Institut national de la recherche scientifique - Urbanisation, Culture et Société.

Pépin-Filion, D. (2007). Recherche exploratoire : Migrations des jeunes francophones au Yukon. Québec. Université du Québec à Rimouski.

Potter, J. and M. Marchese (2010), "A Review of Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries: Executive Summary and Synthesis of Findings", OECD Local Economic and Employment Development (LEED), OECD Publishing.
http://www.oecd.org/document/17/0,3746,en_2649_34417_42750737_1_1_1_1,00.html

Potter, J. and M. Marchese (2010), "A Review of Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries: Case Studies of Regional Economic Development Approaches", OECD Local Economic and Employment Development (LEED) Working Papers, 2010/08, OECD Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/5km7rq22x8kl-en>

Potter, J. and M. Marchese (2010), "A Review of Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries: Executive Summary and Synthesis of Findings", OECD Local Economic and Employment Development (LEED) Working Papers, 2010/05, OECD Publishing.
<http://dx.doi.org/10.1787/5km7rq46tvnr-en>

Potter, J. and M. Marchese (2010), "A Review of Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries: Policy Transferability to Wales", OECD Local Economic and Employment Development (LEED) Working Papers, 2010/07, OECD Publishing.
<http://dx.doi.org/10.1787/5km7rq3vv2hg-en>

Reardon, Mitchell. 2009. Tolerance, Amenities and Economic Systems: Regional Development of the Knowledge Economy. Stockholm: Nordregio.

RDÉE Canada : profils socio-économiques
http://www.rdee.ca/fr/centre_documentation/profils_socio_economique.php

Robineau, A., Traisnel, C., Forgues, É., Noël, J. G. & Landry, R. (2010). La francophonie boréale : La vitalité des communautés francophones dans les territoires. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

Sallet, Jonathan, Ed Paisley, and Justin Masterman. 2009. The geography of innovation: the federal government and the growth of regional innovation clusters. Washington: Center for American Progress.

Samson, R. (2009). Les défis de l'immigration francophone en Nouvelle-Écosse : Perspective des Acadiens et des nouveaux arrivants. Nouvelle-Écosse.

Samson, R. (2010). Le maillage entre les besoins en main-d'œuvre dans les régions acadiennes et francophones de la Nouvelle-Écosse, les aspirations de carrières des jeunes de ces régions et les programmes collégiaux de l'Université Sainte-Anne, phase II. Université Sainte-Anne en partenariat avec le Réseau de développement économique et d'employabilité de la Nouvelle-Écosse. Nouvelle-Écosse

Science, technology and innovation council. Canada's Science, Technology and Innovation System: state of the nation 2008. Ottawa.

Scott, Allen. 2006. Creative cities: conceptual issues and policy questions. *Journal of urban affairs*. 28(1): 1-17.

Scott, Katherine. (2010). *Community Vitality: A report of the Canadian index of wellbeing*. Ontario: Canadian Council on Social Development.

Section des statistiques linguistiques. (2011). Étude de faisabilité : Exploration de différents scénarios de développement de bases de données permettant l'étude du développement économique et social des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Statistique Canada.

Simard, Cyrille. 2009. *Stratégie en économie du savoir pour les communautés francophones et acadiennes du Nouveau-Brunswick, 2009-2012*. Paquetville: Réseau de développement économique et d'employabilité Nouveau-Brunswick (RDÉE-NB).

Société de développement économique de la Colombie-Britannique (2007) *Les portraits régionaux de COSLM*. Voir exemple du Profil socio-économique de Kootenay Ouest.

Société de recherche sociale appliquée. (2011). *Les meilleures approches à l'intégration économique des immigrants aux communautés de langue officielle en situation minoritaire : Proposition de trois modèles : Rapport d'évaluation*. Ottawa, Ontario.

Société de recherche sociale appliquée. (2011). *Les meilleures approches en vue de l'intégration économique des immigrants aux communautés de langue officielle en situation minoritaire : Rapport de recherche*. Ottawa, Ontario.

Statistique Canada. (2009). *Sources de données de Statistique Canada sur les minorités de langue officielle*. Ottawa, Ontario: Statistique Canada.

<http://www.statcan.gc.ca/pub/91-549-x/91-549-x2009001-fra.htm>

Statistiques Canada. (2007). *Le revenu au Canada*. Canada : Gouvernement du Canada.

Statistiques Canada (2010) *Enquête sur la population active (EPA)* : <http://www40.statcan.gc.ca/l02/cst01/other/lfs/lfsintro-fra.htm>

St-Onge, I. (2009). *La situation des jeunes francophones en transit à Nelson, C.-B. Nelson, Colombie-Britannique* : Association des francophones des Kootenays Ouest.

Storper, Michael and Allen Scott. 2009. Rethinking human capital, creativity and urban growth. *Journal of economic geography*. 9: 147–167.

Vieira, Aimée. (2008). *Being Anglophone: Language, Place and Identity in Quebec's Eastern Townships*. Thèse présentée à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de Ph.D. en sociologie. Département de sociologie, Faculté des arts et sciences. Montreal : Université de Montréal.

Vivat Communications (2007). L'équité socio-économique des femmes acadiennes et francophones évoluant en milieu minoritaire dans les provinces atlantiques : Volet 4 : Se faire entendre. Fredericton, Nouveau-Brunswick: Femmes Équité Atlantique.

<http://www.unb.ca/fredericton/arts/centres/mmfc/resources/pdfs/rapportpdg.pdf>

Warhurst, Chris. 2008. The knowledge economy, skills and government labour market intervention. *Policy Studies*. 29(1): 71-86.

Wheatley, J. 2007. The economic status of national minorities in Europe: a four-case study. *Journal of Ethno politics and Minority Issues in Europe*. 6(1): 1-35.

Wheatley, J. 2007. The Economic Dimension of Minority Participation in Europe. Flensburg: European centre for minority issues. ECMI Issue Brief 15.

Annexe A : Méthodologie

Nous avons amorcé le projet le 6 juin 2011. Nous avons soumis l'ébauche du rapport final le 8 août 2011. Suite à l'atelier du 31 août, nous avons soumis le rapport final le 19 septembre 2011.

Le projet s'est déroulé en cinq étapes. La première étape consistait à recenser les recherches menées en DÉC/RH dans les CLOSM depuis 2006. Nous avons consulté les sites web des instituts de recherche portant sur le DÉC/RH ou les CLOSM, consulté des chercheurs et les ministères fédéraux et consulté quelques revues scientifiques. La deuxième consistait à lire la documentation et en produire une synthèse pour les fins de ce rapport et de l'atelier. Lors de la troisième étape, nous avons sondé, par téléphone ou par courriel, 82 chercheurs et intervenants communautaires et gouvernementaux :

Organisme	Porte-parole
Industrie Canada	Lisa Setlakwe Louis Doyle
Agriculture et Agroalimentaire Canada Secrétariat aux affaires rurales et aux coopératives	Dominique Guénette
Statistique Canada	Jean-Pierre Corbeil
Citoyenneté et Immigration Canada	Caroline McNicoll
Commissariat aux langues officielles	Graham Fraser
Ressources humaines et Développement des compétences Canada	François Lachance Stéfan Bergeron Denise Gareau
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Kurt Inder
Agence canadienne de développement économique du Nord	Ashley Cederwall
Développement économique Canada pour les régions du Québec	Serge Desrosiers
Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	Natalie Brabant
Agence fédérale de développement pour le Sud de l'Ontario	Grace Hodder
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	Guy Lajeunesse
Fédération des communautés francophones et acadiennes	Pierre Bhérer
Quebec Community Groups Network	Sylvia Martin-Laforge
Réseau de développement économique et d'employabilité	Karine Silva
Community Economic Development and Employability Corporation	John Buck
Association de l'industrie de la langue	Alaa Ghoneim
Conseil canadien de la coopération et de la mutualité	Réjean Laflamme
Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français	Normand Lévesque
Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques	Éric Forgues
Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise	Lorraine O'Donnell
Association canadienne pour les études sur la coopération	Darryl Reed
Institut des langues officielles et du bilinguisme	Larry Vandergrift
Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques	Marc Duhamel
Chaire des caisses populaires acadiennes en gestion des coopératives	André Leclerc
Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne	Chantal Alarie
Société acadienne du Nouveau-Brunswick	Bruno Godin
Assemblée communautaire fransaskoise	Denis Simard
Association canadienne-française de l'Alberta	Denis Perreux
Association francophone du Nunavut	Réjean Côté
Assemblée de la francophonie de l'Ontario	Linda Lauzon
Association franco-yukonnaise	Isabelle Salesse
Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse	Jean Léger
Fédération des francophones de la Colombie-Britannique	Christine Sotteau
Fédération franco-ténoise	Léo-Paul Provencher

Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador	Gaël Corbineau
Société franco-manitobaine	Daniel Boucher
Société Saint-Thomas-d'Aquin	Aline Bouffard Cohen
RDÉE du Canada	Sylvia Martin-Laforge
Conseil de développement économique de l'Alberta	Marc Tremblay
Société de développement économique de la Colombie-Britannique	Donald Cyr
RDÉE Île-du-Prince-Édouard Inc.	Francis Thériault
Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba	Louis Allain
Conseil économique du Nouveau-Brunswick (CÉNB) - Moncton	Anne Hébert
Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse	Julie Oliver
Réseau de développement économique et d'employabilité de l'Ontario	Nicole Sauvé
Conseil de la Coopération de la Saskatchewan (CCS)	Robert Therrien
RDÉE Terre-Neuve-et-Labrador	Christophe Caron
Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest	Andréanne Laporte
RDÉE Yukon	Sophie Delaigue
Chambre de commerce acadienne et francophone de l'Î.-P.-É.	Raymond Arsenault
Société de développement de la Baie acadienne	Louise Comeau
Conseil Coopératif Acadien de la Nouvelle-Écosse	Darlene Doucet
Conseil de développement coopératif de l'Île-du-Prince-Édouard	Velma Robichaud
Conseil acadien de la coopération (Nouveau-Brunswick)	Éric Aubé
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité	Hélène Simard
Conseil de la coopération de l'Ontario	Luc Morin
Caisse Groupe Financier (Manitoba)	Joel Rondeau
Conseil de la coopération de la Saskatchewan	Robert Therrien
Conseil de développement économique de l'Alberta	Marc Tremblay
Coopérative de développement régional – Acadie Itée	Melvin Doiron
Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français	Normand Lévesque
Ministère du Patrimoine canadien, Secrétariat des langues officielles	Jérôme Moisan
Secrétariat francophone de l'Alberta	Denis Tardif
Secrétariat aux relations intergouvernementales (Colombie-Britannique)	Pierrette Maranda
Affaires acadiennes et francophones (Î.-P.-É.)	Aubrey Cormier
Secrétariat aux affaires francophones (Manitoba)	Guy Jourdain
Francophonie canadienne et Langues officielles - Ministère des Affaires intergouvernementales (Nouveau-Brunswick)	Line Pinet
Office des affaires acadiennes (Nouvelle-Écosse)	Vaughne Madden
Ministère de la Culture, de la Langue, des Aînés et de la Jeunesse (Nunavut)	Michel Potvin
Office des Affaires francophones (Ontario)	Daniel Cayen
Direction des affaires francophones - Bureau du secrétaire provincial (Saskatchewan)	Charles-Henri Warren
Bureau des services en français - Secrétariat de la fonction publique (Terre-Neuve-et-Labrador)	Jeff Butt
Division des langues officielles - Ministère de l'Éducation, Culture et Formation (Territoires du Nord-Ouest)	Benoît Boutin
Direction des services en français (Yukon)	Francine Blais

Finalement, 70 personnes ont répondu aux huit questions suivantes :

- 1) Avez-vous ou votre organisme mené d'autres recherches depuis 2006 au sujet du développement économique communautaire et des ressources humaines dans les CLOSM? Si oui, lesquelles?
- 2) À votre connaissance, quelles autres recherches ont été menées à ces sujets par autrui depuis 2006?

- 3) Que connaît-on, au juste, au sujet du développement économique communautaire et des ressources humaines dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada?
- 4) Que reste-t-il à connaître? Quelles sont les lacunes sur le plan des connaissances dans ce domaine?
- 5) Quelles sont les préoccupations nouvelles ou récurrentes en matière de recherche dans ce domaine?
- 6) Y a-t-il des sujets ou problématiques en développement économique communautaire et des ressources humaines qui sont en vogue ailleurs que dans les CLOSM et qui mériteraient bientôt une attention particulière sur le plan de la recherche au sein des CLOSM?
- 7) Quelles activités de recherche seraient d'une grande valeur? Lesquelles seraient prioritaires?
- 8) Quels sont les défis, obstacles, contraintes ou lacunes sur le plan de la recherche et des sources de données dans ce domaine?

Les réponses à ces questions furent ensuite résumées dans l'ébauche du rapport.

La quatrième étape consistait à rédiger l'ébauche du présent rapport pour alimenter la réflexion des participants à l'atelier du 31 août. La cinquième consistait à faciliter l'atelier, à prendre en note les commentaires des participants, à en résumer le contenu pour le Symposium et à réviser le rapport final.

Notes

¹ Nous avons répertorié et lu environ 130 recherches fondamentales et appliquées menées depuis 2006 sur le DÉC/RH des CLOSM. Nous présentons les références à la plupart de ces recherches dans ces notes et la

bibliographie. Plusieurs recherches consultées pour le présent rapport ne sont pas citées ou mentionnées.

² L'annexe A présente la méthodologie employée, y compris la liste des personnes consultées.

³ La Commission Laurendeau-Dunton a commandé plus de cent recherches sur les langues officielles au Canada pour alimenter sa réflexion et appuyer ses recommandations. Parmi ces recherches, notons celle de André Raynauld et al. (1966) *La répartition des revenus selon les groupes ethniques au Canada*. Ottawa, Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

⁴ *Un espace économique à inventer*. Ottawa, Fédération des francophones hors-Québec, 1981. Voir aussi les actes du Colloque national en économie : Rapport et documents. Ottawa, Fédération des francophones hors-Québec, 1982. En ligne : <http://www.fcfa.ca/documents/466.pdf>

⁵ Plusieurs organismes des CLOSM en matière économique existaient avant les années 1980, entre autres le Conseil économique du Nouveau-Brunswick et la Société de développement de la Baie acadienne à l'Île-du-Prince-Édouard.

⁶ *Le prochain acte : Un nouvel élan pour la dualité linguistique canadienne*. Ottawa, Bureau du Conseil privé, 2003. http://epe.lac-bac.gc.ca/100/205/301/pco-bcp/website/06-10-10/www.pco-bcp.gc.ca/olo/docs/action/actionplan_f.pdf

⁷ *Le plan d'action pour les langues officielles : perspectives de recherche*. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, octobre 2005. En ligne : http://www.icrml.ca/images/stories/documents/fr/plan_action_pour_les_langues_officielles_table_ronde.pdf

⁸ Daniel Bourgeois (2005) « Le cadre d'imputabilité et de coordination : Quelques pistes et projets de recherche », dans *Le plan d'action pour les langues officielles : perspectives de recherche*. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, octobre 2005. p. 62-83, page 69.

⁹ Dyane Adam « Pistes de recherche et développement communautaire », dans *Le plan d'action pour les langues officielles : perspectives de recherche*. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, octobre 2005, p. 3-10, page 8.

¹⁰ Daniel Bourgeois (2005) « Le cadre d'imputabilité et de coordination : Quelques pistes et projets de recherche », dans *Le plan d'action pour les langues officielles : perspectives de recherche*. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, octobre 2005. p. 62-83, page 71.

¹¹ Présentation de Daniel Bourgeois sur le développement économique. Les enjeux de recherche sur les langues officielles. Ottawa, Patrimoine canadien, 2009. En ligne : <http://www.francophoniecanadienne.ca/DATA/ANNONCE/168.pdf>

¹² <http://www.pch.gc.ca/pgm/slo-ols/pubs/08-13-LDL/index-fra.cfm>

¹³ Canadian Heritage, "Report on Government of Canada Consultations on Linguistic Duality and Official Languages," http://www.pch.gc.ca/pc-ch/conslttn/lo-ol_2008/lord/index-eng.cfm#imp-lan5

¹⁴ Edmund Auger (2005) « Diversité régionale et inégalités politiques : Les minorités de langue officielle et le problème de deux poids, deux mesures », dans *Vitalité des communautés, confiance des communautés – Forum de recherche sur les langues officielles* (sous la direction de William Floch et Yves Frenette). Ottawa, Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, 7-28, p. 13.

¹⁵ Donald Savoie a mené cette analyse statistique pour Industrie Canada. Nous n'avons pu la repérer.

-
- ¹⁶ Daniel Bourgeois et al. (2008) Analyse socio-économique des communautés de langue officielle à partir des données du recensement de 2001 à l'échelle des aires de diffusion (AD). Moncton, Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques, janvier 2008, p. 17.
- ¹⁷ Les données sur la structure d'âge ne permettaient pas toutes les corrélations avec les autres variables.
- ¹⁸ Idem, p. 16.
- ¹⁹ Idem, p. 11.
- ²⁰ Idem, p. 17.
- ²¹ Idem, p. 17.
- ²² Idem, p. 12-13.
- ²³ Analyse socioéconomique des communautés de langue officielle en situation minoritaire en fonction des données du recensement de 2006. Environics Analytics, mars 2010, p. 2-3.
- ²⁴ http://www.rdee.ca/fr/centre_documentation/profils_socio_economique.php
- ²⁵ Lalande et associés. Les franco-ontariens et l'économie des régions. Ottawa, RDÉE-Ontario, juin 2009.
- ²⁶ Le RDÉE-Ontario a donné suite à l'étude initiale avec une étude d'opportunités : Lalande et associés (2010) Les leviers de développement économique de l'est-ontarien : L'agroalimentaire et le tourisme. Ottawa, RDÉE-Ontario.
- ²⁷ Philippe Parenteau et al. (2008) Portrait socio-économique de la communauté Anglophone au Québec et dans ses régions. Montréal, Institut national de la recherche scientifique, mars 2008. Voir aussi Portrait of Official-Language Minorities in Canada : Anglophones in Quebec. Ottawa, Statistics Canada, 2010.
- ²⁸ William Floch et Joanne Pocock (2008) "Emerging Trends in the Socio-Economic Status of English Speaking Quebec: Those who left and those who stayed", The Vitality of the English-Speaking Communities of Quebec : From Community Decline to Revival (sous la direction de Richard Bourhis). Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, 35-61.
- ²⁹ Maxim Armstrong et al. (2007) Communautés francophones hors Québec : Analyse de la situation et des ressources disponibles. Ottawa, Conference Board of Canada.
- ³⁰ Idem, p. 64.
- ³¹ Idem, p. 15.
- ³² Idem, p. 9.
- ³³ Une jeunesse canadienne dynamique – Survol de la jeunesse francophone. Ottawa, RDÉE Canada, 2009, p. 1.
- ³⁴ <http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/as-sa/97-555x/p1-eng.cfm>
- ³⁵ Edmund Aunger (2005) « Diversité régionale et inégalités politiques : Les minorités de langue officielle et le problème de deux poids, deux mesures », dans Vitalité des communautés, confiance des communautés – Forum de recherche sur les langues officielles (sous la direction de William Floch et Yves Frenette). Ottawa, Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, 7-28.

³⁶ Une langue au cœur de la vie économique – Survol de l'utilisation du français en milieu de travail. Ottawa, RDÉE Canada, 2009.

³⁷ Éric Forgues et al. (2006) L'évolution des disparités de revenu entre les francophones et les anglophones du Nouveau-Brunswick de 1970 à 2000. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

³⁸ Nicolas Béland et al. (2008) Évolution du salaire moyen des hommes de langue maternelle française ou anglaise au Québec et au Nouveau-Brunswick, 1970-2000. Québec, Office québécois de la langue française.

³⁹ The vitality of Québec's English-Speaking Communities: From Myth to Reality. Ottawa, Senate of Canada, Standing Committee on Official Languages, p. 60

⁴⁰ Annual Report on the Official Languages, 2008-2009. Ottawa, Treasury Board of Canada.

⁴¹ http://www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/instrument/5099_Q1_V1-fra.pdf

⁴² Vitalité des communautés, confiance des communautés – Forum de recherche sur les langues officielles (sous la direction de William Floch et Yves Frenette). Ottawa, Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, Appendice, p. 165-175.

⁴³ En ligne: <http://coop.gc.ca/COOP/display-afficher.do?id=1283350225846&lang=fra>

⁴⁴ www.ofa.gov.on.ca/fr

⁴⁵ Marc Johnson et Paule Doucet (2006) Une vue plus claire : évaluer la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Ottawa, Commissariat aux langues officielles.

⁴⁶ Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 3 : trois communautés francophones de l'Ouest canadien – La communauté francophone de la Colombie-Britannique. Ottawa, Commissariat aux langues officielles, avril 2010), de Calgary (Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 3 : trois communautés francophones de l'Ouest canadien – La communauté francophone de Calgary. Ottawa, Commissariat aux langues officielles, avril 2010), de Halifax (Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 1 : les francophones en milieu urbain – La communauté francophone d'Halifax. Ottawa, Commissariat aux langues officielles, octobre 2007), de Québec (Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 2 : trois communautés anglophones du Québec – La communauté anglophone de Québec. Ottawa, Commissariat aux langues officielles, juin 2008), des territoires boréaux (Anne Robineau et al. La vitalité des communautés francophones dans les territoires – La francophonie boréale. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, octobre 2010).

⁴⁷ Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 3 : trois communautés francophones de l'Ouest canadien – Les communautés francophones de la Saskatchewan en milieu rural. Ottawa, Commissariat aux langues officielles, février 2010.

⁴⁸ Développement du terroir : Projet d'alternatif [sic] de développement rural. Régina, Assemblée communautaire fransaskoise, 2011.

⁴⁹ Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire 3 : trois communautés francophones de l'Ouest canadien. Ottawa, Commissariat aux langues officielles, février 2010, p. 9.

⁵⁰ Vitality Indicators for Official Language Minority Communities – The Anglophone Communities of Quebec. Ottawa, Office of the Commissioner of Official Languages, 2007. En ligne: http://www.ocolclo.gc.ca/html/stu_etu_062008_summary_sommaire_e.php

-
- ⁵¹ Business Vitality Initiative – Phase One Assessment Report, Cambell's Bay, Quebec. Quebec, Centre for Innovative & Entrepreneurial Leadership, March 2010.
- ⁵² Aimée Vieira (2008) Being Anglophone: Language, Place and Identity in Quebec's Eastern Townships. Montréal, Université de Montréal, these de doctorat.
- ⁵³ Idem, p. 295.
- ⁵⁴ Idem, p. 296-301
- ⁵⁵ Réflexion conceptuelle sur le développement économique des CLOSM : exploration de nouvelles approches pour mettre à profit les données de Statistique Canada. Ottawa, Statistique Canada, avril 2010, p. 23.
- ⁵⁶ Présentation de Daniel Bourgeois sur le développement économique. Les enjeux de recherche sur les langues officielles. Ottawa, Patrimoine canadien, 2009. En ligne : <http://www.francophoniecanadienne.ca/DATA/ANNONCE/168.pdf>
- ⁵⁷ Yves Bourgeois (2007) L'économie du savoir francophone au Nouveau-Brunswick. Moncton, Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques. En ligne : <http://www.rdee-nb.com/docweb/EduS/Etude.pdf>
- ⁵⁸ Réflexion conceptuelle sur le développement économique des CLOSM : exploration de nouvelles approches pour mettre à profit les données de Statistique Canada. Ottawa, Statistique Canada, avril 2010.
- ⁵⁹ Idem, p. 60.
- ⁶⁰ Idem, p. 3.
- ⁶¹ Idem, p. 60.
- ⁶² Alessandro Alasia (2004) Cartographie de la diversité socioéconomique du Canada rural. Ottawa, Statistique Canada.
- ⁶³ Ray Bollman et al. (2006) Les collectivités du Nord de l'Ontario : diversification, spécialisation et croissance économique. Ottawa, Statistique Canada.
- ⁶⁴ Carlo Rupnik et al. Évaluation du bien-être économique des Canadiens ruraux au moyen d'indicateurs de revenu. Ottawa, Statistique Canada, mars 2001.
- ⁶⁵ Chris Warhurst (2008) "The knowledge economy, skills and government labour market intervention" Policy Studies: 29, 1, 71-86.
- ⁶⁶ Yves Bourgeois (2007) L'économie du savoir francophone au Nouveau-Brunswick. Moncton, Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques. En ligne : <http://www.rdee-nb.com/docweb/EduS/Etude.pdf>
- ⁶⁷ Richard Florida (2003) The rise of the creative class. New York, Basic Books.
- ⁶⁸ Michael Storper et Allen Scott (2009) "Rethinking human capital, creativity and urban growth" Journal of Economic Geography: 9, 147-167. Voir aussi Mitchell Reardon (2009) Tolerance, Amenities and Economic Systems: Regional Development of the Knowledge Economy. Stockholm, Nordregio; et Catherine Beaudry et Andrea Schifffauerova (2009) "Who's right, Marshall or Jacobs? The localization versus urbanization debate" Research Policy: 38, 318-337.

⁶⁹ Jane Jacobs (1969) *The economy of Cities*. New York, Random House.

⁷⁰ Jonathan Sallet et al. (2009) *The Geography of Innovation*. Washington, D.C., Science Progress.

⁷¹ Nicole Barrieau et Donald Savoie (2006) *La classe créative et le développement économique : le cas des centres urbains du Canada atlantique*. Moncton, Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques, p. 12.

⁷² Idem, p. 82.

⁷³ Idem, p. 7.

⁷⁴ Idem, p. 27.

⁷⁵ Aliye Ahu Gülümser et al. (2010) *Measuring regional creative capacity : A literature review for rural-specific approaches*. Amsterdam, Vrije Universiteit.

⁷⁶ *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada*. Ottawa, Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation, 2007. Voir aussi *Le système des sciences, de la technologie et de l'innovation au Canada : L'état des lieux*. Ottawa, Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation, 2009.

⁷⁷ L'OCDE produit de nombreuses recherches sur le développement économique. Nous ne pouvons en faire qu'un résumé. Entre autres, voir *Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries, A Review* http://www.oecd.org/document/17/0,3746,en_2649_34417_42750737_1_1_1_1,00.html ; *The Social Economy: Building Inclusive Economies* http://www.oecd.org/document/62/0,3746,en_2649_34417_40127998_1_1_1_1,00.html ; *Des emplois qui durent - Un guide pour reconstruire des emplois de qualité au niveau local* http://www.oecd.org/document/23/0,3746,en_2649_34417_44464727_1_1_1_1,00.html ; *Making Local Strategies Work: Building the Evidence Base* http://www.oecd.org/document/47/0,3746,en_2649_34417_40881583_1_1_1_1,00.html Certaines des recherches de l'OCDE à ce sujet portent sur les minorités ethniques ou linguistiques, notamment *Les compétences bien sûr, mais pas seulement : L'influence des compétences cognitives en lecture sur la participation aux études postsecondaires chez les jeunes Canadiens* http://www.oecd-ilibrary.org/fr/education/les-competes-bien-sur-mais-pas-seulement_5kmldw23rnls-fr ; *Dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat axés sur des groupes cibles* http://www.oecd-ilibrary.org/fr/urban-rural-and-regional-development/l-entrepreneuriat-et-le-developpement-economique-local/dispositifs-de-soutien-a-l-entrepreneuriat-axes-sur-des-groupes-cibles_9789264299795-8-fr ; *Review of Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries: Case Studies of Regional Economic Development Approaches* http://www.oecd-ilibrary.org/industry-and-services/a-review-of-local-economic-and-employment-development-policy-approaches-in-oecd-countries-case-studies-of-regional-economic-development-approaches_5km7rq22x8kl-en;jsessionid=170c2q0c3auld.delta ; *A Review of Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries: Executive Summary and Synthesis of Findings* http://www.oecd-ilibrary.org/fr/industry-and-services/a-review-of-local-economic-and-employment-development-policy-approaches-in-oecd-countries-executive-summary-and-synthesis-of-findings_5km7rq46tvnr-en ; *A Review of Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries: Policy Audits* http://www.oecd-ilibrary.org/industry-and-services/a-review-of-local-economic-and-employment-development-policy-approaches-in-oecd-countries-policy-audits_5km7rq3zbc8s-en;jsessionid=170c2q0c3auld.delta ; *A Review of Local Economic and Employment Development Policy Approaches in OECD Countries: Policy Transferability to Wales* http://www.oecd-ilibrary.org/industry-and-services/a-review-of-local-economic-and-employment-development-policy-approaches-in-oecd-countries-policy-transferability-to-wales_5km7rq3vv2hg-en;jsessionid=170c2q0c3auld.delta ; *The Special Case of Migrants and Minorities* http://www.oecd-ilibrary.org/education/no-more-failures/groups-at-risk_9789264032606-8-en ; *Fulfilling promise – Ensuring labour*

market success for ethnic minority and immigrant youth

http://www.oecd.org/document/0/0,3746,en_2649_34417_45539712_1_1_1_1,00.html

⁷⁸ Universities, Innovation and Entrepreneurship: Criteria and Examples of Good Practice. Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development, 2009.

⁷⁹ Réflexion conceptuelle sur le développement économique des CLOSM : exploration de nouvelles approches pour mettre à profit les données de Statistique Canada. Ottawa, Statistique Canada, avril 2010, p. 11.

⁸⁰ Idem, p. 19.

⁸¹ Daniel Bourgeois et al. (2008) Analyse socio-économique des communautés de langue officielle à partir des données du recensement de 2001 à l'échelle des aires de diffusion (AD). Moncton, Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques, janvier 2008, p. 20.

⁸² Réflexion conceptuelle sur le développement économique des CLOSM : exploration de nouvelles approches pour mettre à profit les données de Statistique Canada. Ottawa, Statistique Canada, avril 2010, p. 14.

⁸³ Idem, p. 12-13.

⁸⁴ Yves Bourgeois (2007) L'économie du savoir francophone au Nouveau-Brunswick. Moncton, Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques. En ligne : <http://www.rdee-nb.com/docweb/EduS/Etude.pdf>

⁸⁵ Présentation de Daniel Bourgeois sur le développement économique. Les enjeux de recherche sur les langues officielles. Ottawa, Patrimoine canadien, 2009. En ligne : <http://www.francophoniecanadienne.ca/DATA/ANNONCE/168.pdf>

⁸⁶ Sylvie Lafrenière (2009) Sources de données de Statistique Canada sur les minorités de langue officielle. Ottawa, Statistique Canada.

⁸⁷ Idem, p. 36.

⁸⁸ Idem, p. 36.

⁸⁹ Étude de faisabilité : Exploration de différents scénarios de développement de bases de données permettant l'étude du développement économique et social des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Ottawa, Statistique Canada, mai 2011.

⁹⁰ « La question de la définition des CLOSM est incontournable. [...] Il faut développer une approche flexible, par exemple, celle reposant sur une typologie des CLOSM, alliant flexibilité et précision. » Idem, p. 22.

⁹¹ Selon le rapport, le Registre des entreprises a ses limites. Il offre un inventaire très exhaustif des entreprises opérant au Canada et sur le nombre d'employés, le secteur d'activité et les revenus. Cependant, la qualité des données n'est pas comparable à celle qui est obtenue des enquêtes dont le but est d'effectuer des analyses sociales ou économiques. Par exemple, les informations sur les entreprises ne sont pas toutes mises à jour sur une base régulière. Plusieurs informations proviennent des formulaires administratifs de l'Agence de revenu du Canada qui sont fournis au gouvernement sur une base régulière. Or, ces informations ne sont pas disponibles pour plusieurs entreprises et le moment de la dernière mise à jour peut varier. De plus, certaines entreprises complexes fournissent les informations agrégées qui sont toutes associées à l'entreprise mère. Dans ces cas, il n'est pas toujours possible de savoir comment les employés et les revenus sont distribués selon les divers établissements de l'entreprise. Aucune information sur le nombre d'employés n'est disponible pour près de la moitié des entreprises. Enfin, il ne permet pas des analyses temporelles de qualité.

⁹² Entre autres, voir le texte inédit de Amy Miller (2010) *English-Speaking Communities and Poverty throughout Quebec*.

⁹³ Katherine Scott (2010) *Community Vitality: A Report of the Canadian Index of Wellbeing*. Ottawa, Canadian Council on Social Development.

⁹⁴ Rachid Bagaoui (2009). Aperçus de l'économie sociale en Ontario : une modalité spécifique d'affirmation de la minorité francophone. *Revue internationale de l'économie sociale* (312), 89–101.

⁹⁵ Howard Giles et al. (1977) « Towards a Theory of Language in Ethnic Group Relations » *Language, Ethnicity and Intergroup Relations* (sous la direction de Howard Giles) London, Academic Press, 307-348. Rodrigue Landry et al. (2006) « Revitalisation ethnolinguistique: un modèle macroscopique » *Innovation et adaptation: expériences acadiennes contemporaines* (sous la direction de André Magord). Bruxelles, Éditions Peter Lang.

⁹⁶ Marc Johnson et Paule Doucet (2006) *Une vue plus claire : évaluer la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire*. Ottawa, Commissariat aux langues officielles, p. 30-34.

⁹⁷ Yves Bourgeois (2007) *L'économie du savoir francophone au Nouveau-Brunswick*. Moncton, Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques.

⁹⁸ Yves Bourgeois (2010) *Promouvoir la participation des CLOSM à l'économie du savoir*. Moncton, Centre pour l'innovation et la productivité.

⁹⁹ Idem, p. 75.

¹⁰⁰ *État des lieux de l'immigration d'expression française : Stormont-Dundas-Glengarry, Prescott et Russell, Frontenac, Ontario*. Ottawa, Ronald Bisson et associés, 2011.

¹⁰¹ Idem, p. 3.

¹⁰² <http://www.cic.qc.ca/francais/ressources/statistiques/faits2010-preliminaire/05.asp>

¹⁰³ *Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada*. Kunin & Associates, 2009. cet estimé est basé sur le fait que moins d'étudiants investissaient 6,5 milliards de dollars en 2009.

¹⁰⁴ *Canada First: The 2009 Survey of International students*. Ottawa, Bureau canadien de l'éducation internationale, 2009.

¹⁰⁵ <http://www.wes.org/ca/events/NaomiAlboim.pdf>

¹⁰⁶ *Literacy Matters: Helping Newcomers to Unlock Their Potential*. Toronto, TD Bank Financial Group, 2009. En ligne: http://www.td.com/economics/special/ca0909_literacy.pdf

¹⁰⁷ Jean Lafontant (2009) « L'intégration en emploi des immigrants francophones racisés à Winnipeg » *Nos divers cités*.

¹⁰⁸ *Étude exploratoire : Services d'intégration économique des immigrants francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire*. Ottawa, Ronald Bisson et associés, mai 2010, p. 26. Voir aussi *État des lieux de l'immigration d'expression française à Ottawa*. Ronald Bisson et associés, octobre 2009.

¹⁰⁹ *Les meilleures approches à l'intégration économique des immigrants aux communautés de langue officielle en situation minoritaire : Proposition de trois modèles*. Ottawa, Société de recherche sociale appliquée, avril 2011.

¹¹⁰ Jack Jedwab (2006) *Self-Employment and Employment in Quebec's English-speaking Cultural Communities*

and Visible Minorities : Prospects and Problems. Montreal, Youth Employment Services, p. 50.

¹¹¹ Éric Forgues et al. (2010) Données sur la migration des anglophones et des francophones au Canada. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹¹² L'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques a lancé un programme d'analyse intéressant sur la migration dans chaque province et territoire. Entre autres, voir Éric Forgues et al. (2010) Analyse de la migration des francophones en Ontario entre 2001 et 2006. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹¹³ Éric Forgues et al. (2007) Analyse des tendances migratoires des anglophones au Québec. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. Éric Forgues et al. (2010) Analyse des tendances migratoires au Québec entre 2001 et 2006. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹¹⁴ Isabelle St-Onge (2009) La situation des jeunes francophones en transit à Nelson, C.-B. Nelson, C.-B., Société de développement économique de la Colombie-Britannique.

¹¹⁵ Dominique Pépin-Filion (2007) Recherche exploratoire : Migrations des jeunes francophones au Yukon. Rimouski, Université du Québec à Rimouski.

¹¹⁶ Maurice Beaudin et Éric Forgues (2005). La migration des jeunes francophones en milieu rural. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹¹⁷ Éric Forgues et al. (2007) Tendances migratoires des francophones en situation minoritaire : Analyse comparative avec les anglophones. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹¹⁸ Josée Guignard (2007) Les migrants francophones du nord du Nouveau-Brunswick dans le territoire urbain de Moncton-Dieppe : Réseaux sociaux et vitalité ethnolinguistique. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹¹⁹ Éric Forgues et al. (2009) Analyse de la migration des francophones au Nouveau-Brunswick entre 2001 et 2006. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹²⁰ Éric Forgues et al. (2010) Analyse de la migration des francophones à Terre-Neuve-et-Labrador entre 2001 et 2006. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹²¹ Idem, p. 15.

¹²² Idem, p. 17.

¹²³ Hugh Maynard (2004) Economic Renewal for the Rural English-speaking Communities of Quebec: Potential and Possibilities for Economic Development in the Natural Resource Sectors. Ottawa, Industry Canada.

¹²⁴ Lalande et associés. Les franco-ontariens et l'économie des régions. Ottawa, RDÉE-Ontario, juin 2009.

¹²⁵ Alessandro Alasia (0000) Compétences, innovation et croissance : Les questions clés du développement rural et territorial – Survol de la documentation, 1980-2003.

¹²⁶ On compte neuf compétences essentielles : la lecture, l'utilisation de documents, le calcul, la rédaction, la communication verbale, le travail d'équipe, la capacité de raisonnement, l'informatique et la formation continue.

¹²⁷ Miser sur nos compétences : Résultats canadiens de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes. Ottawa, Statistique Canada, 2003. En ligne :

<http://www.statcan.ca/francais/freepub/89-617-XIF2005001.pdf>

¹²⁸ Pour un modèle intégré au service du développement de l'alphabétisme des francophones du Canada. Ottawa, Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, 2010, p. 20.

¹²⁹ Idem, p. 20.

¹³⁰ S. Roy. L'alphabétisme et l'alphabétisation des groupes francophones minoritaires au Canada – Document de réflexion. Ottawa, Secrétariat national à l'alphabétisation, 1997.

¹³¹ Réal Allard et al. (2010) Et après le secondaire? Aspirations éducationnelles et intentions de faire vie-carrière dans leur communauté des élèves de 12^e année des écoles de langue française de l'Ontario. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹³² Réal Samson (2010) Le maillage entre les besoins en main-d'œuvre dans les régions acadiennes et francophones de la Nouvelle-Écosse, les aspirations de carrière des jeunes de ces régions et les programmes collégiaux de l'Université Sainte-Anne, Phase II. Pointe-de-l'Église, Université Sainte-Anne et RDÉE-Nouvelle-Écosse.

¹³³ Nathalie Arsenault (2009) Besoins actuels et futures du marché du travail et Plan de ressources humaines pour la région de Chéticamp. Halifax, RDÉE-Nouvelle-Écosse.

¹³⁴ Billy Joyce (2009) Besoins actuels et futures du marché du travail et Plan de ressources humaines pour la région de l'Isle Madame. Halifax, RDÉE-Nouvelle-Écosse.

¹³⁵ Susanne D'Éon (2009) Besoins actuels et futures du marché du travail et Plan de ressources humaines pour la région d'Argyle. Halifax, RDÉE-Nouvelle-Écosse.

¹³⁶ Odette Comeau (2009) Besoins actuels et futures du marché du travail et Plan de ressources humaines pour la région de Clare. Halifax, RDÉE-Nouvelle-Écosse.

¹³⁷ Voir le site web suivant pour en savoir plus sur les compétences essentielles : http://srv600.hrdc-drh.gc.ca/esrp/french/general/Understanding_ES_f.shtml

¹³⁸ Gratien Allaire 'De l'Église à l'État : le financement des organismes francophones de l'Ouest, 1945-1970' *L'État et les minorités* (Jean Lafontant, ed.) Saint-Boniface, Éditions du Blé et Presses universitaires de Saint-Boniface, 1993, p. 229-246; William Floch and Joanne Pocock 'The Socio-economic status of English-speaking Quebec: Those who left and those who stayed' in *The vitality of the English-Speaking Communities of Quebec: From Community Decline to Revival* (Richard Bourhis, ed.) Moncton, Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities; Pierre-Marcel Desjardins, Michel Deslieries and Ronald LeBlanc 'Acadians and Economics: From the Colonization to 1960' *Acadia of the Maritimes* (Jean Daigle, ed.) Moncton, Université de Moncton, 1995, p. 201-242; Gabriel Bertrand 'La philosophie coopérative et nationaliste de Georges-Antoine Belcourt, fondateur de la Banque des Fermiers de Rustico' *Pratiques coopératives et mutations sociales* (Marie-Thérèse Séguin, ed.), Paris, L'Harmattan, 1995, p. 83-112; Maurice Beaudin, René Boudreau and George De Benedetti. *The Socio-economic Vitality of Official Language Communities*. Ottawa, Canadian Heritage, New Canadian Perspectives Series, 1997; Raymond Théberge *Profil économique des communautés francophones de l'Ouest*. Winnipeg, Collège universitaire de Saint-Boniface, 1997; Paul Wilkinson and Jack Quarter *Building a Community-Controlled Economy: The Evangeline Co-operative Experience*. Toronto, University of Toronto Press, 1996.

¹³⁹ Linda Cardinal et Luc Juillet *L'Ontario francophone et la gouvernance des minorités de langue officielle au Canada*, 2002; Éric Forgues 'The Canadian State and the empowerment of the Francophone minority communities regarding their economic development' *International Journal of the Sociology of Language*: vol. 185, p. 163-186.

¹⁴⁰ Éric Forgues (2008) Le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire : Étude de cas du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE). Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, p. 13.

¹⁴¹ Un espace économique à inventer. Ottawa, Fédération des francophones hors-Québec, 1981, p. 95.

¹⁴² Éric Forgues (2008) Le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire : Étude de cas du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE). Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, p. 113.

¹⁴³ Idem, p. 17.

¹⁴⁴ Idem, p. 114.

¹⁴⁵ David Doloreux et al. (2010) Francophone Minority Economic Development in Canada: Addressing Political or Economic Issues? *Economic Development Quarterly* : 24, 143-153.

¹⁴⁶ Idem, p. 150.

¹⁴⁷ Daniel Bourgeois (2006). Le rôle et le mandat des institutions gouvernementales et des organismes communautaires qui contribuent au développement économique des communautés acadiennes : Bilan et perspectives. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques.

¹⁴⁸ Ronald Bisson et associés. Étude d'impact : organisations francophones à vocation économique de l'Ouest canadien. Ottawa, janvier 2009.

¹⁴⁹ Élaboration d'un programme de recherche sur les coopératives : recherche, stratégie et mesure. Ottawa, Secrétariat aux affaires rurales et aux coopératives, Agriculture et agroalimentaire Canada, mai 2009.

¹⁵⁰ B. Fairbairn (2004) Méta-analyse : concentrations et écarts entre la recherche faite en français et en anglais sur les coopératives. Ottawa, Secrétariat aux affaires rurales et aux coopératives, Agriculture et agroalimentaire Canada.

¹⁵¹ Entre autres, voir *Community Economic Development Perspectives, Needs Assessment Report of the Diverse English Linguistic Minority Communities Across Québec*. Huntington, QC, Community Table of the National Human Resources Development Committee for the English Linguistic Minority, May 2000. Integration of federal, provincial/territorial and OLMC efforts was recommended by Daniel Bourgeois, Donald Dennie, Wilfrid Denis et Marc L. Johnson in *La contribution des gouvernements provinciaux et territoriaux à l'épanouissement des communautés francophones en milieu minoritaire : Un premier bilan et quelques perspectives* Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, avril 2007.

¹⁵² Ronald Bisson *Plan Stratégique. Immigration d'expression française dans les communautés francophones en situation minoritaire.* Ottawa, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, September 2005. [Evaluation of the Ability of Minority Francophone Communities to Host Newcomers: Final Report](#). Ottawa, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, March 2004; Jack Jedwab *Immigration and Vitality of Canada's Official Language Communities: Policy, Demography and Identity*. Ottawa, Office of the Commissioner of Official Languages, 2002.

¹⁵³ Ronald Bisson *Rapport final, évaluation des résultats : Comité national de développement des ressources humaines de la francophonie canadienne*. Ottawa, avril 2000; JGV Consultants *Évaluation du RDÉE N-B*. Moncton, février 2003; Ressource humaines et Développement des compétences Canada *Évaluation formative du Fonds d'appui aux communautés minoritaires de langue officielle : Rapport d'évaluation*. Ottawa, mai 2004, Éric Forgues *Le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire : Étude de*

cas du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE). Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, Juin 2008.

¹⁵⁴ Chris Roche *Impact Assessment for Development Agencies* Oxford, Oxfam, 1999.

¹⁵⁵ *Cooperation Between the Government and the Communities: New Models for Service Delivery* Ottawa, Office of the Commissioner of Official Languages, 2000.

¹⁵⁶ Entre autres, voir *Community Economic Development Perspectives, Needs Assessment Report of the Diverse English Linguistic Minority Communities Across Québec*. Huntington, QC, Community Table of the National Human Resources Development Committee for the English Linguistic Minority, May 2000. Integration of federal, provincial/territorial and OLMC efforts was recommended by Daniel Bourgeois, Donald Dennie, Wilfrid Denis et Marc L. Johnson in *La contribution des gouvernements provinciaux et territoriaux à l'épanouissement des communautés francophones en milieu minoritaire : Un premier bilan et quelques perspectives* Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, avril 2007.

¹⁵⁷ Ronald Bisson *Plan Stratégique. Immigration d'expression française dans les communautés francophones en situation minoritaire.* Ottawa, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, September 2005. [Evaluation of the Ability of Minority Francophone Communities to Host Newcomers: Final Report](#). Ottawa, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, March 2004; Jack Jedwab *Immigration and Vitality of Canada's Official Language Communities: Policy, Demography and Identity*. Ottawa, Office of the Commissioner of Official Languages, 2002.

¹⁵⁸ L'Agence de promotion économique du Canada atlantique, l'Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, l'Agence canadienne de développement économique du Nord et Développement économique Canada pour les régions du Québec.

¹⁵⁹ Le Programme d'infrastructure du savoir, le Programme d'accès communautaire, le Programme de stages dans les petites entreprises, le Programme des manifestations touristiques de renom, le Programme des ordinateurs pour les écoles et le Programme Large bande Canada.

¹⁶⁰ Recherche en vue de déterminer les investissements d'Industrie Canada et des agences de développement économique régional dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010. Ottawa, Ronald Bisson et associés, 2011, p. 32.

¹⁶¹ Idem, p. 44.

¹⁶² Gino LeBlanc et al. (2008) L'organisation géographique des ressources humaines et matérielles des institutions gouvernementales du Canada : Une « mesure positive » en vertu de l'art. 41 de la Loi sur les langues officielles? Moncton, Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques, août 2008, p. 2.

¹⁶³ Idem, p. 78.

¹⁶⁴ Jim Feehan et Alison Coffin (2006) *Federal Government Presence in Newfoundland and Labrador: Final Report*. St. John's, The Leslie Harris Centre of Regional Policy and Development, 2006.

¹⁶⁵ Idem, p. 74.

¹⁶⁶ Le filtre est un système rigoureux devant assurer que tous les nouveaux programmes et toutes les nouvelles politiques tiennent compte de leurs répercussions sur les CLOSM, suite à des consultations avec les CLOSM.

¹⁶⁷ Le *Guide pour la préparation de présentations au Conseil du Trésor – Annexe E : Langues officielles* (Ottawa, Conseil du Trésor, sans date) oblige les institutions à mener une analyse des incidences de toute nouvelle

initiative sur les CLOSM, notamment comment cette initiative respecte toutes les obligations découlant de la Loi sur les langues officielles.

¹⁶⁸ Rodrigue Landry et al. (2009) *La recherche sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire : chercheurs, réseaux et grands thèmes*. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

¹⁶⁹ Marc Johnson et Paule Doucet (2006) *Une vue plus claire : évaluer la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire*. Ottawa, Commissariat aux langues officielles, p. 62-64.

¹⁷⁰ Voir, entre autres, Éric Forgues et al (2009) *De l'émergence à la consolidation – L'état de la recherche en santé chez les francophones en situation minoritaire*. Moncton, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. En ligne : <http://cnfs.net/fr/publications-recherche.php?rowstart=10> et Joanne Pocock (2011) *Baseline Data Report – 2010-2011*. Quebec, Community Health and Social Services Network. En ligne : <http://www.chssn.org/En/BDR/2010-2011.pdf>

¹⁷¹ Jonathan Wheatley (2007) *The economic status of national minorities in Europe: a four-case study*. *Journal of Ethno politics and Minority Issues in Europe*. 6 (1): 1-35. Voir aussi Jonathan Wheatley (2007) *The Economic Dimension of Minority Participation in Europe*. Flemsburg, Allemagne, European Centre for Minority Issues ; Tim Dertwinkel (2008) *Economic Exclusion of Ethnic Minorities : On the Importance of Concept Specification*. Flemsburg, Allemagne, European Centre for Minority Issues.

¹⁷² « Un forum canadien sur le développement économique ». *Acadie Nouvelle*, Caraquet, 17 juin 2011, p. 9.

¹⁷³ Mancur Olson (1965) *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*. Cambridge, Harvard University Press